



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2013

.....

du centre confédéral de la Ligue de l'enseignement

ÉDITO

Pour le mouvement éducatif que nous sommes, l'année 2013 a surtout été marquée par le vote de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'École de la République. Malgré les multiples incompréhensions qu'elle a suscitées, cette loi est génératrice d'espoirs pour nos militants.

Elle a, d'ores et déjà, donné une impulsion nouvelle aux coopérations territoriales avec les Projets éducatifs de territoire (PEDT) et nous a permis de mobiliser les savoir-faire issus des loisirs périscolaires, des séjours éducatifs ou de l'accompagnement éducatif pour nourrir des projets adaptés et partagés. Dans cette optique, nous revendiquons la qualité des activités périscolaires. Sur le fond, elles doivent promouvoir un accompagnement qui associe la culture, l'expression artistique, les voyages éducatifs, le sport, les pratiques numériques, la citoyenneté, etc. Sur la forme, un encadrement satisfaisant, aussi bien sur le plan qualitatif que quantitatif, doit être assuré. C'est à ces conditions seulement et pour l'intérêt de l'enfant et de son éducation globale, que nous sommes prêts à innover et à impulser des dynamiques pédagogiques enrichissantes pour le système. Alors que la compétition scolaire s'est installée, que notre école est d'autant moins rassurante et performante que l'on est socialement défavorisé, nous n'avons pas le droit à l'échec.

C'est la raison pour laquelle, au-delà de notre implication dans la réforme des rythmes scolaires, nous militons pour un mouvement plus large de lutte contre les inégalités, dans et par l'éducation. Avec notre question de congrès « un avenir par l'éducation populaire », nous n'avons pas hésité à engager un travail de fond qui revisite notre projet et doit renouveler nos pratiques.

Ce rapport d'activité a l'ambition de présenter les activités du centre confédéral de la Ligue de l'enseignement. Nous espérons qu'il rend compte de la détermination des hommes et des femmes qui composent notre mouvement à relever ce défi politique et pratique.

Jean-Marc Roirant, secrétaire général de la Ligue de l'enseignement

SOMMAIRE

7 • 1. LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

11 • 2. LES ACTIVITÉS DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT EN 2013

13 • **VIE ASSOCIATIVE & ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE**

16 • VIE STATUTAIRE

17 • L'APAC

19 • **FORMATION TOUT AU LONG DE LA VIE**

21 • L'INFREP

23 • **ACTION SOCIALE**

27 • **ÉDUCATION**

28 • 1. ÉDUCATION PARTAGÉE ET TERRITOIRES

33 • SPORT SCOLAIRE AVEC L'USEP

36 • 2. ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ ET À LA SOLIDARITÉ

40 • 3. LUTTE CONTRE LES RUPTURES ET POUR LA RÉUSSITE DE TOUS

45 • **JEUNESSE**

51 • **CULTURE**

53 • LIVRE, LECTURE, ÉCRITURE

54 • LIRE ET FAIRE LIRE

55 • DEMAIN EN FRANCE, CHANTIER D'EXPRESSIONS

56 • CINÉMA

58 • SPECTACLE VIVANT

60 • CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

61 • L'ACTION CULTURELLE EN MILIEU PÉNITENTIAIRE

63 • SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION**67 • COMMUNICATION****71 • SPORT AVEC L'UFOLEP****75 • VACANCES ET LOISIRS ÉDUCATIFS**

79 • VACANCES POUR TOUS

81 • ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE**87 • LAÏCITÉ****91 • DÉBAT ET OPINION**

94 • CIDEM : ASSOCIATION CIVISME ET DÉMOCRATIE

97 • EUROPE ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

101 • SOLIDARITÉ LAÏQUE

103 • 3. UNE ENTREPRISE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE**107 • 4. ORGANIGRAMME**

1

LES
ÉVÉNEMENTS
MARQUANTS

LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

LA JOURNÉE NATIONALE DU SPORT SCOLAIRE

Initiée par le ministère de l'Éducation nationale, la **Journée du sport scolaire**, qui s'est tenue le 18 septembre 2013, a pour objectif de faire connaître et de promouvoir les activités des fédérations sportives scolaires auprès des élèves, des enseignants, des parents et du monde sportif local. La journée s'inscrivait cette année dans la semaine **Sentez-vous sport**. 92% des comités se sont impliqués dans l'événement et 25 000 Usépiens se sont mobilisés.

LES JOURNÉES D'ÉTUDE DES RESPONSABLES FÉDÉRAUX

Intitulée **L'éducation populaire à l'épreuve de la mondialisation**, ces journées (20 et 21 février 2013) ont été articulées autour d'un colloque scientifique organisé conjointement par La Ligue de l'enseignement, l'IEP de Grenoble et l'Injep (Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire) pour favoriser la rencontre entre culture populaire et culture universitaire. Trois thématiques : la société de création, la société multiculturelle et la société participative. Parmi les intervenants : Jean-Claude Richez, Cynthia Fleury, Guy Saez, Olivier Galland ou encore Anne Muxel... Cette manifestation a rassemblé plus de 200 personnes issues d'une soixantaine de fédérations départementales.

LA MOVE WEEK 2013

Organisée du 7 au 13 octobre 2013 dans 33 pays européens, la **Move Week** a fédéré 1 300 événements sportifs, et touché plus de 250 000 personnes dans le but de promouvoir l'activité physique sous toutes ses formes. L'objectif affiché par l'International Sport and Culture Association (ISCA) dans sa campagne de lutte contre la sédentarité **Now we move** est d'amener 100 millions de citoyens européens vers une pratique régulière d'ici 2020. Un objectif que l'Ufolep, l'Usep, la FSGT et la FFEPMM Sports pour tous ont relayé sur le territoire français, à travers 111 manifestations officiellement recensées et la participation « active » d'au moins 16 000 personnes.

RASSEMBLEMENT JEUNESSE À BATZ-SUR-MER

Volontaires en service civique, bénévoles de Juniors Associations et animateurs Bafa et sportifs ont été invités durant toute l'année 2013, non seulement à participer, mais aussi à préparer la question de Congrès, afin qu'ils s'approprient pleinement les enjeux de la réflexion sur le renouveau de l'éducation populaire. Lors d'un week-end à Batz-sur-Mer, en Loire-Atlantique, les 6 et 7 avril 2013, une trentaine de participants ont ainsi formulé 17 propositions concrètes, issues de cette année de réflexion, pour que l'éducation populaire joue un rôle important en ce début de XXI^e siècle. **Lire les propositions sur le blogcom de la Ligue de l'enseignement.**

LES RENCONTRES EEDD-CED

Les Rencontres nationales de l'éducation à l'environnement et au développement durable se sont déroulées du 5 au 7 novembre au centre labellisé CED (Citoyenneté-Environnement-Développement durable) « La Martière » à Saint-Pierre d'Oléron. Elles ont pour objectif le partage d'expériences de terrain, la mutualisation de bonnes pratiques, mais aussi la mobilisation du réseau sur des campagnes. En 2013, notre invité partenaire était la LPO (Ligue pour la protection des oiseaux). Plus de 100 participants et acteurs de l'EEDD intervenant dans les différents secteurs de la Ligue, de l'Ufolep et de l'Usep étaient présents.

LES RENCONTRES NATIONALES DE L'ÉDUCATION

À l'occasion du débat parlementaire autour de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'École, toutes les composantes de notre réseau se sont mobilisées pour comprendre les enjeux et les conséquences de l'application de la loi. Près de 250 personnes se sont retrouvées à Paris au CISP Ravel entre le 26 et le 28 mars pour élaborer des stratégies transversales à toutes les échelles de notre réseau. En présence de Jean-Paul Delahaye, directeur général des enseignements scolaires, plusieurs sujets ont été traités : accompagnement des PEDT, réforme des rythmes,



besoin de former des éducateurs, et plus particulièrement des enseignants, dans le cadre des ESPÉ. Des approches thématiques (sport scolaire, éducation culturelle et artistique...) ont permis aux secteurs de travailler en transversalité.

LES RENCONTRES NATIONALES SÉJOURS ET LOISIRS ÉDUCATIFS

Ces deuxièmes rencontres nationales se sont déroulées à Paris du 12 au 15 novembre 2013. Plusieurs tables rondes ont été organisées sur les thèmes du patrimoine du tourisme social et associatif et d'activités socioculturelles proposées aux vacanciers. Le point d'orgue de ces rencontres a été la signature officielle de la charte constitutive d'un Pôle affinitaire par les quatre partenaires, Léo Lagrange Vacances, l'Ancav-TT, la CCAS et la Ligue de l'enseignement. 200 personnes ont assisté à ces rencontres.

LE SALON EUROPÉEN DE L'ÉDUCATION

Rendez-vous incontournable de toute la communauté éducative, la 15^e édition du **Salon européen de l'éducation** s'est déroulée du 21 au 24 novembre 2013 à Paris, porte de Versailles. Cette année, la thématique à l'honneur était l'égalité femmes-hommes, en partenariat avec le **Mouvement français du planning familial** et le **Laboratoire de l'égalité**.

Durant ces quatre jours, plusieurs animations et débats ont réuni acteurs de terrain et figures politiques pour parler du sport et des femmes, des stéréotypes sexistes ainsi que de l'orientation scolaire, qui structure dès le plus jeune âge les répartitions des rôles féminins et masculins. Le Salon a été marqué par la présence de Vincent Peillon, qui a inauguré l'événement, Najat Vallaud-Belkacem, George Pau-Langevin, Geneviève Fioraso, Benoît Hamon et Hélène Conway-Mouret. Une belle édition qui a rassemblé 550 000 visiteurs.

SÉMINAIRE DES RENCONTRES D'ARLES

Dans le cadre des **Rencontres d'Arles**, la Ligue de l'enseignement est partenaire du séminaire sur les enjeux éducatifs de la photographie. Cette 10^e édition avait pour thème : « La photographie à rebours : les paradoxes des pratiques d'aujourd'hui ». Le séminaire, qui s'est déroulé les 8, 9 et 10 juillet 2013, a eu pour objet de rendre perceptibles, aux éducateurs et aux enseignants, les nouvelles pratiques de la photographie (accès aux technologies les plus sophistiquées et réseaux sociaux) et la valeur spécifique de changement social que celles-ci peuvent induire. Il a rassemblé plus de 300 participants. 19 régions étaient représentées, soit 23 académies au total.

2

**LES ACTIVITÉS
DE LA LIGUE DE
L'ENSEIGNEMENT
EN 2013**



VIE ASSOCIATIVE & ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

La Ligue de l'enseignement, c'est avant tout un maillage d'associations locales présentes dans 24 000 communes, qui permet à notre mouvement de rester en prise avec les réalités hétérogènes des territoires.

Depuis plusieurs années, notre mouvement est engagé dans un travail d'actualisation de nos orientations conduisant à réaffirmer fortement notre fonction de fédération d'associations locales et notre volonté de faire vivre et faire valoir une conception de l'association comme corps intermédiaire, dotée d'une fonction civique et politique ainsi que sociale. Cette double orientation nous invite, d'une part, à remettre l'engagement associatif local au cœur de notre action et à renforcer notre influence pour convaincre que la société gagne à voir se développer des associations engagées plutôt que de se contenter d'opérateurs non lucratifs.

Promouvoir cette conception suppose, en interne, de repenser la place de l'engagement bénévole et militant dans nos associations, de faire de notre fédération d'éducation populaire un levier efficace d'action collective, de résister à l'instrumentalisation des associations dans les politiques publiques, mais aussi d'entreprendre autrement. Aussi, l'appartenance à l'économie sociale et solidaire, en tant que principes d'action et modes de délibération, est-elle indispensable si l'on veut redynamiser la vie associative dans notre mouvement.

En effet, il nous faut avancer sur les deux pieds du politique et de l'économique. Les associations locales attendent de nous, aussi, que nous soyons capables de déployer des services, sur les territoires les plus isolés, de favoriser une économie non lucrative répondant aux besoins qui émergent au gré des transformations des territoires. Cela suppose de construire une parole de la Ligue de l'enseignement sur la définition-même de cette notion mouvante qu'est l'économie sociale et solidaire, a fortiori à un moment où le gouvernement prévoit de légiférer en la matière. Nous nous y sommes attelés, tout au long de l'année, en confrontant nos approches avec nos pairs associatifs, mais aussi avec nos partenaires mutualistes, coopératifs. En effet, plus le centre de gravité de l'ESS sera éloigné du nôtre, plus il sera difficile de faire valoir notre spécificité associative : la non-lucrativité pure et simple et l'application stricte de la règle « un homme, une voix ».

Entreprendre autrement suppose aussi de penser la professionnalisation dans une bonne articulation avec le bénévolat ou d'évaluer notre impact civique et socio-économique selon des indicateurs plus complexes que la compétitivité. L'ampleur des discussions ouvertes sur le sujet, en France et dans l'Union européenne, laisse penser que les marges de manœuvre existent et que notre modèle socio-économique peut s'imposer comme l'une des modalités d'une économie plurielle. Il nous faudra convaincre, dans le même temps, de la nécessité d'entretenir une liberté publique, garante d'une démocratie approfondie.

associations.laligue.org



PLUS DE **1,6 MILLION** D'ADHÉRENTS

30 000 ASSOCIATIONS

23 840 COMMUNES CONCERNÉES

500 000 BÉNÉVOLES

LE COMITÉ NATIONAL DÉVELOPPEMENT DE LA VIE ASSOCIATIVE À LA LIGUE (CNDVAL)

Au-delà du suivi de l'actualité confédérale et politique sur la vie associative, le Comité national, présidé par Bernard Criner, a consacré l'année 2013 à concevoir et à lancer les contrats de développement à la vie associative. Ces contrats, impliquant des fédérations départementales et des unions régionales aux côtés du confédéral, sont une façon nouvelle d'accompagner le réseau dans des politiques volontaristes de développement de la vie associative. Ils doivent permettre de faire profiter l'ensemble du mouvement d'expériences réussies.

L'UDES

L'Usgeres, présidée par Alain Cordesse, a connu une évolution majeure recueillant l'adhésion du Syneas (Syndicat des employeurs associatifs de l'action sociale et médico-sociale). Objectif commun : créer une union d'employeurs de l'ESS plus large et ainsi représenter l'ensemble du champ multiprofessionnel de l'ESS. Le 24 juin, l'Usgeres est devenue l'Udes (Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire).

ACCOMPAGNEMENT DES FÉDÉRATIONS

Le service vie, développement et qualification du réseau (VDQR) est un outil au service de la confédération, notamment chargé d'accompagner les fédérations départementales et les unions régionales que ce soit dans les domaines de la vie associative, de la formation professionnelle et des bénévoles, que dans la relation avec l'Éducation nationale et le soutien direct aux fédérations départementales et aux unions régionales en difficulté.

Le centre confédéral accompagne en direct les fédérations départementales et les unions régionales sur des sujets tels que la vie de la fédération (projet fédéral, management, organisation, gestion), les diagnostics, les préconisations, les interventions lors de journées d'études, le développement de mutualisations interdépartementales ou régionales.

Près de la moitié des fédérations départementales et des unions régionales ont bénéficié en 2013 d'un accompagnement rapproché.

CONTRATS DE DÉVELOPPEMENT À LA VIE ASSOCIATIVE : UNE MÉTHODOLOGIE COMMUNE DE DIAGNOSTIC

Dans le cadre des contrats de développement à la vie associative, un partenariat avec le Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) a été conclu, sous la conduite de Jean-Louis Laville, sociologue et économiste. L'ambition était de doter professionnels comme bénévoles des fédérations et unions régionales sous contrat d'une méthode commune de diagnostic associatif. Un cycle de 3 séminaires de deux jours a donc permis l'appropriation de ces outils par une approche pédagogique alternant apports théoriques, témoignages et travaux en ateliers. Chaque séminaire était dédié à une phase de la méthode d'analyse et avait pour objectif :

- de conceptualiser la **dimension institutionnelle** propre aux associations ;
- d'apporter des outils d'analyse de sa **dimension économique**, notamment en termes d'hybridation de ressources ;
- de proposer des méthodes d'analyse de sa **dimension organisationnelle spécifique**.

Le service VDQR peut également jouer un rôle de médiateur, en appui direct avec les comités directeurs nationaux Ufolep et Usep afin de faciliter la mise en œuvre de projets départementaux ou régionaux. Enfin, il propose au réseau de la Ligue des formations destinées aux cadres du mouvement : stages d'accueil, cycle annuel de formation, etc.

Dans le domaine plus spécifique de la dynamisation de la vie associative, l'année 2013 a été marquée par la poursuite du partenariat avec la Ligue de l'enseignement de Loire-Atlantique, qui fait l'objet d'une mission nationale déléguée sur le développement de centres de ressources départementaux ou régionaux sur la vie associative et la mise en œuvre des contrats de développement de la vie associative.

ACCOMPAGNEMENT À LA FONCTION D'EMPLOYEUR

La dernière étude réalisée par Viviane Tchernonog (2012) sur le paysage associatif français révèle que, parmi les 1 300 000 associations recensées en France, 183 000 emploient 1,8 million de salariés. Notre réseau a bien saisi toute l'importance d'accompagner la difficile fonction d'employeur, puisque, à ce jour, plus de la moitié de nos fédérations départementales développent des actions à destination de leurs associations affiliées ou plus largement des associations de leur territoire.

Le centre confédéral s'est doté en 2013 d'une nouvelle mission spécifiquement dédiée à cette fonction. Cela s'est notamment traduit par l'appui d'une trentaine de fédérations départementales souhaitant répondre aux appels à projets concernant le portage départemental du dispositif local d'accompagnement (DLA), financé essentiellement par le ministère du Travail et par la Caisse des dépôts et consignations.

De même, un travail a été initié sur la question des emplois d'avenir, puisqu'en 2013 notre mouvement a accueilli 500 jeunes dans le cadre de ces contrats (dont 40 % dans les fédérations départementales et 60 % dans les associations affiliées), ce qui nous amène à la moitié de l'objectif que nous avons formalisé, pour la fin 2014, dans la convention signée, en février 2013, avec la ministre des Sports, de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie Associative. Ce travail mené de concert avec l'Ufolep nous conduit également à mettre en place, en lien avec l'Infrep dans le cadre d'un appel d'offres d'Uniformation, des formations de tuteurs d'emploi d'avenir. L'enjeu pour l'année à venir sera d'étayer l'appui que notre mouvement peut proposer à ses associations affiliées sur la fonction employeur, notamment par le développement des formations de bénévoles et le soutien juridique du CNEA, notre syndicat employeur.

LE GROUPE DE TRAVAIL ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Le groupe de travail économie sociale et solidaire regroupe les ligueurs exerçant des responsabilités dans les structures nationales de représentation de l'ESS et les chargés de mission concernés. En 2013, le groupe a évoqué de nombreux sujets, dont le projet de loi ESS (périmètre de l'ESS, rôle des Cress, définition de la subvention), le crédit impôt compétitivité emploi (CICE), l'actualité du secteur sanitaire et social, les évolutions du syndicalisme employeur et du dialogue social. Il a également accompagné le réseau dans le renouvellement des Ceser et l'épineuse question des services d'intérêt économique général (SIEG), et travaillé sur la réforme de la formation professionnelle.

COLLECTIFS ET PARTENARIATS

Des militants de la Ligue de l'enseignement assument des responsabilités dans les principaux lieux de représentation et d'influence de la vie associative et de l'ESS :

- **La CPCA** (Conférence permanente des coordinations associatives) : présidence nationale et neuf présidences régionales. La CPCA a changé de nom, en décembre 2012, pour s'appeler **Le Mouvement associatif**.
- **Le Ceges** (Conseil des entreprises, employeurs et groupements de l'économie sociale).
- **L'Udes** (ex-Usgeres, Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire) : présidence nationale.
- **Le CNEA** (Conseil national des employeurs associatifs) : présidence nationale.
- **L'Unalg** (Union nationale des associations laïques gestionnaires) : présidence nationale.
- **Le Fonjep** (Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire).
- **Le CSESS** (Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire).
- **Le comité consultatif du fonds pour le développement de la vie associative**.
- En régions, **les Cress** (Chambres régionales de l'économie sociale et solidaire).

➤ Rappelons enfin quelques chiffres afin de situer l'importance de l'économie sociale (associations, coopératives et mutuelles) :

10 % DE L'EMPLOI EN FRANCE, 2,3 MILLIONS DE PERSONNES SALARIÉES, DONT 1,8 MILLION DANS LE SECTEUR ASSOCIATIF

215 000 ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS

PLUS DE 100 000 EMPLOIS POURVUS CHAQUE ANNÉE, 66 % D'EMPLOIS FÉMININS, 25 % DES ACTIFS À LA RETRAITE D'ICI 2020, CE QUI GÉNÉRERA 500 000 EMPLOIS DANS LES DIX PROCHAINES ANNÉES

VIE STATUTAIRE

La vie de la confédération est rythmée par de nombreux rendez-vous statutaires et rencontres nationales.

Il s'agit ici de veiller au respect des règles qui régissent le fonctionnement de l'association, de favoriser les débats d'idées, de les confronter et de définir les priorités et les orientations.

Les commissions nationales jouent le rôle d'interface entre le national, les fédérations départementales et les unions régionales. Elles bénéficient d'un champ d'intervention vaste, qui va de la consultation pour avis à l'intervention directe, notamment en cas de défaillance ; le tout sous le contrôle du conseil d'administration.

LES JOURNÉES D'ÉTUDE DES RESPONSABLES FÉDÉRAUX (JERF) – février

Intitulées **Un avenir par l'éducation populaire**, ces journées ont été articulées en 2013 autour d'un colloque scientifique organisé conjointement par La Ligue de l'enseignement, l'IEP de Grenoble et l'Injep pour favoriser la rencontre entre culture populaire et culture universitaire. Plus de 200 personnes y ont participé. Parmi les intervenants de ce colloque : Jean-Claude Richez, Cynthia Fleury, Guy Saez, Jean-Charles Froment, Olivier Galland, Pierre Bréchon, Guillaume Gourgues, Anne Muxel, Hervé Glévarec, Bernard Miège, Alexia Morvant, Jacques Barou, Joël Roman, Philippe Henry...

RENCONTRES NATIONALES « LA LOI D'ORIENTATION POUR LA REFONDATION DE L'ÉCOLE ET SES CONSÉQUENCES POUR LE RÉSEAU LIGUE » – mars

À l'occasion du débat parlementaire autour de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'École de la République, il semblait nécessaire de mobiliser toutes les composantes du réseau Ligue pour comprendre les enjeux et relever les nouveaux défis à venir (*voir chapitre Éducation*).

CONGRÈS ET ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE NANTES (95^E ÉDITION) – juin

Près de 700 personnes ont assisté aux tables rondes et ateliers organisés autour de notre question de congrès : « Un avenir par l'éducation populaire ». La conférence d'introduction, avec la participation de Cynthia Fleury, philosophe, et de Marc-Olivier Padis, directeur de rédaction de la revue *Esprit*, s'est déroulée devant un auditoire attentif et a ouvert la marche à différentes tables rondes et ateliers consacrés au thème de la société créative, de la société interculturelle ou encore de la solidarité (*voir chapitre Débat et opinion*). L'année 2013 aura été marquée par la participation de trois ministres (Vincent Peillon, Valérie Fourneyron et Benoît Hamon) qui ont témoigné leur attachement aux valeurs et aux actions défendues par notre mouvement.

LA RÉUNION DES PRÉSIDENTS ET SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX – octobre

Cette réunion essentielle permet aux participants d'interpeller le secrétariat national sur les questions d'actualité politique. Cette année, elle a été précédée d'une journée consacrée aux élections municipales 2014 et à la rédaction finale des 50 propositions de la Ligue. Le texte a par ailleurs été largement diffusé lors du Salon des maires, en novembre à Paris. Ont également été évoqués les 150 ans de la Ligue, le programme prioritaire et la refondation de l'École. Ce rassemblement a été décliné en petits regroupements décentralisés.



L'APAC

L'Apac est l'assurance de la Ligue de l'enseignement. Activités culturelles, sportives, civiques, sociales ou de loisir... L'Apac propose des contrats sur mesure, qui répondent aux besoins spécifiques des associations (responsabilité civile des associations et des adhérents, biens immobiliers et mobiliers, véhicules, rapatriement...).

Si les fédérations départementales ont pour mission de conseiller, d'aider et de favoriser le développement de leur tissu associatif, l'Apac a pour obligation d'assurer et de sécuriser les actions menées au sein de ce même tissu associatif. Outil de la confédération, l'Apac cherche et met en œuvre les produits d'assurance qui répondent aux stratégies et aux besoins développés par la Ligue de l'enseignement, l'Ufolep et l'Usep. À ce titre, ces trois instances sont toutes représentées au sein du conseil d'administration de l'Apac, ce qui constitue un gage pour la prise en compte des réalités de terrain.

Des commissions mixtes se réunissent régulièrement afin de vérifier la juste adéquation entre les besoins des fédérations départementales du mouvement et les obligations juridiques et statutaires ainsi que les contraintes imposées par les assureurs. La Commission nationale technique, dans laquelle des représentants des fédérations départementales travaillent à l'amélioration des garanties et procédures, se réunit trois fois par an. Bien évidemment, des réunions techniques spécifiques Ufolep et Usep se déroulent chaque année, afin de parfaire et de moderniser les dispositifs en place. L'Apac a choisi de rencontrer directement les associations locales affiliées dans les fédérations départementales tout au long de l'année pour sa communication. Ces moments représentent des événements majeurs, car ces réunions de terrain participent à de vrais échanges, particulièrement efficaces pour une parfaite couverture des associations affiliées.

www.apac-assurances.org

COLLECTIFS ET PARTENARIATS

Le principal partenaire de l'Apac est évidemment la **Maif**, avec laquelle nous réussissons à construire des contrats adaptés au régime d'affiliation de notre mouvement. La compagnie **Allianz** permet également de trouver des solutions pour les sports mécaniques, via son réassureur le **GIE AMSRE**, mais aussi pour les risques professionnels, d'entreprises, et spéciaux. En outre, il convient de citer notre réassureur, le groupe **Radiance**, avec lequel nous pérennisons l'activité de notre mutuelle, la **MAC**.

**EN 2013, L'APAC A ASSURÉ
25 149 ASSOCIATIONS,
DONT 8 534 UFOLEP, 9 317 USEP
ET 7 298 PORTEUSES D'ACTIVITÉS
CULTURELLES ET AUTRES.**

**L'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS
DÉVELOPPÉES AU SEIN
DE CES ASSOCIATIONS REGROUPE
1 529 952 ADHÉRENTS ET LICENCIÉS,
MAIS ÉGALEMENT UN GRAND NOMBRE
D'USAGERS.**



FORMATION TOUT AU LONG DE LA VIE

La formation à la Ligue de l'enseignement s'adapte à son public. Partenaires des politiques publiques de la formation professionnelle, nous nous efforçons de proposer à nos stagiaires une expérience culturelle et citoyenne, dépassant la seule visée professionnelle.

Au sein de notre mouvement, notre projet est de donner toute sa place à la formation tout au long de la vie, en favorisant un enrichissement continu du citoyen (salarié, bénévole...). Parallèlement, il nous semble primordial de consolider, au sein du centre confédéral, les transversalités entre tous les acteurs du réseau et les organismes de formation de nos fédérations départementales, les unions régionales, les agences Infrep autour des activités et des compétences de formation.

COMITÉ NATIONAL FORMATION TOUT AU LONG DE LA VIE

Les objectifs de ce comité, présidé par Robert Baron (président de l'OPCA Uniformation) qui réunit les principaux acteurs du réseau de la Ligue de l'enseignement, sont multiples :

- assurer une veille sur le secteur de la formation, notamment sur l'actualité de la formation professionnelle ;
- favoriser l'échange de pratiques, d'expériences et de contenus pédagogiques ;
- établir et suivre les feuilles de route des groupes nationaux Formation tout au long de la vie ;
- favoriser la création d'une culture commune autour des grands enjeux de la formation : un travail de réflexion a, par exemple, été engagé autour de la notion de compétence et de portfolio de compétences.

En 2013, le comité national s'est renforcé. Il compte désormais une trentaine de membres. La priorité a été donnée à l'accompagnement du volet formation de la loi de refondation de l'École et au soutien du dispositif emplois d'avenir. Des travaux sur la qualification du personnel périscolaire ont conduit à la réalisation de parcours de formation.

LES COORDINATIONS INFREP/LIGUE

Le temps fort de l'année a été l'organisation de la première rencontre nationale formation de la Ligue de l'enseignement, le 17 septembre 2013. Cette rencontre, à laquelle ont participé une centaine de responsables de formation de la Ligue dont ceux de l'Infrep, de l'Ufolep, et de l'Usep, a été l'occasion pour le secrétariat national de fixer l'ambition à trois ans, en termes de développement de l'offre de formation au sein de notre réseau.

Ces coordinations sont des temps de concertation, d'échange et de formation entre les fédérations et les agences Infrep. En 2013, la priorité a été donnée aux dynamiques de mutualisation entre les organismes de formation des fédérations départementales de la Ligue, agences Infrep et les comités Ufolep/Usep. Plusieurs outils ont été développés pour soutenir cette dynamique : un répertoire numérique des organismes de formation, une CVthèque, une plateforme d'échange de documents pédagogiques, des temps de formation partagés, etc.

PLAN NATIONAL DE FORMATION



Comme chaque année, la Ligue de l'enseignement met à disposition, en partenariat avec **Uniformation**, une offre de formations destinée en priorité aux salariés de notre réseau associatif. Outre des temps de formation sur les outils de gestion, de ressources humaines et de pilotage des fédérations départementales, ce plan propose des modules thématiques dans le domaine de la communication, de la culture, du sport, des loisirs éducatifs... À travers 36 modules de formation, ce sont plus de 435 stagiaires qui ont été formés cette année. Des parcours de formation spécifiques destinés à 30 nouveaux cadres de notre réseau et à une dizaine de nouveaux secrétaires généraux et délégués généraux sont notamment inclus à ce plan. Cela représente au total environ 105 jours de formation.

.....

FORMATION DU PERSONNEL PÉRISCOLAIRE

L'adoption de la loi de refondation de l'École réinterroge en profondeur l'offre de formation de la branche professionnelle de l'animation. Dans ce contexte, le CQP animateur périscolaire répond, en complément du BPJEPS, à un véritable enjeu de qualification du personnel périscolaire. Nous avons ainsi fait le choix d'accélérer le positionnement de notre réseau sur ce CQP animateur périscolaire en multipliant les temps d'échange de pratiques et de formation de formateurs. Une formation nationale a été organisée pour accompagner le développement du CQP sur les territoires en décembre 2013 (25 participants).

LA FORMATION MILITANTE

Le groupe national formation militante est désormais doté d'une mission nationale déléguée portée par Mathieu Muselet, secrétaire général de la Ligue de l'enseignement d'Indre-et-Loire. Une formation de formateurs sur l'ingénierie pédagogique et les méthodes d'éducation non formelle s'est tenue en Bourgogne en présence d'une trentaine de formateurs du réseau. Une forte dimension européenne a été donnée à ce temps de formation grâce à la présence de deux intervenants anglais et danois.

INGÉNIERIE DE PROJET ET ÉVALUATION

La maîtrise technique et stratégique de la démarche de projet et d'évaluation est aujourd'hui un enjeu central, que ce soit dans nos partenariats avec les pouvoirs publics ou pour la reconnaissance de notre projet associatif auprès des populations. Un groupe pilote d'une quinzaine de participants a expérimenté un système de formation-action, qui a consisté à

alterner temps de formation et accompagnement sur le terrain. Nous avons ainsi mobilisé les compétences d'un expert de l'évaluation des systèmes éducatifs auprès de l'Unesco et de l'Union européenne, Alain Bollon.

EMPLOIS D'AVENIR



La Ligue de l'enseignement a fait le choix de soutenir activement le dispositif des emplois d'avenir créé par le gouvernement pour faciliter l'insertion des jeunes, en priorité les moins qualifiés, sur le marché du travail. La première clé de réussite de ce dispositif est, à nos yeux, l'effort de formation continue de ces jeunes dans le cadre,

par exemple, de préparations opérationnelles à l'emploi, de formations au socle de connaissances et de formations qualifiantes et diplômantes.

La Ligue de l'enseignement, l'Ufolep et l'Infrep ont ainsi développé une offre de formation commune permettant d'accompagner les jeunes en emplois d'avenir dans la consolidation de leur parcours professionnel. Une plaquette de communication nationale sur les parcours de formation a été diffusée sur l'ensemble du territoire. Un appel d'offres d'Uniformation a également été obtenu par la Ligue de l'enseignement et son réseau pour former les tuteurs de ces jeunes candidats aux emplois d'avenir en région.

DES SESSIONS DE FORMATION-ACTION EN RÉGION

Le centre confédéral participe depuis quatre ans à la promotion, dans notre réseau, de méthodes de participation active et plus particulièrement de l'outil *colorvote* (abaque de Régnier). Cet instrument de démocratie participative et d'animation de réunion, développé en partenariat avec l'association Culture et Liberté, permet de susciter la créativité et la prise de parole au sein de groupes de 10 à 20 personnes. Il est utilisé dans le cadre de formations, de projets de territoires, de diagnostics ou d'évaluations. Ce groupe, animé par Jean-Baptiste Kieffer, secrétaire général de la Ligue de l'enseignement des Hauts-de-Seine, dispose d'une mission nationale déléguée sur les méthodes de participation active. En 2013, 45 formateurs ont été formés à l'utilisation de cette méthode. Nous disposons désormais d'une équipe d'une centaine de formateurs sur l'ensemble du territoire couvrant 18 régions.

RENCONTRE NATIONALE DES RESPONSABLES ET DIRECTEURS FINANCIERS

Après la création d'un groupe ressource pour l'accompagnement des services financiers du réseau en 2012, la première rencontre nationale des responsables et directeurs financiers de notre réseau s'est tenue le 4 juin 2013 à Paris,

en présence d'une quarantaine de participants. Cette première rencontre a été l'occasion d'aborder les problématiques de fiscalité, de mutualisation et de partage d'informations sur les techniques et outils de gestion propres à notre réseau.

PREMIÈRE RENCONTRE NATIONALE FORMATION

Cette rencontre nationale, qui a eu lieu le 17 septembre à Paris, a indéniablement marqué une étape importante dans la recherche de transversalité entre l'ensemble des forces vives du réseau de la Ligue de l'enseignement engagées dans les champs de la formation, qu'elles soient professionnelles, militantes ou volontaires. Près de 100 participants de la Ligue de l'enseignement, de l'Infrep, de l'Ufolep et de l'Usep ont participé à cette journée d'échange et de réflexion autour des stratégies de large redéploiement de notre offre de formation : quelles stratégies de mutualisation et de communication ? Quels outils communs ? Quels nouveaux champs de développement de la formation ?

FORMATION DE FORMATEURS SUR L'INGÉNIERIE PÉDAGOGIQUE ET LES MÉTHODES D'ÉDUCATION NON FORMELLE

Le groupe national formation militante, animé par Mathieu Muselet (mission déléguée à la Ligue de l'enseignement d'Indre-et-Loire) et Christian Hamonic (union régionale de Bourgogne), a organisé une formation nationale sur les outils et les postures pédagogiques du formateur d'éducation populaire. Du 28 au 30 mai à Mâcon, les 30 participants ont ainsi mis en travail la notion de pédagogie impliquante (pédagogie active et participative), tout en expérimentant une ouverture pédagogique européenne. Deux séquences ont d'ailleurs été animées en anglais afin de proposer une ouverture sur les méthodes de formation de nos voisins européens, tout en habituant nos cadres fédéraux à se confronter à l'anglais parlé.

➤ À TRAVERS PLUS DE **39** MODULES DE FORMATION, CE SONT PLUS DE **580** STAGIAIRES QUI ONT ÉTÉ FORMÉS EN 2013. DES PARCOURS DE FORMATION SPÉCIFIQUES ONT ÉTÉ DISPENSÉS À **30** NOUVEAUX CADRES DE NOTRE RÉSEAU. UNE DIZAINE DE NOUVEAUX SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX ET DÉLÉGUÉS GÉNÉRAUX SONT NOTAMMENT INCLUS À CE PLAN.



L'INFREP

L'ensemble Ligue de l'enseignement, c'est 30 agences de l'Infrep et plus d'une vingtaine de services ou d'organismes de formation de fédérations départementales de la Ligue de l'enseignement. L'Infrep est partie prenante du comité national Formation tout au long de la vie.

LES PARTENARIATS PRIVILÉGIÉS AVEC LA LIGUE

- Une ingénierie partagée sur l'élaboration du « package CQP (Certificat de qualification professionnelle)/animateur périscolaire ».
- Des collaborations avec des fédérations départementales pour la mise en œuvre de ce même CQP.
- Une ingénierie partagée autour du titre « médiateur social urbain ».
- Une mise à disposition par l'Infrep du « package compétences de base » pour les centres Ligue.

www.infrep.org

CHIFFRE D'AFFAIRES
DE LA LIGUE EN FORMATION
EN 2013: **31 MILLIONS
D'EUROS**

NOMBRE DE STAGIAIRES
ACCUEILLIS EN FORMATION
EN 2013: **43 000**

NOMBRE D'HEURES
DE FORMATION DISPENSÉES
EN 2013: **32,8 MILLIONS**



ACTION SOCIALE

L'action sociale a pour but de permettre aux personnes les plus vulnérables, exclues ou en difficulté d'insertion (personnes âgées, personnes handicapées, enfants en danger, demandeurs d'asile...) d'accéder à la société dans la plénitude de leurs droits, tout en respectant leurs différences. Les structures sociales et médico-sociales que nous gérons ont vocation à accueillir des publics fragiles particulièrement éloignés des institutions, de l'école ou de l'emploi. La Ligue de l'enseignement pratique quotidiennement l'action sociale en développant dans divers territoires des expériences innovantes et singulières, en croisant l'éducation populaire et la difficulté sociale, en jetant des passerelles entre la culture, les loisirs et le sport pour tous, ou encore en s'appuyant sur la diversité des acteurs associatifs et le rôle central de l'école. C'est une approche originale qui fait la force et la singularité de la Ligue en la matière. Il appartient à tous les citoyens d'élaborer par l'éducatif, au sens large, les conditions d'un pacte social sans exclusion. Tendre à plus de cohésion sociale, à l'exercice de la citoyenneté par tous, à prévenir les exclusions et à en corriger les effets, là est tout l'enjeu de la réflexion que la Ligue mène autour de l'action sociale.

GROUPE DE TRAVAIL ACTION SOCIALE

Le groupe de travail Action sociale a poursuivi son travail de recensement des pratiques du réseau en matière d'accompagnement des publics fragilisés ou marginalisés, tout en sensibilisant les acteurs de la Ligue à ce sujet. Ainsi, lors du congrès de l'Ufolep, ont été mis en lumière, dans le cadre du volet sport et société de notre fédération sportive, les enjeux liés au développement de pratiques sportives à destination des publics handicapés, des seniors ou encore de ceux relevant de la protection judiciaire de la jeunesse sous l'angle de la santé comme du lien social ou de la restauration de l'identité et de la dignité. L'accent a aussi été mis sur l'exigence de participer à la formation des travailleurs sociaux sur ces problématiques. Les rencontres nationales des séjours et loisirs éducatifs ont également permis d'engager la réflexion sur l'accueil de publics en situation de handicap.

Si les difficultés d'accessibilité ont été évoquées, il a aussi été envisagé de construire des accompagnements et des adaptations au projet de départ de ces personnes et de réduire les freins à l'accès aux vacances et aux loisirs sur deux plans au moins : les contraintes financières, en relayant mieux les dispositifs d'aide, et l'insuffisance de formation des personnels, en favorisant l'arrivée d'animateurs ayant suivi des cursus adaptés.

De la même manière, lors des journées de travail CED (Citoyenneté-Environnement-Développement durable), l'adaptation des lieux d'accueil et des programmes d'animation a été envisagée comme une condition intrinsèque aux démarches de développement durable vu sous l'angle de son pilier social.

L'ÉCOLE INCLUSIVE

L'école est l'institution de la République où doit s'exercer en premier lieu et avant tout la citoyenneté des enfants en situation de handicap. En 2013, la loi sur la refondation de l'École ajoute qu'« il convient aussi de promouvoir une école inclusive pour scolariser les enfants en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers en milieu ordinaire. Le fait d'être dans la classe n'exclut pas de bénéficier d'enseignements adaptés et est, pédagogiquement, particulièrement bénéfique. Cette scolarisation au sein de l'école ou de l'établissement permet aussi aux autres élèves d'acquérir un regard positif sur la différence ». La Ligue, dans le cadre des auditions auxquelles elle a participé, a appuyé le développement de ce concept et la nécessité de le mettre en pratique. Il est évident qu'une démarche volontariste de scolarisation des enfants en situation de handicap contribue à lever des freins sociaux, en faisant société à l'école. En outre, si l'école est constitutive de la citoyenneté des enfants en situation de handicap, elle l'est tout autant de celle des autres enfants, qui s'éduqueront à la différence et seront porteurs d'un projet de société fondé sur la tolérance et la reconnaissance.

La Ligue, à ce sujet, a participé au groupe de travail sur la professionnalisation de l'aide humaine aux élèves en situation de handicap sous l'initiative conjointe des ministres délégués à la réussite éducative, aux personnes handicapées, et à la lutte contre l'exclusion. Le rapport reprenant les conclusions des travaux de ce groupe a conduit le ministre de l'Éducation nationale à décliner des propositions visant à professionnaliser l'accompagnement des élèves en situation de handicap à l'école, en assurant la pérennisation des AVS (auxiliaires de vie scolaire) en fonction, et en s'engageant dans la création d'un nouveau métier qui ne sera plus fondé sur une situation d'emploi précaire et sera, en outre, assorti de dispositifs de formation adéquats. Les progrès sont significatifs et devraient faciliter la scolarisation des enfants handicapés, conformément au cadre législatif.

L'ÉGALITÉ ÉDUCATIVE DÈS LA PETITE ENFANCE

Le champ de la petite enfance, avec l'objectif affiché par François Hollande de créer un service public de la petite

enfance, suscite une véritable émulation, parce qu'il s'agit de répondre concrètement à des problématiques tant éducatives que sociales ou professionnelles dans une perspective d'égalité, et mobilise des forces diverses : l'État, qui promet par la voix de ses ministres le déploiement de nouvelles solutions d'accueil, la branche famille de la Sécurité sociale, la CAF, qui, dans sa dernière convention d'objectifs et de gestion (COG), affiche maintenant cette priorité, les collectivités locales, les entreprises et les acteurs de l'ESS.

La Ligue de l'enseignement, forte de son implication multiple sur les territoires, de son projet pour l'école et pour l'éducation populaire, a décidé de s'emparer de cette problématique en cherchant les voies pour mieux faire société : qu'est-ce que peut être un service public de la petite enfance ? Comment articuler la pluralité des acteurs en jeu et sous quel pilotage ? Comment garantir l'égalité éducative dès la naissance (et pourquoi ?) mais aussi l'accès aux modes d'accueil et aux services de soutien à la parentalité ? Et quelle doit être la nature de ces lieux d'accueil en lien avec les environnements familiaux, sociaux, professionnels et scolaires à venir ?

Un groupe de travail représentatif de tous les secteurs de la Ligue de l'enseignement a initié une consultation pour élaborer un rapport sous deux angles : les impératifs éducatifs (l'égalité éducative dès la naissance ; la place de l'enfant en tant que membre de la société, ses besoins, ses droits... Les liens avec l'école et nos propositions en ce domaine, les pas-

COLLECTIFS ET PARTENARIATS

La Ligue de l'enseignement a participé de manière active à la création d'un pôle laïque médico-social, constitué par l'Unalg (Union nationale des associations laïques gestionnaires) et le Snaless (Syndicat national des associations laïques employeurs du secteur sanitaire, social, médico-éducatif et médico-social). La Ligue de l'enseignement occupe la présidence de l'Unalg qui représente un réseau de 674 établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) tous handicaps confondus, et le secrétariat général du Snaless.

www.unalg.org

DANS 20 DÉPARTEMENTS,
SE DÉPLOIENT PRÈS DE
100 ÉTABLISSEMENTS
ET SERVICES EN FAVEUR
DE L'ENFANCE (MAISONS D'ENFANTS
À CARACTÈRE SOCIAL (MECS),
CENTRES MÉDICO-PSYCHO-
PÉDAGOGIQUES (CMPP),
INSTITUTS MÉDICO-ÉDUCATIFS (IME),
SERVICES D'ÉDUCATION SPÉCIALE
ET DE SOINS À DOMICILE (SESSAD)...),
DES ADULTES EN SITUATION

DE HANDICAP (ÉTABLISSEMENTS
ET SERVICES D'AIDE PAR
LE TRAVAIL (ÉSAT), Foyers de vie...)
OU D'AUTRES CATÉGORIES
DE PERSONNES (CENTRES D'ACCUEIL
DE DEMANDEURS D'ASILE (CADA),
SERVICES DE PRÉVENTION
OU DE RÉINSERTION SOCIALE...).
ET CE NE SONT PAS MOINS
DE 1 800 SALARIÉS
QUI ACCOMPAGNENT AU QUOTIDIEN
PRÈS DE 15 000 PERSONNES.

serelles avec notre secteur des loisirs éducatifs, comme les ALSH maternels, la parentalité et la proposition sociale, notamment en matière de gestion et d'innovation (quels actions et dispositifs proposer, développer en se basant sur notre projet éducatif à venir et en s'inscrivant dans les orientations gouvernementales, celles de la CAF et des collectivités territoriales ? Comment accueillir la petite enfance en prenant en compte la dimension familiale, intergénérationnelle ? Comment impulser des associations de parents et fédérer les crèches associatives ? Comment faire le lien avec l'école ?

SÉMINAIRE ACTION SOCIALE ET ÉDUCATION POPULAIRE

La Ligue a pris le parti de réinterroger la citoyenneté dans l'action sociale à l'aune de l'éducation populaire, lors d'un séminaire au mois de septembre.

Cette journée, qui a regroupé plus de 50 militants, a réuni dans des temps successifs Jacques Ladsous, ancien membre des Ceméa, pédagogue et spécialiste de l'action sociale, Martine Dutoit, maître de conférences à l'université d'Évry, André Fertier, président de l'association Cemaforre. Les débats animés par Marc Maudinet, directeur d'un master à SciencesPo, ont permis à chacun de préciser la nécessité de penser l'action sociale dans un objectif d'émancipation s'inscrivant dans une démarche d'éducation populaire, c'est-à-dire formative et nécessairement inclusive. Des associations affiliées ont illustré par leur expérience cette nécessité : Bleu Oxygène, qui développe un projet d'insertion fondé sur la gestion d'une librairie au cœur de la ville, Alphaloisirs, qui promeut l'accès aux loisirs et aux vacances des personnes handicapées, et une compagnie de théâtre, dont le travail au long cours a permis d'associer à ses représentations des déficients intellectuels devenus des acteurs avertis.

Il s'agit bien dans ces exemples de renouer les liens entre l'éducation populaire et l'action sociale, en tentant de repositi-

tionner la première par rapport à la seconde dans le cadre des politiques de cohésion sociale retenant l'inclusion comme concept central au détriment de l'intégration dans sa version gestionnaire de ces trente dernières années.

LA MOBILISATION PARTENARIALE

Au sein de l'Unalg, la Ligue a participé à l'organisation d'une table ronde qui s'est tenue lors du Salon européen de l'éducation ainsi qu'à la rédaction d'un livret, en retraçant les débats traitant du thème de la scolarisation des élèves en situation de handicap comme un enjeu pour leur citoyenneté. Par ailleurs, cette union nationale, que la Ligue a contribué à fonder et préside, met en œuvre, avec le concours financier de l'ANCV, un dispositif d'aide au départ en vacances des personnes en situation de handicap. Ainsi, ce sont plus de 600 000 euros d'aide qui ont pu être distribués à quelque 1 500 bénéficiaires.

Avec le Snaless, la Ligue de l'enseignement participe à la réflexion visant à la rénovation des conventions collectives du secteur social et médico-social. Notre syndicat employeur est porteur d'une proposition de convention collective unique de branche.

La Ligue a, par ailleurs, rencontré l'Assemblée des départements de France pour évoquer l'évolution du secteur social et médico-social, les pratiques éducatives qui le traversent, les stratégies de coopération entre les différents acteurs, la nécessité de revisiter la loi HPST de 2009 (et notamment les procédures d'appel à projets) et les conséquences de la décentralisation au niveau du transfert de compétences entre l'État et les départements.

Enfin, le secrétariat national s'est rapproché de l'Odas (Observatoire national de l'action sociale décentralisée) pour déterminer les conditions d'actions futures.

Vive Noël

le matin,

MDR



Oto
::
B

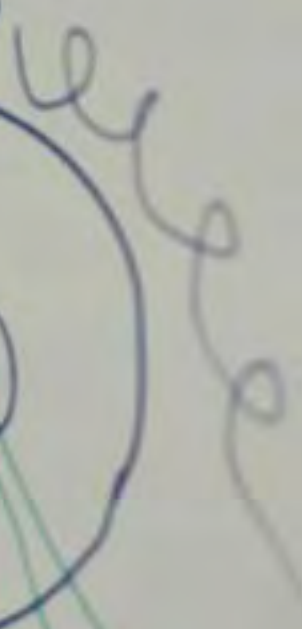
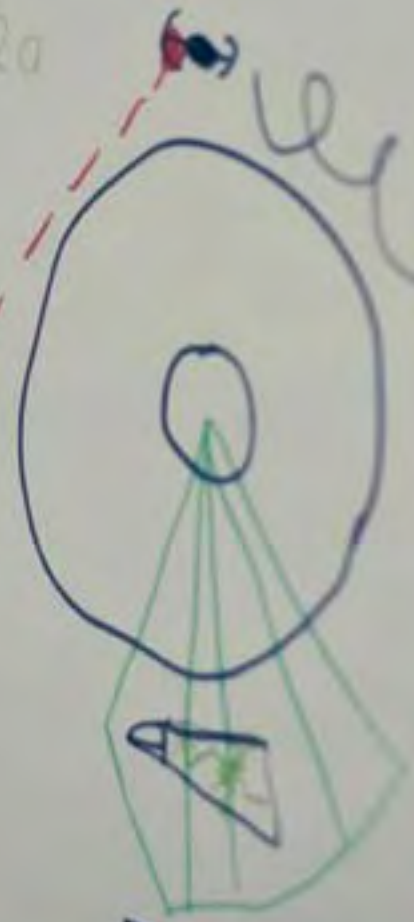
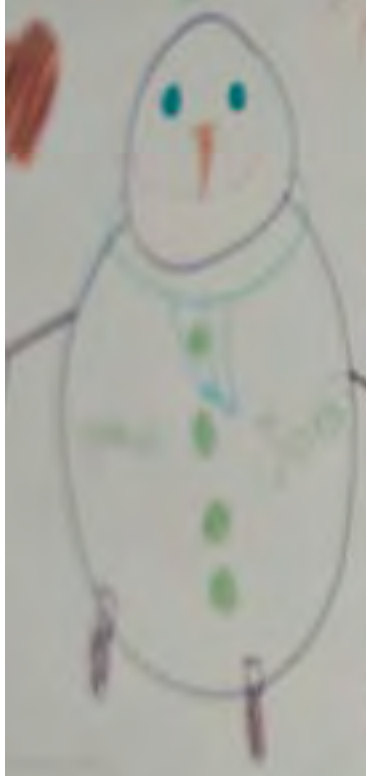
Mathilde a

Karo
au

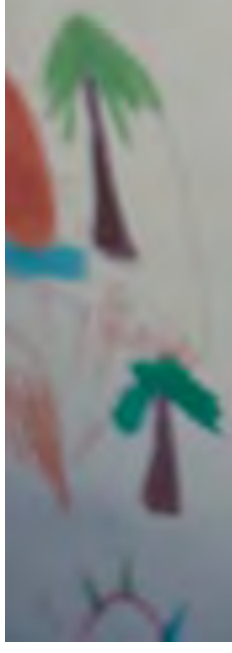
Puissance

15/20

STM
Jordi



Miracolo



ÉDUCATION

En prolongement d'une concertation sur laquelle notre mouvement s'est largement mobilisé, l'année 2013 a été marquée par le vote de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'École de la République. Première étape d'une dynamique plus globale, cette loi et ses premiers textes d'application constituent, pour nous, des leviers importants nous permettant de mettre en application les préconisations que notre mouvement défend depuis plus de dix ans autour de « l'école que nous voulons ».

Si l'année a également été marquée par la réforme de l'organisation de la semaine scolaire, qui a généré beaucoup d'incompréhensions, cela a constitué pour nous une reconnaissance importante de l'éducation partagée à l'échelle locale. Les Projets éducatifs de territoire (PEDT), qu'il faudra généraliser, sont ainsi décisifs pour penser une meilleure articulation et une nouvelle « complémentarité » entre le temps scolaire et la globalité des temps éducatifs (péri et extrascolaires) au service de la réussite éducative de tous les jeunes, sur tous les territoires.

La création des Écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ÉSPÉ) a constitué le deuxième élément marquant de cette année 2013 au plan institutionnel. Ambitionnant la remise en place d'une formation réellement professionnalisante des enseignants, ces écoles devraient aussi être un cadre commun à la formation de tous les éducateurs.

L'année 2013 a enfin été l'année du bilan et de la concertation sur la prise en compte des difficultés et des ruptures pour les jeunes et les territoires les plus fragiles. Difficultés scolaires, décrochages, abandons précoces de formation sont au cœur de nos préoccupations pour défendre le droit à la réussite éducative et à la formation récurrente. Cette ambition, qui, nous l'espérons, sera relancée en 2014, inspirera nos approches sur l'accompagnement éducatif de la scolarité, l'éducation prioritaire, les dispositifs relais, mais aussi les dispositifs de formation tout au long de la vie et en particulier de prévention et de lutte contre l'illettrisme.



1. ÉDUCATION PARTAGÉE ET TERRITOIRES

Si la réforme de la semaine scolaire a mobilisé beaucoup d'énergies, parfois contradictoires, sur certains territoires, elle a été saisie par notre réseau comme une occasion de renforcer notre appui aux collectivités et aux acteurs locaux au service de l'éducation partagée, et d'une meilleure articulation entre les enjeux de réussite scolaire et de réussite éducative. La Ligue s'est, à ce titre, largement mobilisée au printemps autour de l'élaboration du Pacte pour la réussite éducative promu par le ministère du même nom, et qui donnera lieu à des initiatives académiques au premier semestre 2014.



Notre réseau a ainsi été largement mobilisé autour de la mise en place des groupes départementaux d'appui à la réforme des rythmes, et a pris l'initiative de nombreuses réunions d'information/mobilisation locales. Outre l'accompagnement de la mise en place des PEDT, notre réseau a largement réinvesti les savoir-faire issus des loisirs périscolaires, des séjours éducatifs, de l'accompagnement éducatif de la scolarité ou des dispositifs de réussite éducative, afin de penser des projets pédagogiques mieux articulés autour des enjeux de la scolarité, tout en renforçant la culture commune entre éducateurs d'institutions et de professionnalités différentes.

Le secteur Éducation a ainsi proposé outils et formations pour la mise en œuvre de diagnostics éducatifs territoriaux. Mais il a aussi travaillé étroitement en transversalité, afin d'aborder, à cette occasion, les problématiques des statuts et des formations des métiers de l'animation, de l'appui à la vie associative locale, de la formation commune

aux éducateurs, de l'organisation et la gestion de structures éducatives locales (ACM, CLAE...). Au plan interministériel et interinstitutionnel, la Ligue a également contribué en 2013 aux grandes concertations sur la relance de la politique de la ville (notamment sur les logiques de participation et d'implication des habitants outre les enjeux de réussite éducative), mais aussi à celle de l'éducation prioritaire (ouverture de l'école sur son territoire). Ces initiatives ont été largement partagées avec les associations nationales représentant les collectivités et les syndicats, notamment enseignants. L'université d'automne du SNUipp a ainsi été une occasion importante de partage de nos analyses, et parfois de nos divergences sur l'actualité. Enfin, notre participation au Cape nous a permis d'accompagner et de bénéficier de sa plus grande reconnaissance, notamment par sa participation au Conseil national de l'innovation pour la réussite éducative, et au groupe de suivi interministériel de la réforme des rythmes.

POLOC, L'OBSERVATOIRE DES POLITIQUES LOCALES D'ÉDUCATION ET DE LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE

En prolongement de la dynamique de l'appel de Bobigny et des Assises régionales de l'éducation partagée de 2012, la Ligue de l'enseignement s'est associée à l'Institut français de l'éducation (IFE), au Réseau français des villes éducatrices (RFVE), à l'Association des directeurs éducation des villes (Andev), aux Francas et aux Ceméa pour créer un observatoire des politiques éducatives territoriales. Ce partenariat permettra à notre mouvement de poursuivre et élargir son implication et sa reconnaissance dans ce champ, en amplifiant les

dynamiques initiées aux Rencontres nationales de l'éducation de Rennes, en articulation avec les rencontres nationales des PEL de Brest et le projet ID².

PoLoc, qui a reçu le soutien du ministère de la Réussite éducative et de l'Acsé, ambitionne de recenser et d'encourager toutes les logiques de recherche et de valorisation autour de la territorialisation en éducation. Il organisera en outre des formations et séminaires à destination de tous les acteurs.

LA PAUSE MÉRIDIANNE ET LA RESTAURATION DES ENFANTS ET DES JEUNES AU CŒUR DES PROJETS DE TERRITOIRE

La pause méridienne, placée au milieu de la journée scolaire, doit viser trois objectifs : permettre aux enfants de déjeuner correctement, de vivre un temps d'échanges et de partage avec leurs copains et récupérer pour reprendre le travail scolaire dans de bonnes dispositions en début d'après-midi. La Ligue de l'enseignement a toujours milité pour que ces trois objectifs soient atteints conjointement, afin de contribuer au bien-être des enfants et à leur réussite scolaire. C'est en ce sens qu'elle a travaillé avec l'Afnor, pour la rédaction de la *Norme de service de la restauration scolaire*, et qu'elle a poursuivi sa présentation auprès des responsables et des élus des collectivités locales lors de réunions, de débats et de stages.



De nombreuses collectivités ont saisi l'occasion de la réorganisation des temps scolaires, en lien avec la réforme des rythmes, pour s'interroger sur leur pause méridienne. En effet, face à l'augmentation régulière des inscriptions à la restauration scolaire, il a fallu mettre en place, sur plusieurs sites, deux services pour pouvoir accueillir l'ensemble des enfants, ce qui eut pour effet, dans le cas d'une durée trop courte, d'obliger les enfants à manger vite, voire très vite. La Ligue de l'enseignement a, par conséquent, développé un argumentaire et des outils permettant aux collectivités de prendre en compte l'ensemble des enjeux et de construire une organisation répondant à l'objectif de la réforme des rythmes qui consiste à alléger la journée et à diminuer la fatigue des enfants.

La Ligue de l'enseignement a été sollicitée par

le Conseil national de l'alimentation pour intégrer le groupe de travail qui proposera un nouvel avis sur la restauration scolaire en 2014. Elle y défendra la prise en compte globale du repas, autrement dit une qualité du contenu de l'assiette et une qualité, au moins aussi importante, de l'environnement du repas et de l'encadrement éducatif des enfants. La réorganisation de la pause méridienne, notamment dans le cas d'un allongement, doit également être l'occasion de réfléchir à ce qui est proposé aux enfants sur l'autre temps, avec le double objectif de réduire la fatigue et de découvrir de nouvelles activités. Des modules de formation spécifiques ont été créés par la Ligue de l'enseignement à cet effet. Certains enfants et jeunes, de la maternelle au

lycée, ne fréquentent pas le restaurant scolaire de leur établissement parce que la prestation et les menus proposés ne leur permettent pas de trouver une réponse adaptée à leurs convictions religieuses et/ou philosophiques ou à celles de leurs parents. Peut-on se satisfaire de constater leur absence, le jour où de la viande est proposée au menu, ou faut-il réfléchir sur les conditions acceptables, notamment respectueuses de la réglementation et du principe de laïcité ? La Ligue de l'enseignement, militante d'un service ouvert au plus grand nombre pour favoriser la mixité sociale, a mené des débats et des actions de formation permettant aux élus et aux responsables d'avoir un éclairage large, afin d'effectuer leurs choix politiques et techniques.

LE PROJET ID²

L'éducation populaire au cœur du développement éducatif local.

Fruit du partenariat de la Ligue de l'enseignement avec les **Francas** et les **Ceméa**, ID² a poursuivi sa mission de mobilisation et de coordination des ressources territoriales de nos trois réseaux afin de proposer aux collectivités locales un accompagnement :

- dans la réalisation de diagnostics éducatifs territoriaux, notamment dans le cadre de la mise en œuvre des PEDT et de la réforme des rythmes éducatifs (démarches partenariales et participatives) ;
- dans la mise en œuvre de démarches de recherche-action avec les professionnels et les bénévoles de la communauté éducative locale, notamment concernant les politiques de jeunesse, en lien avec les CAF de Poitou-Charentes et du Limousin.

ID² a décidé pour 2014 de recentrer son action sur l'identification et la valorisation de la capacité d'innovation des ressources territoriales de nos trois réseaux d'éducation populaire, à travers l'implication de ses moyens au service de l'Observatoire PoLoc.



LA FORMATION DES ENSEIGNANTS ET DES ÉDUCATEURS AU SERVICE D'UNE CULTURE PARTAGÉE

La dynamique de refondation suppose une profonde refonte de la pédagogie, qui devrait passer par la remise en place d'une formation professionnelle des enseignants, et le développement des logiques de partage de culture entre tous les éducateurs. Tel devait être le sens de la création des Écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ÉSPÉ) à la rentrée 2013.

Le Cape (à échelle nationale et académique) a été notre levier principal de mobilisation durant l'année 2013, afin de proposer un cadre d'analyse qui permet de préciser ces enjeux et qui formule des propositions de nature à faire reconnaître les apports pédagogiques et organisationnels dont sont porteurs nos mouvements partenaires de l'école.

Cependant, quelques mois après leur mise en place, force est de constater que la gouvernance de ces écoles (via les conseils d'école ou les comités d'orientation scientifique et pédagogique, dans le collège des personnalités extérieures issues du monde économique et social) ou les maquettes de masters n'apparaissent pas réellement ouvertes à un partenariat avec les associations. Elles ne sont en effet mentionnées qu'à de rares occasions dans les projets d'ouverture, et ce, souvent sur un champ très particulier. Il s'agit donc, pour nous, de prendre une place dans un ensemble encore très centré sur les approches disciplinaires et les savoirs universitaires et didactiques.

Notre mobilisation nationale a donc visé à renforcer nos représentations dans la gouvernance des ÉSPÉ, et à dépasser les simples interventions de présentation des associations partenaires dans la formation des enseignants, ce qui a pour inconvénient de nous reléguer à des présentations un peu sommaires et parfois concurrentes, là où il s'agit plutôt d'apporter notre savoir-faire sur les politiques éducatives, des pratiques pédagogiques et des « actions d'éducation à ».

À partir d'une analyse des plaquettes de formation des masters, voire des dossiers d'accréditation dans chaque académie, le secteur Éducation a produit des outils-ressources afin d'aider le réseau à réaliser des propositions ciblées, se situant au cœur de la formation professionnelle (modules spécifiques mais aussi accueil de sta-

giaires) et non dans une logique de prestation de services. Il s'agit en effet pour les fédérations départementales et les unions régionales, en lien avec les Cape académiques, de développer deux niveaux d'interlocution :

- Le niveau institutionnel avec l'administrateur provisoire, futur directeur de l'ÉSPÉ et/ou l'équipe de direction académique du rectorat ;
- Le niveau opérationnel avec les porteurs de projet, qui coordonnent les quatre filières de Meef (Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation), au niveau du M1 et du M2.

Nous avons, dans le même temps, articulé cette réflexion avec le Comité national formation tout au long de la vie, autour des enjeux de formation des autres éducateurs, singulièrement des branches animation et sport : place des Bafa-BAFD et des CQP APS/ALS dans la réforme des temps périscolaires, besoins en formation sur la coordination de projets, axes de formation dans les PEDT...

L'année 2014 devrait nous permettre d'affiner nos approches concernant :

- les besoins de formation, d'accueil et d'accompagnement des emplois d'avenir engagés dans ces nouveaux temps, et notamment les emplois d'avenir professeurs, recrutés en L2 ;
- la relance de la formation continue des enseignants, qu'il s'agisse de formations en établissements ou de circonscriptions scolaires, de bassin d'éducation ou de plans académiques de formation. Cette dimension sera articulée avec les besoins en formation des collectivités locales (lien renforcé avec le pôle éducation du CNFPT), et permettra de renforcer nos propositions de formations communes des éducateurs, notamment en en faisant un axe essentiel des PEDT.



LES MAISONS DES SAVOIRS ET DE LA FORMATION

Une expérimentation récente portée par la Ligue de l'enseignement, en partenariat avec Éducation & Devenir, est la mise en place d'une Maison des savoirs et de la formation (MSF). Cette dernière s'inscrit à la fois dans le cadre d'un projet d'établissement scolaire (collège, école ou lycée) et d'un projet éducatif de territoire. Ces établissements, où qu'ils soient, peuvent ainsi permettre un meilleur accès à la formation tout au long de la vie à d'autres publics que les élèves, en leur faisant bénéficier des ressources éducatives de l'école. La présence dans un seul établissement de publics divers (adultes, enfants et adolescents), incite naturellement à une pédagogie fondée sur la coopération et l'interactivité, en rupture avec la dominante de notre système éducatif, trop souvent fondé sur la volonté de sélection. Elle offre aussi aux enseignants volontaires la possibilité d'une implication diversifiée.

C'est potentiellement une des entrées singulières qui distingue notre organisation d'un opérateur lambda sur le champ des politiques éducatives territoriales. Début janvier 2013, le centre confédéral a réuni les porteurs de projets de huit Maisons, en associant la fédération départementale lorsqu'elle était impliquée.

Les multiples actions d'accompagnement de la réforme des rythmes ont permis d'engager la réflexion sur trois nouveaux territoires, à l'initiative d'une fédération départementale et d'une communauté de communes ou une commune à chaque fois.

Le bilan de la première phase d'expérimentation montre que la Maison des savoirs et de la

formation type est plutôt positionnée sur un collège, en partenariat avec une communauté de communes et mobilisant bien sûr des ressources locales (associations et acteurs). Elle se situe le plus souvent en territoire urbain ou rural. Nos deux réseaux (associations locales, fédérations départementales, unions régionales et groupes académiques) appuient la mise en œuvre des MSF à travers les pistes suivantes : sensibilisation et information des acteurs d'un établissement ou du territoire, préparation et animation de réunions, conduite d'une enquête participative, élaboration du projet, mobilisation et coordination des ressources du territoire, mise en réseau des MSF...

UNE MÉTHODE PARTICIPATIVE AU SERVICE DE L'IMPLICATION DE TOUS LES ACTEURS

En partenariat avec le secteur VDQR, le secteur Éducation a participé à la mise en place de la mission d'appui aux démarches participatives assurée par la fédération des Hauts-de-Seine.

L'outil *Colorvote*, conçu en partenariat avec l'association Culture et Liberté, fait parti de ceux que nous utilisons parmi d'autres méthodes participatives. Appelé également « Abaque de Régnier », c'est un instrument d'animation de réunion, qui permet de libérer la créativité et la prise de parole dans le but de construire collectivement un projet. Permettant tant une consultation pour partager un

diagnostic de la situation éducative locale qu'une concertation pour organiser, réguler et évaluer collectivement le projet, cette démarche permet de décroisonner les acteurs et les institutions, de faire débattre et de provoquer une dynamique locale.

Depuis plus de dix ans, différentes expérimentations ont été menées avec des collectivités, notamment autour des Projets éducatifs locaux. Fort de l'actualité des PEDT, la mission a ainsi proposé en 2013 des modules d'adaptation spécifique de cette méthode aux enjeux actuels d'une élaboration partenariale et participative des PEDT.



SPORT SCOLAIRE AVEC L'USEP

L'exercice 2013 a permis à l'Usep (Union sportive de l'enseignement du premier degré) de mettre en œuvre les orientations du Projet sportif et éducatif adopté en début de mandat et faisant partie intégrante du projet d'éducation populaire de la Ligue de l'enseignement, dont elle est le secteur sportif scolaire. Autour de notre objet qu'est la rencontre sportive en tant que temps partagé de pratique et d'ouverture sur autrui, l'Usep a poursuivi ses efforts pour contribuer à la construction d'une société plus égalitaire et plus solidaire par le sport scolaire.

L'action de l'Usep dans le prolongement de l'EPS (éducation physique et sportive) a été déclinée autour des principes fondamentaux suivants :

- impliquer TOUS les enfants qui lui sont confiés dans une perspective d'école inclusive sur l'ensemble du territoire français, de la métropole aux départements et communautés ultramarines ;
- permettre, par la diversité et la richesse des actions sportives proposées, d'exercer progressivement l'idée fondamentale de choix dans la culture sportive, signe de liberté citoyenne ;
- poser le cadre d'une vie associative permettant aux enfants d'accéder aux statuts non seulement d'acteurs mais également d'auteurs du projet d'association ;
- permettre aux enfants de développer une pratique réflexive des activités physiques et sportives.

www.usep.org



LA REFONDATION DE L'ÉCOLE AVEC L'USEP

Partenaire essentiel de l'école primaire publique et de ses enseignants, l'Usep participe jour après jour à la formation d'un citoyen cultivé, lucide et autonome. Le nouveau cadre fixé par la refondation de l'École de la République a été l'occasion pour l'Usep de se positionner publiquement, notamment sur les modalités de mise en œuvre des nouveaux rythmes scolaires. Le contenu des temps d'activités périscolaires (Tap), présentés comme interfaces entre le monde de l'école et son environnement associatif, est à inventer autour de ses acteurs principaux : les enfants. Le statut de fédération sportive scolaire ainsi que les relations construites avec les autres fédérations sportives placent ainsi l'Usep dans une situation favorable d'acteur de la mise en cohérence des projets sportifs associatifs et du projet de l'école pour le bien-être des enfants au sein d'un projet éducatif territorial (PEDT) ambitieux et réaliste.

Nous avons produit plusieurs documents destinés à faciliter la mise en œuvre de la réforme, dont une plaquette de présentation des propositions de l'Usep destinée aux partenaires institutionnels ainsi qu'aux représentants des collectivités territoriales. Initiative qui a reçu un très bon accueil de la part des élus présents au Salon des maires 2013. De nombreuses collectivités intéressées ont été, par la suite, mises en contact avec les services des départements concernés.

Enfin, parce que l'Usep propose des formations reconnues pour la qualité de leurs contenus et de leur ingénierie pédagogique, un stage sera proposé en 2014 aux délégués Usep pour assurer une meilleure connaissance des éléments de la réforme ainsi qu'une participation plus efficace de notre réseau à la mise en place des partenariats rendus incontournables par les PEDT.

« AVEC LE SPORT, AIDONS NOS ENFANTS À BIEN GRANDIR »

L'opération nationale s'est déroulée de janvier à mars 2013, donnant lieu à des rencontres sportives pour plus de 8 000 élèves dans 32 départements. En partenariat avec la Fondation du sport français – Henri Sérandour, 150 associations ont reçu du matériel pédagogique Usep « L'attitude santé » et du matériel sportif.

À cette occasion, les enfants se sont interrogés sur le plaisir ressenti en lien avec les efforts fournis et les progrès réalisés tout au long de leur activité physique en utilisant les réglottes Usep « Plaisir », « Effort » et « Santé ». Pour prolonger leur réflexion, à l'aide d'un compteur d'APS, ils ont questionné la régularité, l'intensité et le temps de leur pratique physique en lien avec les enseignants et leurs parents. L'enjeu est qu'ils puissent se projeter à court et moyen terme sur une pratique équilibrée et régulière, en fonction de leur propre contexte de vie.

Lors des rencontres sportives, des ateliers « Remue-méninges » ont permis aux enfants des associations d'échanger entre eux et de s'enrichir des idées des autres.

Chaque classe participante a présenté une production pédagogique sur la thématique élaborée en classe préalablement. Ainsi, des films d'animation, des productions 3D ou graphiques et des textes ont été valorisés. Les 100 associations ayant envoyé leur production à l'Usep nationale ont reçu un bon pour l'achat de matériel sportif par la Fondation du sport. Un fascicule pour rendre compte de l'opération a été réalisé, en partenariat avec la revue EPS et diffusé à 1 500 exemplaires.

BOUGE LA RENTRÉE

Cette opération nationale se déroule chaque année en septembre et en octobre afin d'accompagner les associations Usep dans le démarrage de la saison sportive et de l'année scolaire. Mieux faire connaître notre fédération sport scolaire, son rôle et ses actions au sein de l'école publique, insister sur nos valeurs éducatives et citoyennes, tout en promouvant le sport scolaire et les associations sportives d'école qui le mettent en œuvre : tels sont les objectifs de ce concept pour une rentrée qui bouge !

JOURNÉE NATIONALE DU SPORT SCOLAIRE

Le 18 septembre 2013, sur tout le territoire français, 25 000 Usépiens se sont mobilisés pour mettre en avant le sport scolaire. De la manifestation au stade Charléty de Paris, où 1 600 élèves participaient à de multiples ateliers jusqu'aux DOM-COM, le bilan que nous pouvons en tirer est fort positif. En effet, plusieurs manifestations ont pu être organisées grâce à l'énergie de nos militants. Nous noterons que la dimension sport-santé a été prise en compte dans nombre de manifestations, puisque la journée s'inscrivait également dans la semaine **Sentez-vous sport**. La dimension sport et handicap a également été développée en lien avec la proposition nationale d'une séquence d'EPS équitaine : « Ma 1^{re} séance d'EPS : tous en sport avec l'Usep ! ». Pour assister à ces grands moments de sport scolaire et faire reconnaître l'expertise de l'Usep dans ce domaine, des inspecteurs, des représentants du mouvement sportif ou des collectivités territoriales étaient présents.

L'USEP BOUGE TON ATTITUDE SANTÉ

Après les CD-Rom *Maternelle* et *Cycle 2*, l'Usep a offert aux associations un outil d'éducation à la santé pour les élèves de cycle 3 (CE2, CM1 et CM2). Ces documents testés dans le réseau Usep au niveau national prennent la forme d'une mallette *Attitude santé en cycle 3* diffusée à 1 000 exemplaires auprès des comités départementaux Usep. Une convention entre l'Usep et la Fondation du sport français – Henri Sérandour est venu formaliser cette volonté d'aider nos enfants à « bien grandir ».

LE PRINTEMPS DES MATERNELLES

La 8^e édition du **Printemps des maternelles** a mis en valeur la dimension citoyenne des rencontres destinées aux 3-6 ans. Par le biais d'un concours, il s'est agi de réaliser une production pour illustrer la rencontre Usep en maternelle comme projet sportif et culturel, espace d'échanges et de partage et levier permettant à l'enfant de devenir élève citoyen

LE P'TIT TOUR À VÉLO USEP

Depuis 1996, le **P'tit Tour à vélo Usep** mobilise chaque année les comités départementaux et régionaux sur les routes de France. L'édition 2013 a vu 90 000 enfants de 5 à 11 ans de 20 régions et 90 départements (y compris les DOM-COM) pratiquer le vélo sous forme de circuits en boucle régionale offrant une grande souplesse d'organisation. L'éducation à la sécurité routière, le rayonnement de l'Usep, le plaisir de partager un temps de pratique sportive sont les principaux objectifs de cette manifestation nationale populaire.



TRANSOCÉANE, USEP'MONDE ET TRANSUSEP

Initiées par l'Usep outre-mer, la **TransOcéane**, et Usep Monde utilisent les outils pratiques mis au point par nos comités ultramarins pour saisir toutes les finesses du décalage horaire. La **TransOcéane** permet de faire le tour du monde en 24 heures avec des passages de relais symboliques d'un territoire et d'un fuseau horaire à l'autre. Ce moment-là correspond à des pratiques sportives organisées par les comités Usep des territoires traversés. Mobilisant aussi les comités de métropole par des équipes mixtes, pour une Usep autour du monde, les outils *FusOcéan* et la réglette *Ici et Aill'heure* permettent de savoir en un coup d'œil l'heure qu'il est là-bas.

La **TransUsep** est une nouvelle rencontre de l'Usep dont l'objectif principal est d'apprendre à mieux se connaître au travers d'activités sportives et culturelles menées dans les différents territoires. Ce jeu engage huit équipes séparées les unes des autres par des milliers de kilomètres.

LA MOVE WEEK 2013

17 comités Usep, certains en lien avec l'Ufolep, se sont engagés à promouvoir la **Semaine européenne du sport et de l'activité physique** intitulée « Move Week ». La mise en œuvre d'activités de randonnée, de cross ou encore de course d'orientation ont permis de mettre en mouvement des centaines d'Usépiens, petits et grands, dans un même élan de plaisir, de santé et d'une certaine idée de la citoyenneté européenne.

➤ **9 521 ASSOCIATIONS D'ÉCOLES**
843 114 ENFANTS LICENCIÉS
47 578 ADULTES LICENCIÉS
LE NOMBRE TOTAL DE LICENCIÉS
USEP EST DE 890 692
EN 2013, L'USEP A ORGANISÉ
31 275 RENCONTRES
AUXQUELLES ONT PARTICIPÉ
3 074 012 D'ENFANTS.

2. ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ ET À LA SOLIDARITÉ

En prolongement de l'engagement historique de notre réseau sur les foyers socio-éducatifs dès les années 1960, le secteur Éducation a continué de se mobiliser autour de ces enjeux d'éducation à la citoyenneté à partir de l'entrée « formation des délégués élèves » en collèges et lycées. Une dynamique que nous avons poursuivie tout en élargissant nos approches dans une logique d'accompagnement plus global des projets d'établissements (dynamiques de vie scolaire et d'heure de vie de classe, formation de personnels, etc.). Ce cadre territorialisé de l'éducation partagée sera pour nous au cœur des enjeux des prochaines étapes de la refondation de l'École et de l'éducation.

La loi de refondation de l'École a permis, cette année, une reconnaissance de l'importance de ces approches, à partir d'une diversification des « éducations à... » : la diversité, l'environnement et le développement durable, le numérique, la solidarité internationale, la citoyenneté, la santé, les droits de l'Homme, la paix...

En s'appuyant, par exemple, sur la mission nationale « Éducation à la citoyenneté » ou sur la diffusion de la « Fabrique de la paix », il s'agit pour nous, d'un point de vue pédagogique, de faire construire par les enfants et les jeunes des représentations voire des « bonnes conduites » favorisant la citoyenneté et la solidarité, en développant notamment des logiques de prises de responsabilité collectives. L'idée est de leur permettre de découvrir et d'expérimenter à travers un travail coopératif en classe ou dans l'établissement, dans le cadre de temps éducatifs non scolaires (notamment les nouveaux temps périscolaires) ou à l'occasion de séjours éducatifs ou de classes de découvertes.

Lorsque les fédérations départementales travaillent localement avec les équipes pédagogiques, nous avons pour objectif de :

- faire en sorte que ces éducations ne soient pas juxtaposées aux enseignements scolaires ;

- renforcer les enseignants en termes d'expérience et de contenu. En effet, ces actions « d'éducation à » entraînent pour les enseignants et les éducateurs la nécessité de développer de nouvelles compétences organisationnelles (inventer des actions, les planifier, en négocier le contenu...), auxquelles ils ne sont pas nécessairement formés.

Notre travail d'appui vise ainsi à ce que nos fédérations puissent investir à partir de ces savoir-faire le champ de la formation professionnelle (en particulier des enseignants), qu'elle soit initiale, notamment à travers les ESPÉ, ou continue, à travers des stages d'établissements ou des actions des plans académiques de formation.



CITOYENNETÉ DANS LE SECOND DEGRÉ

L'année 2013 a notamment été marquée par la relance de la vie lycéenne à l'occasion d'un Acte II de la vie lycéenne, annoncé par le ministère de la Réussite éducative.

Dans ce contexte de forte actualité institutionnelle, le groupe de travail national, via la mission déléguée à la Ligue de l'enseignement de l'Indre, s'est dernièrement élargi. Il s'appuie aujourd'hui sur le travail des fédérations de l'Aude, du Cher, de l'Indre, de Loire-Atlantique, du Val-de-Marne et du Pas-de-Calais. Deux documents sont en cours de réalisation : un outil vidéo de présentation des actions de formation des délégués élèves en collège et en lycée, utilisable par les professeurs principaux et les CPE en début d'année scolaire et en heure de vie de classe, et un livret national de formation comme aide à l'organisation de session avec les délégués élèves.

Par ailleurs, le réseau est directement sollicité localement, parfois en lien fort avec les collectivités territoriales (conseils régionaux et généraux). Le secteur Éducation propose ainsi des actions de formation de formateurs tout au long de l'année, notamment dans le cadre de l'appui aux dynamiques régionales, financées, pour certaines, dans le cadre des fonds académiques de soutien.

VERS UN ACTE II DE LA VIE LYCÉENNE

La circulaire sur « les semaines de l'engagement lycéen » a institué à la rentrée scolaire 2013 une formation obligatoire de deux heures pour tous les élèves sur le fonctionnement de ces instances. Nos fédérations départementales ont été sollicitées dans ce cadre et le groupe de travail national a appuyé plusieurs d'entre elles.

Ce contexte a favorisé le réinvestissement de l'outil « Passpartout lycéen » créé par la mission nationale il y a cinq ans. Il s'agit d'une exposition pédagogique parfaitement adaptée à des interventions dans les établissements scolaires. Conçue dans une démarche interactive, elle permet aux lycéens de se projeter dans la conduite de projets. Cet outil balaie tous les champs de la vie lycéenne et peut être le support à un grand nombre d'interventions : journée d'intégration dans un lycée, temps de formation des délégués, animation d'heures de vie de classe, préparation de collégiens à l'entrée en lycée, etc. Bien évidemment, il a servi de base à des interventions dans le cadre des Semaines de l'engagement lycéen.

Nous pensons que, bien au-delà de ces semaines de l'engagement, les élèves ne s'investiront dans leur établissement qu'à condition que les équipes éducatives et de direction leur laissent toute leur place et les accompagnent dans la durée. Ce coup de projecteur, qui devrait se pérenniser au travers des annonces qui seront faites début 2014 sur une relance de la vie lycéenne, ne saurait remplacer le travail d'accompagnement minutieux et de longue haleine qu'une fédération de la Ligue peut proposer aux établissements scolaires.



CITOYENNETÉ ACTIVE ET VIE ASSOCIATIVE SCOLAIRE

Second pôle de forte actualité de la mission Éducation à la citoyenneté, la relance de la vie associative en lycée, notamment à travers les Maisons des lycéens, a constitué la majeure partie des demandes d'appui des fédérations, souvent mobilisées, sur ce sujet, dans des dynamiques régionales, à l'image de la Franche-Comté, du Poitou-Charentes, des Pays de la Loire, de l'Auvergne, de la Bretagne, de la Champagne-Ardenne ou des fédérations de l'académie de Lyon, qui portent, dans le cadre des fonds académiques, un projet de « Lycée ouvert ». Plusieurs d'entre elles se sont d'ailleurs associées dans le cadre de l'appel à projet 3 du Fonds d'expérimentation pour la Jeunesse sur l'engagement des jeunes, porté par le Réseau national des Juniors Associations (RNJA), autour d'un projet intitulé « Outils de développement et de formation sur l'accompagnement de projets à l'initiative de jeunes mineurs ». Cette expérimentation, mise en place sur trois ans, est en effet arrivée à son terme cette année.

La forte impulsion institutionnelle autour de la création de Maisons des lycéens, donc de transformation des foyers socio-éducatifs en MDL, est un levier intéressant. Nous défendons que l'essentiel est la place active des enfants et des jeunes dans la construction du projet et l'animation de la vie associative, quelle que soit la forme qu'elle prend, en collège ou en lycée : association sportive, foyer socio-éducatif, Maison des lycéens et, bien sûr, Junior Association.

Il est donc nécessaire d'accompagner et de former les enseignants et les éducateurs des établissements scolaires. Une réflexion globale et transversale a été menée cette année sur cette question par le groupe national Éducation à la citoyenneté en lien avec le RNJA : réflexion autour des « éducations à » ou questions d'engagement des jeunes, formation des enseignants et des éducateurs (et donc d'un transfert de compétences aux équipes éducatives), l'action pédagogique et, bien sûr, le financement de nos actions.

ÉDUCATION CONTRE LES PRÉJUGÉS ET LE RACISME : LA FABRIQUE DE LA PAIX

En 2013, l'exposition itinérante La Fabrique de la paix a été accueillie par deux unions régionales (Aquitaine — trois départements — et Midi-Pyrénées — trois départements) et par deux fédérations départementales (Savoie et Puy-de-Dôme). 4 900 élèves des premier et second degrés et 331 adultes (étudiants, enseignants, jeunes en service civique, animateurs, parents...) ont visité l'exposition, qui incite les jeunes visiteurs à se faire leur propre opinion et à débattre sur les discriminations.

Pour accompagner les fédérations, quatre journées de formation ont été organisées en direction des personnes (bénévoles, permanents des fédérations et des associations partenaires) chargées d'accueillir et d'accompagner les groupes de visiteurs.

Les partenariats noués à cette occasion par les fédérations sont nombreux, divers, et reflètent une préoccupation partagée par tous quant à la lutte contre les discriminations : Éducation nationale (CRDP, IUFM, Dasen...), associations (Lire et faire lire, Secours populaire, Mouvement pour la paix, Ligue des droits de l'Homme, Francas...), collectivités territoriales (communes et conseils généraux).

Comme pour les années précédentes, l'ouverture de La Fabrique de la paix aux écoles, établissements scolaires et structures de loisirs s'est révélée un excellent vecteur de communication et de dynamisation d'un partenariat local (par exemple : des établissements scolaires qui ont repéré à cette occasion la fédération sur cette thématique d'action, et qui s'associeront à elle pour d'autres événements).

Dans tous les départements, il faut souligner le rôle que jouent les bénévoles et les volontaires en service civique dans la réussite du projet d'accueil d'une fédération. Leur mobilisation, leur implication dans l'organisation ou dans l'accueil des groupes est une vraie plus-value dans le projet et un élément concourant à sa réussite.

www.lafabriquedelapaix.org



3. LUTTE CONTRE LES RUPTURES ET POUR LA RÉUSSITE DE TOUS

La prise en compte prioritaire des publics les plus fragiles est au cœur de nos préoccupations depuis les premiers engagements de notre réseau autour de l'éducation prioritaire, mais aussi de l'accompagnement scolaire dans les années 1990, jusqu'aux logiques plus actuelles d'accompagnement éducatif de la scolarité. Cette philosophie, que nous défendons depuis longtemps, repose tant sur le postulat de l'éducabilité de tous les jeunes, que sur le refus de l'externalisation et de la filiarisation de leur prise en charge, selon le principe du maintien d'une scolarité commune et d'une éducation partagée au service du « vivre ensemble », de la réussite éducative et de l'égalité.

C'est selon ces principes que nous nous sommes investis il y a plus de dix ans dans les ateliers relais, notamment à la suite d'expériences dans les classes relais au sein de certaines de nos fédérations, dès le début des années 1990. C'est aussi selon ces principes de réussite pour tous que notre réseau s'est mobilisé, notamment à partir 2005, sur les dispositifs de réussite éducative et, en 2013, autour du Pacte pour la réussite éducative.

Notre objectif a ainsi toujours été la mobilisation de tous les éducateurs en prévention des ruptures dans le cadre de la scolarité obligatoire, mais aussi pour défendre et rendre effectif le droit à une éducation « récurrente » pour tous les jeunes victimes d'abandon précoce de formation et qui sortent de la scolarité initiale sans diplôme ni qualification.

C'est à ce titre que nous avons soutenu les principes affichés dans la loi de refondation de l'École, notamment concernant la nécessaire refondation pédagogique de la scolarité obligatoire, et la redéfinition des rôles entre État et collectivités autour d'une ambition commune d'égalité. Nous serons très vigilants en 2014 à la future loi sur la formation tout au long de la vie, à l'occasion de laquelle nous espérons voir la réaffirmation d'une ambition pour la formation des plus de 16 ans, donnant priorité à ceux qui sortent avec le moins de bagage scolaire initial.

C'est en tout cas tout le sens de notre investissement dans la lutte contre l'illettrisme.

2013 a été, sur ces différents aspects, une année de concertation et de bilan des dispositifs existants, mais aussi de mobilisation autour de la Grande cause contre l'illettrisme.

Le rapport de l'Inspection générale sur le décrochage scolaire a notamment salué la contribution des associations partenaires de l'école, à la fois sur l'innovation pédagogique par la rencontre des pédagogies scolaires et des pratiques d'éducation populaire, mais aussi sur le travail d'ensemblier institutionnel permettant l'ouverture de l'école aux partenaires du territoire et aux familles.

Après des années d'affaiblissement sous couvert de retraits de moyens publics, nous nous sommes ainsi préparés pour que l'année 2014 soit celle d'une relance de notre contribution à la lutte contre les difficultés et pour l'accès aux savoirs et à la culture au bénéfice de tous les jeunes comme de tous les adultes, et notamment ceux issus de territoires de relégation, urbains ou ruraux.

DÉCROCHAGE SCOLAIRE ET ATELIERS RELAIS

2013 n'a pas résolu la question que nous posions l'an passé : quel devenir pour les dispositifs de prévention du décrochage scolaire, parmi lesquels figurent les ateliers relais ? Nous avons assisté à un déploiement de mesures publiques dont la cible était plus particulièrement les jeunes âgés de plus de 16 ans et répondant au traitement du décrochage (service civique et décrochage scolaire, réorganisation des services de l'Éducation nationale de repérage et de recueil des données, transformation de la MGI — Mission générale d'insertion...). Même si la loi de refondation de l'École apporte quelques éléments quant au renouvellement de la prise en compte de la question de la difficulté scolaire et du décrochage scolaire, les mesures concrètes devront être précisées en 2014.

Néanmoins, face à un contexte institutionnel incertain, le groupe national de travail a poursuivi sa réflexion. Il a été rappelé l'enjeu d'une politique de prévention, et la nécessité de nous repositionner dans ce cadre de manière à ne pas être identifié en « bout de chaîne », quand la rupture est largement consommée. La prévention ne relève pas seulement de dispositifs spécifiques, mais doit aussi faire l'objet dans nos fédérations d'une approche globale, qui mobilise nos différents champs de compétences dans des domaines tels que l'éducation artistique, culturelle, sportive, l'accompagnement de projets de jeunes, les projets de départ... Ainsi, lutter contre le décrochage scolaire n'implique pas forcément de créer de nouveaux dispositifs, mais, de travailler pour améliorer, renforcer ce que nous conduisons déjà avec les écoles et les établissements. Le groupe de travail a contribué à l'organisation des Rencontres nationales sur la refondation de l'École en préparant et en animant un atelier, dont le point de départ était de partager avec le réseau les éléments relatifs à la lutte contre le décrochage et de dégager des pistes de réflexion pour notre action future. Enfin, le groupe a répondu à diverses sollicitations émanant de fédérations sur les mesures de responsabilisation dans les collèges ou encore le service civique comme levier de lutte contre le décrochage scolaire...

DISPOSITIFS ET ATELIERS RELAIS

Pour nous, le devenir des dispositifs relais suppose, en partie, l'élaboration d'un nouveau texte de cadrage institutionnel qui marquerait la rupture avec la circulaire de 2006, trop réductrice et enfermante, et redéfinirait les termes d'un partenariat entre Éducation nationale et associations partenaires de l'école.

On peut penser que c'est le rapport conjoint de l'Inspection générale de l'Éducation nationale (IGEN) et Inspection générale de l'administration de l'Éducation nationale et de la recherche (IGAENR) « Agir contre le décrochage scolaire : alliance éducative et approche pédagogique repensée », publié en novembre 2013, qui servira de cadre de définition et d'action des futurs dispositifs relais.

Ce rapport, pour lequel la Ligue de l'enseignement a été auditionnée, nous reconnaît une compétence dans la pédagogie, l'éducatif et la formation des enseignants, et met en avant l'importance de l'articulation avec le projet d'établissement et le projet de territoire ou le PRE (Programme de réus-

site éducative). Il est assez réservé sur les dispositifs relais eux-mêmes et invite à une refonte de ces dispositifs, quitte à ne plus les dissocier (classes et ateliers) : peut-être s'agira-t-il d'envisager de généraliser le modèle atelier relais, ou de revoir une approche globale articulant les dispositifs internes et externalisés ?

DÉCROCHAGE SCOLAIRE DES PLUS DE 16 ANS

La politique nationale contre le décrochage scolaire a intégré le service civique comme un des dispositifs permettant de remobiliser et d'accompagner les jeunes décrocheurs. Une note, produite par le secteur Éducation Jeunesse, a proposé un cadre commun de réflexion pour accompagner la participation de notre réseau à cette politique, avec le souci de conserver au service civique sa dimension de dispositif d'engagement dans un cadre de droit commun et d'en préserver la possibilité d'accès à tous les jeunes. Notre réseau a pris part aux différentes réunions interacadémiques organisées en janvier et février

2013. Suite à ces rencontres, certaines fédérations ont développé des actions d'accueil spécifiques de jeunes décrocheurs dans le cadre du service civique, permettant en particulier l'alternance entre rescolarisation et mission. Les actions engagées dans notre réseau sont révélatrices de deux approches distinctes. Une approche que l'on pourrait qualifier « d'intégrée », dans laquelle la question du décrochage, du manque de formation ou de qualification est un des éléments pris en compte dans le cadre

d'un suivi, d'un accompagnement global du jeune. Une autre approche, plus spécifique, positionne le service civique parmi les dispositifs de réponse au décrochage scolaire. Soulignons que les expériences menées dans ce cadre s'adressent à des jeunes dont la rupture dans leur cursus de formation est récente, et pour lesquels la finalisation de leur diplôme passe, par exemple, par un « simple » aménagement des cours et permet, en quelque sorte, de prévenir une sortie définitive sans diplôme.



PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE L'ILLETTRISME

Grande cause nationale 2013

La Ligue de l'enseignement s'est mobilisée en 2013 au sein du collectif « Agir ensemble contre l'illettrisme » avec 65 grandes associations et organisations nationales, aux côtés de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme. Le 1^{er} mars 2013, le Premier ministre a attribué à cette dynamique le label **Grande cause nationale 2013**.

C'est dans ce cadre qu'ont été organisées des assises régionales afin de partager les diagnostics régionaux, de faire connaître les solutions et de favoriser la démultiplication des bonnes pratiques. En novembre, les assises européennes de l'illettrisme de Lyon ont clôturé cette démarche. À cette occasion, la Ligue a notamment présenté l'expérimentation réalisée en région Bretagne, « Conduire des activités culturelles et d'éducation informelle pour prévenir l'illettrisme » en milieu pénitentiaire. Par ailleurs, le Salon européen de l'éducation a aussi été l'occasion de présenter la diversité des engagements de notre réseau, notamment à partir de l'exemple de notre fédération de Mayotte.

CADRE NATIONAL DE PRINCIPES ET D' ACTIONS POUR PRÉVENIR L'ILLETTRISME

Dans le cadre de la Grande cause et sous l'impulsion du ministère de la Réussite éducative, la Ligue a été associée à la définition d'un cadre national d'intervention et de principe autour de la prévention de l'illettrisme. Il s'agit notamment d'inscrire ces actions dans le cadre des PEL/PEDT avec, pour objectifs de :

- contribuer à l'acquisition d'un socle commun de connaissances, de compétences et de culture ;
- favoriser la relation étroite et explicite des pro-

jets avec la langue française, l'écrit, la littérature, l'éducation artistique et culturelle, et la culture scientifique ;

- veiller au respect des choix individuels et des parcours de chacun.

Ce cadre sera présenté officiellement en février 2014. Il nous semble particulièrement intéressant pour valoriser et promouvoir les actions éducatives familiales (AEF). Ces actions partenariales s'adressent aux parents en situation d'illettrisme ou de grande fragilité linguistique pour leur permettre de se rapprocher de l'écrit, d'acquérir les compétences de base et, ainsi, de mieux accompagner la scolarité de leurs enfants.



ACTION CULTURELLE ET LUTTE CONTRE L'ILLETTRISME EN MILIEU CARCÉRAL

Dans le cadre d'une convention avec l'ANLCI, depuis le printemps 2013, la mission nationale Lutte contre l'illettrisme et la mission nationale des Actions culturelles en milieu pénitentiaire ont entamé, dans le cadre de la dynamique régionale de Bretagne, un travail d'analyse et de réflexion sur les activités culturelles en milieu pénitentiaire et leurs interactions avec les enseignements formels, pris en charge par des enseignants rattachés à l'administration pénitentiaire.

Ce travail s'inscrit dans la continuité de celui réalisé en 2010 dans le cadre du Forum des pratiques, étude ayant porté sur les établissements pénitentiaires du Limousin.

Partant du partenariat entre l'union régionale de Bretagne (sous la coordination de la fédération 35), la DAP, la Drac et la DISP de Bretagne, il s'agissait de définir un mode de collaboration entre les acteurs culturels et du champ de la formation, et de développer de nouvelles activités dans les établissements, notamment à destination de détenus en situation d'illettrisme, surreprésentés dans la population carcérale au regard des chiffres de la population globale.

L'objectif commun qui a été construit lors de rencontres entre médiateurs culturels et enseignants consiste ainsi à travailler ensemble, afin de toucher le plus grand nombre de détenus en situation d'illettrisme qui ne participeraient pas aux activités d'enseignement, et/ou aux activités culturelles, à cause de leur difficulté de compréhension ou d'une non-maîtrise de la lecture et de l'écriture

(ou par autocensure). L'enjeu est ainsi d'élargir les objectifs « sectoriels » de chacun et de modifier les pratiques par des échanges autour des objectifs, des méthodes et des outils de chacun.

Outre cette logique d'échanges de pratiques, et de confrontation des représentations et des cultures professionnelles, l'accent a été mis sur deux activités menées à la Maison d'arrêt de Saint-Brieuc et dans celle de Rennes, autour d'un magazine féminin *Citad'elles*, réalisé avec des femmes incarcérées et des journalistes professionnels. L'objectif de cette expérimentation, qui s'inscrit dans le cadre du Forum 2.0 de l'ANLCI, est de réaliser en 2014 un guide de démultiplication des bonnes pratiques.



JEUNESSE

Un an après l'arrivée d'un gouvernement ayant placé la jeunesse au cœur de ses priorités, un premier bilan d'étape est possible. Quelques signes positifs d'abord : la montée en charge des emplois d'avenir, l'adoption de la refondation de l'École ou encore la valorisation des dispositifs d'engagement pour les jeunes. Pourtant, le taux de chômage subi par les jeunes ne faiblit pas, le décrochage scolaire concerne plus de 120 000 jeunes par an, la précarité des étudiants continue de fragiliser leur entrée dans la vie active. Face à cela, les dispositifs dédiés ne semblent pas constituer un rempart efficace. Comment, dès lors, continuer à agir en ayant conscience de notre faible marge de manœuvre, de la nécessité, difficile à faire vivre, d'une concertation de l'ensemble des acteurs, tout en persévérant dans la recherche de solutions innovantes ? C'est pourtant le parti pris assumé de la Ligue de l'enseignement. Les jeunes représentent un terrain d'exploration formidable des solutions possibles à mettre en œuvre pour lutter contre les inégalités, et ce, pour deux raisons majeures : d'abord, l'enthousiasme inépuisable de cette partie de la population, qui, quand on lui en donne l'occasion, démontre sa capacité d'engagement au service de l'autre et sa volonté de construire un lendemain meilleur. Ensuite, parce que les jeunes subissent, comme par effet de miroir grossissant, les inégalités vécues par l'ensemble de la population (accès au logement, emploi, précarité, accès à la santé, etc.). S'intéresser à eux, chercher à leurs côtés, en les associant à nos projets, des ressources pour lutter contre ces inégalités, c'est se donner les moyens de répondre plus largement aux difficultés rencontrées par la population. En 2013, via la création à la Ligue d'un secteur Jeunesse et d'un comité national dédié, nous souhaitons poursuivre la démarche engagée en 2012 : favoriser l'implication, la prise de parole, la formation, la rencontre des jeunes pour leur donner une place entière en tant que citoyen. Et opposer à la morosité un déterminisme résolu.



CONTRIBUTION DE JEUNES MILITANTS DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT À LA QUESTION DE CONGRÈS

Dans la continuité de leur mobilisation sur le forum Animafac en 2012, les jeunes de la Ligue ont participé en 2013 aux travaux du **congrès sur l'éducation populaire et son avenir**. Ainsi, un groupe de jeunes engagés dans le réseau de la Ligue s'est constitué à l'occasion de plusieurs événements : rencontres sur les Salons européens de l'éducation avec les ministres Valérie Fourneyron, François Lamy, Najat Vallaud-Belkacem ; États généraux de la République à Grenoble ; débats sur l'engagement, etc. Au final, 80 jeunes volontaires en service civique, engagés dans des Juniors Associations ou animateurs Bafa issus de 28 fédérations ont participé à ces temps d'échange.

Parmi ces rencontres, deux journées d'ateliers au mois d'avril 2013 ont été consacrées à la question de congrès. Le groupe a abouti à 20 propositions concrètes, qui ont alimenté le rapport final des travaux du mouvement. Leur contribution « Citoyenneté active : un objectif, une expérience » a été présentée à Nantes, en juin 2013.

L'expérience créée par ce groupe de jeunes a amorcé une animation de réseau très positive, qui se prolongera en 2014 par une nouvelle production autour du Comité national jeunesse.

LE SERVICE CIVIQUE

La Ligue de l'enseignement est le premier organisme d'accueil de volontaires en service civique depuis la création du dispositif en 2010. Son nombre d'engagés est resté stable en 2013 par rapport à l'année précédente, soit un peu plus de 2000 volontaires présents dans l'ensemble des fédérations de la Ligue. Si le réseau s'est montré particulièrement dynamique et désireux de continuer à développer notre capacité d'accueil des jeunes, le contexte budgétaire fortement contraint de l'Agence du service civique a été pénalisant en 2013. Pour la première année depuis sa création en 2010, le service civique, à l'échelle nationale, n'aura pas connu de montée en charge pourtant essentielle pour stabiliser cette offre d'engagement dans notre société. Les associations se sont et restent mobilisées pour défendre le dispositif, qui demeure cependant fragile. La Ligue de l'enseignement est largement impliquée dans les collectifs autour du service civique pour faire valoir et entendre la voix associative

auprès de l'ensemble des acteurs du service civique. Elle participe à la plateforme interassociative pour le service civique, animée par la CPCA, qui regroupe plus de 40 structures nationales d'accueil de volontaires (ces structures accueillent à elles seules 50% des jeunes en service civique). Son rôle a été particulièrement déterminant en 2013: lobbying auprès des parlementaires pour défendre la montée en charge du dispositif, propositions d'orientations stratégiques pour un service civique de qualité auprès de l'Agence nationale. Réunie tous les mois, la plateforme est devenue une interlocutrice reconnue de l'État et a permis de structurer un dialogue efficace avec les pouvoirs publics.

Un renforcement de la qualité du service civique au sein du réseau

La volonté de la Ligue de l'enseignement de progresser dans la qualité de son accompagnement est une priorité. Quatre actions ont participé à cette démarche en 2013.

- **Dès mars 2013**: l'évaluation de nos pratiques dans quatre fédérations par le Comité du service civique associatif (CSCA), dont la Ligue de l'enseignement est membre fondateur. Cet audit a confirmé que notre réseau assurait un bon accompagnement des volontaires, puisque le CSCA nous a remis un agrément qualité. Il nous a aussi permis d'identifier les marges de progression à mettre en place dans les deux prochaines années, guidant le contenu des prochaines formations des référents fédéraux et la définition du cadre du service civique à la Ligue de l'enseignement (amélioration des formations civiques et citoyennes, réflexion autour de l'accompagnement au projet d'avenir, structuration de notre cadre normatif interne...).
- **En septembre 2013**: l'organisation d'une formation adressée aux référents service civique et notamment aux nouveaux arrivants dans les fédérations, pour les accompagner dans leur pratique quotidienne vis-à-vis des volontaires et des structures d'accueil. Cette formation a vocation à être pérennisée tous les ans.
- **La construction de modules de formations civiques et citoyennes**, communs à l'ensemble du réseau (l'égalité femmes-hommes et la citoyenneté européenne) ainsi qu'un recensement des contenus et méthodes de formation civique dans les fédérations pour mieux les accompagner sur ces questions (qui aboutira en

2014 à un classeur de formations accessibles à l'ensemble des fédérations).

- **Le renouvellement du marché public de formations des tuteurs**, porté par la Ligue de l'enseignement et Unis-Cité. Plus de 2 000 tuteurs ont été formés en 2013, sur 80 départements. Ces formations s'adressent en premier lieu aux structures agréées localement. Elles sont, bien sûr, accessibles à l'ensemble des tuteurs de notre mouvement (notamment dans les associations de mise à disposition) et sont un outil au service de la vie fédérative sur les territoires, permettant le contact avec les services de l'État comme les associations également actrices du dispositif. Ces formations permettent de revoir le cadre légal et formel du service civique et d'accompagner les associations dans leurs pratiques de tutorat auprès des jeunes. Des études de cas et des échanges de pratiques permettent d'identifier les difficultés éventuelles rencontrées par les tuteurs et de nourrir les réflexions de chacun par l'apport du collectif. En 2014, un module plus technique, constitué d'ateliers spécifiques (recruter un volontaire, organiser un programme de formation citoyenne, etc.), sera proposé aux tuteurs.

SERVICE CIVIQUE:
2 045 JEUNES ACCUEILLIS
AU SEIN DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT

99 FÉDÉRATIONS INVESTIES SUR 102
DONT 5 DOM-COM

PROFIL DES JEUNES:

21 % INFRA BAC

35 % BAC

44 % SUP BAC

RNJA: 933 JUNIORS ASSOCIATIONS
ACTIVES CETTE ANNÉE

9 400 JEUNES MINEURS INVESTIS
(MOYENNE D'ÂGE: 15 ANS), 98 FÉDÉRATIONS
CONCERNÉES

PROMOTION ET VALORISATION DE L'ENGAGEMENT – FONDS D'EXPÉRIMENTATION POUR LA JEUNESSE

Le projet « Outils de développement et de formation sur l'accompagnement de projets à l'initiative de jeunes mineurs » a été mené de 2011 à 2013 dans cinq régions : Auvergne, Bretagne, Champagne-Ardenne, Île-de-France et Pays de la Loire, en partenariat avec le Réseau national des Juniors Associations (RNJA). Il s'agissait de rechercher des pistes permettant le développement d'une philosophie et d'une posture d'accompagnement des projets collectifs de jeunes plus respectueuses de leur autonomie et

de leur capacité d'initiative. Le programme d'actions invitait associations, institutions, collectivités territoriales et pouvoirs publics concernés à mieux s'organiser ensemble pour reconnaître le droit d'agir aux jeunes. Ce projet a permis aux fédérations mobilisées de travailler avec une large communauté d'acteurs et d'initier la rencontre des cultures professionnelles différentes (personnels de l'Éducation nationale, animateurs et élus des collectivités locales, professionnels et bénévoles associatifs...) à travers des formations, des échanges de pratiques, des rassemblements et la création de nouveaux outils méthodologiques, qui seront proposés à l'ensemble du réseau en 2014.

COLLECTIFS ET PARTENARIATS

Nous sommes membres du **Comité stratégique de l'Agence du service civique**.

Nous sommes également investis au sein de la **Plateforme interassociative pour le service civique et le volontariat**, animée par la **CPCA**. Sa vocation est d'élaborer et de porter une parole commune du monde associatif pour dialoguer avec l'État (Agence du service civique, ministres) afin de faire évoluer le service civique.

Nous sommes, par ailleurs, membres fondateurs du **Comité du service civique associatif**.

Ce dernier évalue la mise en œuvre du service civique au sein de ses associations membres. Espace de réflexion et d'échange de pratiques, il a pour vocation de contribuer à la construction, par le monde associatif, d'une culture partagée du service civique dans les associations.

Nous sommes investis, en tant que vice-président, au sein de l'**Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes** (Anacej), qui réunit 400 collectivités territoriales et neufs mouvements d'éducation populaire pour promouvoir

la participation des enfants et des jeunes à la décision publique, et accompagner les collectivités locales dans la mise en place d'instances de participation.

www.anacej.asso.fr

Au sein du **Réseau national des Juniors Associations** (RNJA), nous travaillons en étroite collaboration avec la **Fédération des centres sociaux et socioculturels de France** et la **Confédération des MJC de France**, qui portent localement le dispositif, ainsi qu'avec l'association **Jets d'encre**, réseau de médias jeunes.

www.juniorassociation.org

Nous avons également développé un partenariat privilégié avec le réseau d'associations étudiantes **Animafac**. Réseau d'échanges d'expériences et centre de ressources pour les initiatives étudiantes, **Animafac** propose des outils de développement et des espaces de dialogue et d'élaboration collective à plus de 12 000 associations étudiantes.

www.animafac.net



LE RÉSEAU
NATIONAL
DES JUNIORS
ASSOCIATIONS (RNJA)

Alors que la création d'une association loi de 1901 est, dans la pratique, encore réservée aux majeurs, le RNJA propose aux jeunes de 11 à 18 ans de se regrouper autour d'une idée, d'un projet, ou tout simplement d'une envie d'agir, dans une démarche qui comporte des possibilités équivalentes : la Junior Association. Elle permet aux jeunes mineurs d'être assurés dans leurs activités, de gérer eux-mêmes un compte bancaire, de bénéficier d'un accompagnement méthodologique, et ainsi de gagner en crédibilité auprès des partenaires de leurs projets.

En animant le dispositif Juniors Associations, le RNJA propose une relation nouvelle entre adultes et jeunes mineurs fondée sur des obligations réciproques, dans le respect de l'initiative, de la capacité d'action et de l'autonomie des jeunes.

Créé en 1998, le RNJA a déjà accompagné plus de 4 000 projets différents pour plus de 50 000 jeunes, soutenus par un réseau de 140 relais départementaux partout en France, tous convaincus que l'exercice concret de responsabilités dans un cadre collectif est une des conditions de l'épanouissement de la citoyenneté.

Pour en savoir plus :

www.juniorassociation.org



CULTURE

Le travail du secteur culture a consisté, en 2013, à accentuer la dimension transversale de son action, tout en consolidant son action sectorielle dans les champs du livre, de la lecture et de l'écriture, du spectacle vivant et du cinéma.

Ainsi, la mise en place d'une mission portant sur l'action culturelle en milieu pénitentiaire, d'une seconde dédiée aux questions de sciences et de société, et d'une dernière concernant les pratiques amateurs (en toute fin d'année) rend le secteur culture à même de participer aux chantiers prioritaires de la Ligue.

La diffusion d'une circulaire interministérielle sur les parcours d'éducation artistique et culturelle, la mise en place de la réforme des rythmes scolaires et des projets éducatifs de territoire (PEDT), plus généralement, la mise en œuvre de la loi de refondation de l'École de la République ont favorisé la transversalité de son action, notamment en lien étroit avec le secteur Éducation et le secteur Nouveaux médias et Société de l'information.

LE COMITÉ NATIONAL D'ACTION CULTURELLE

Le Comité national d'action culturelle s'est réuni trois fois en 2013, afin de terminer son travail sur la question de la culture dans le champ des images et du numérique. En février, il a reçu Jean-Jacques Jauffret et Cyril Séassau, respectivement coprésident et délégué général de la Société des réalisateurs de films, afin de discuter de l'économie du cinéma à l'ère de la numérisation des réseaux, et, en juin, Sébastien Rongier, pour débattre des nouvelles formes de production littéraire impliquant Internet et les réseaux sociaux. La dernière réunion du Comité a posé les bases d'un travail sur la mise en œuvre des parcours d'éducation artistique et culturelle.

➤ *La Ligue est partenaire de l'**Observatoire de la liberté de création**, qui défend les artistes et les créateurs contre la censure, considérant que l'œuvre d'art, qu'elle travaille les mots, les sons ou les images, est toujours de l'ordre de la représentation, et qu'elle impose donc, par nature une distanciation qui permet de l'accueillir, sans la confondre avec la réalité.*

PARTENARIATS

Le séminaire est organisé par les **ministères de l'Éducation nationale et des Sports, de la Jeunesse, de la Vie associative et de l'Éducation populaire** (Inspection générale, Direction générale de l'enseignement scolaire et Centre national de documentation pédagogique), **le ministère de la Culture et de la Communication** (Direction générale de la création artistique, Service de la coordination des politiques culturelles et de l'innovation), **l'Injep** (Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire), **la Maison du geste et de l'image**, **l'École nationale supérieure de la photographie** et les **Rencontres d'Arles**.

➤ *La Ligue est membre de la **Cofac** (Coordination des fédérations des associations de culture et de communication). Elle participe activement aux travaux du groupe des 11 fédérations et associations signataires de la charte « Culture – Éducation populaire ». Elle siège également au Haut conseil de l'éducation artistique et culturelle.*

SÉMINAIRE DES RENCONTRES D'ARLES

Dans le cadre des **Rencontres d'Arles**, la Ligue de l'enseignement est partenaire du séminaire sur les enjeux éducatifs de la photographie. Cette 10^e édition avait pour thème : « La photo pauvre » ou « pratiques pauvres » ? Au premier abord, la pratique et l'accès aux technologies les plus sophistiquées semblent incompatibles avec une certaine « pauvreté photographique ». Pourtant, il suffit de promener son regard sur les réseaux sociaux et les pratiques des jeunes pour constater que cadrages approximatifs, flous, contrôlés ou non, sont très présents et semblent renforcer pour les auteurs et « regardeurs » le côté vécu et authentique de ces images.

Le séminaire a eu pour objet de rendre perceptibles, aux éducateurs et aux enseignants, ces nouvelles pratiques de la photographie et la valeur spécifique de changement social que celles-ci peuvent induire.

Cette manifestation, qui s'est déroulée les 8, 9 et 10 juillet 2013, a notamment accueilli, parmi les intervenants, Marie-José Mondzain, Grand Témoin, philosophe et directrice émérite au CNRS, et Patrick Talbot, historien, critique d'art et de photographie. Il a rassemblé plus de 300 participants (inscrits et structures partenaires). 19 régions étaient représentées, soit 23 académies au total (71 % secteur éducatif et 29 % secteur culturel).

➤ **PARTENAIRE DE 77 FESTIVALS TOUT AU LONG DE L'ANNÉE**

400 000 SPECTATEURS ET 2 500 REPRÉSENTATIONS DE SPECTACLE VIVANT PAR AN

“LIRE ET FAIRE LIRE” FAIT DÉCOUVRIR LE PLAISIR DE LA LECTURE À PRÈS DE 550 000 ENFANTS

1 800 000 ENTRÉES DE CINÉMA PAR AN

LIVRE, LECTURE, ÉCRITURE

Le groupe national Livre, lecture, écriture, créé en 2011, a pour objectif de faire vivre les nouvelles orientations que la Ligue s'est données en matière d'action culturelle,

et de réaffirmer le sens de nos interventions dans ce domaine : développer une culture professionnelle commune, construire des outils de travail partagés, favoriser l'échange d'informations dans le réseau, valoriser notre action tant au niveau national que territorial, et se positionner sur les grands enjeux actuels autour du livre, de la lecture et de l'écriture.

LE GROUPE NATIONAL LIVRE, LECTURE, ÉCRITURE

Il rassemble une dizaine de personnes issues d'une dizaine de fédérations départementales et unions régionales. Une quinzaine de professionnels du réseau suit régulièrement l'activité du groupe.

Parmi nos actions : l'animation de la plateforme de travail collaboratif, la réalisation d'un outil de communication national pour les partenaires, la conception et mise en œuvre d'un stage national intitulé « Web, numérique et littérature jeunesse » (prévu en avril 2014), et la rencontre avec la FILL (Fédération des centres régionaux du livre) autour de l'opération « La France vue par les écrivains », sans oublier la préparation de la rencontre avec l'ADBDP (Association des directeurs de bibliothèques départementales de prêt) autour de l'éducation artistique et culturelle prévue en 2014.



LE LIVRET « ACTIVITÉS LECTURE ET ÉCRITURE »

Il s'agit d'un document présentant les activités **lecture et écriture** de la Ligue de l'enseignement. Destiné aux partenaires locaux, il présente les grandes orientations du texte culture voté en 2011 et sa déclinaison dans le champ du livre, de la lecture et de

l'écriture ; les principes d'actions des fédérations : partenariat local, place dans la chaîne du livre, inscription dans l'éducation artistique et culturelle et des exemples d'actions qui croisent le livre, la lecture et l'écriture avec un autre domaine (éducation, sport, social...) et un répertoire des outils nationaux.

LIBRAIRIE AU SALON EUROPÉEN DE L'ÉDUCATION

La sélection des ouvrages proposés est axée prioritairement sur les questions de société, de pédagogie et d'éducation, sur les questions européennes, ainsi que sur la littérature pour l'enfance et la jeunesse dans toutes ses dimensions, dont la bande dessinée. Elle s'adresse aussi bien aux familles qu'aux professionnels de l'éducation et de la pédagogie, formelles ou informelles. Une attention particulière a été portée cette année sur le thème du Salon : l'égalité filles/garçons avec de nombreuses références proposées par les partenaires (Planning familial, Laboratoire pour l'égalité, Centre Hubertine Auclert). Parallèlement, dans le cadre du centenaire de la naissance d'Aimé Césaire, un focus a été fait sur les littératures d'outre-mer : Aimé Césaire, Joseph Zobel, Maryse Condé, Patrick Chamoiseau, Édouard Glissant...



LE LIVRE « LA MARCHÉ »

Édité l'an passé, le livre **La Marche** continue de vivre en régions à travers les différentes expériences artistiques du collectif les « Faux Amis », qui ne manque pas de présenter le travail réalisé avec la Ligue de l'enseignement et l'UEVACJ-EA, lors d'une résidence à Cambrai

(Nord) ou à Savins (Seine-et-Marne), ou encore lors des Rencontres photographiques organisées à Lorient (Morbihan). Par ailleurs, l'union régionale de Rhône-Alpes a organisé, dans le cadre des Rencontres du film de résistance de Thônes (Haute-Savoie), une exposition photo à partir de l'ouvrage.

« DIS-MOI DIX MOTS » SEMÉS AU LOIN

Pour la cinquième année consécutive, la Ligue de l'enseignement s'est engagée dans l'opération **Dis-moi dix mots**, portée par la Délégation générale à la langue française et aux langues de France (DGLFLF). Cela s'est traduit par une promotion dans notre réseau et un soutien à l'opération nationale. Dans ce cadre, six fédérations ont reçu un soutien du centre confédéral pour leurs projets. Tous comportaient une dimension pluridisciplinaire (différentes approches artistiques), mais avaient aussi réservé une place importante à la langue orale : poésie, slam, chanson...

STAGE NATIONAL « LITTÉRATURE, ÉCRITURE ET NUMÉRIQUE »

Cette formation-action a rassemblé 15 professionnels du réseau, à la Ligue de l'enseignement du Maine-et-Loire. Les objectifs de ce stage : expérimenter des nouvelles façons d'écrire et de créer avec le numérique et le web 2.0, alimenter notre réflexion collective sur les nouveaux enjeux du numérique dans le secteur du livre, de la lecture et de l'écriture, et s'outiller pour développer des projets innovants dans le réseau. Un blog a été réalisé :

ecriturenumligue2013.wordpress.com



LIRE ET FAIRE LIRE

Lire et faire lire est un programme proposé par la Ligue de l'enseignement et l'Union nationale des associations familiales (Unaf).

Mis en œuvre par les fédérations départementales de la Ligue et les Udaf, **Lire et faire lire** intervient dans les structures éducatives (écoles, centres de loisirs, bibliothèques, structures petite enfance). Nous valorisons tout particulièrement ce lien unique qui se tisse entre les plus de 50 ans et les enfants. Dans ce cadre, il s'agit de découvrir et de partager le plaisir de la lecture. Et le plaisir stimule l'apprentissage chez les enfants. Il s'agit pour les bénévoles de proposer aux enfants différentes lectures pour développer leur regard critique et leur imaginaire.

L'année 2013 a été marquée par la 3^e édition de la Rencontre nationale **Lire et faire lire**, qui s'est tenue dans l'Aude. Accueillies par la Ligue de l'enseignement dans son village vacances de Port-Leucate, 400 personnes (salariés des coordinations, bénévoles relais, bénévoles et administrateurs nationaux) se sont réunies pour échanger et se former sur la littérature jeunesse et la lecture. En effet, le colloque, intégré à ces journées, portait sur le thème « Devenir lecteur(s) » dans le prolongement des Rencontres interrégionales qui s'étaient tenues en mars et avril 2013 à Nantes, Valence, Toulouse et Paris. La Rencontre nationale a été ouverte par une table ronde autour de l'illettrisme, Grande cause nationale 2013. Par ailleurs, ont été proposés plus de 40 ateliers d'échanges de pratiques, mais aussi des rencontres avec des auteurs et des illustrateurs. Enfin, l'éditeur Gallimard Jeunesse a été mis à l'honneur, en nous retraçant les 40 ans de son aventure dans l'édition jeunesse. Ce sont plus de 80 départements qui ont participé à ce grand rassemblement placé sous le signe de la convivialité, grâce à l'implication d'une équipe locale (de bénévoles et de salariés) très dynamique.

L'année 2013 a aussi marqué l'arrivée de la dernière vague de développeurs régionaux **Lire et faire lire**. Le plan de développement initié depuis trois ans aura donc permis de soutenir 10 projets régionaux d'ampleur, l'accueil de services civiques dans une trentaine de fédérations, une centaine de modules de formations départementales et une dizaine de modules de formations régionales... Un investissement sans précédent de l'association nationale pour les réseaux.

EN 2013, DANS 8317 STRUCTURES ÉDUCATIVES, 14363 BÉNÉVOLES ONT RÉALISÉ QUELQUE 504000 SÉANCES DE LECTURE.

PRIX LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT AU SALON DU LIVRE JEUNESSE DU PAYS DE LORIENT

Le comité de pilotage a procédé à une sélection de six nouveautés 2013 en romans jeunesse autour du thème du salon, « la peur ». Neuf structures éducatives du pays de Lorient (enseignants de français, documentalistes et bibliothécaires) et 70 jeunes y ont participé. La lauréate du prix en 2013 est Jo Witek pour son roman *Mauvaise connexion*, chez Talents Hauts.

JOUONS LA CARTE DE LA FRATERNITÉ

Comme chaque année, à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le racisme et les discriminations, des

enfants écrivent une carte postale à des personnes dont le nom a été tiré au hasard dans l'annuaire de leur département. Chacune de ces cartes comporte un message de fraternité réalisé dans le cadre d'un atelier d'écriture.

Cette année, près de 80 fédérations départementales ont participé à cette opération, permettant aux jeunes d'envoyer près de 105 000 cartes postales, soit 1 150 cartes en moyenne par département participant pour une vingtaine de structures éducatives. On peut évaluer que, dans chaque département, cette opération bénéficie à 40 groupes d'enfants ou de jeunes avec la mise en place d'une quinzaine d'ateliers d'écriture. L'opération au niveau local est généralement relayée dans les médias locaux et s'inscrit dans des partenariats plus larges autour de l'éducation contre le racisme.

DEMAIN EN FRANCE, CHANTIER D'EXPRESSIONS

L'opération « Demain en France, chantier d'expressions » est née peu après les violences urbaines de 2005. Pour offrir aux jeunes des espaces et des moyens d'expression, la Ligue de l'enseignement décide alors de lancer un « chantier d'expressions », où les jeunes sont invités à dévoiler leur vision de la France de demain en choisissant leur mode d'expression artistique. Aujourd'hui, une quarantaine de fédérations départementales relaient l'opération. « Demain en France » offre la possibilité aux jeunes de différents horizons de se côtoyer, d'échanger et de s'exprimer avec l'aide d'un artiste. La Ligue de l'enseignement s'engage aussi à faire entendre la parole de ces jeunes en présentant publiquement leurs productions. « Demain en France », c'est amener les jeunes à aller plus loin que le simple constat, c'est les conduire à les rendre plus critiques et à trouver un moyen juste d'exprimer leurs idées.

GRUPE NATIONAL DEMAIN EN FRANCE

La mission nationale, créée en 2012, consiste à répondre aux sollicitations qui émanent des référents des fédérations, à animer le dispositif d'aide financière du centre confédéral, à mettre en œuvre une journée nationale de formation ainsi qu'une exposition nationale, et à élaborer les projets et bilans destinés aux financeurs.

42 FÉDÉRATIONS
4 UNIONS RÉGIONALES
184 ATELIERS ET 1 790 JEUNES ENGAGÉS

COLLECTIFS ET PARTENARIATS

D'une part, l'opération nationale est financée par des subventions nationales issues de CPO de la Ligue de l'enseignement avec le ministère de la Culture, le ministère des Sports et la Caisse nationale d'allocations familiales (Cnaf). D'autre part, pour les fédérations départementales ou les unions régionales, les chantiers d'expressions aident à la construction et à la formalisation de divers partenariats liés à l'action (artistes, associations affiliées ou fédérées ou autres, établissements scolaires, service jeunesse ou éducation de collectivités territoriales...) ou aux financements et aux présentations publiques : partenaires institutionnels (dont financeurs), services déconcentrés de l'État (rectorat ou IA, DRJSCS, Drac...), collectivités territoriales (communes, conseils généraux, conseils régionaux...).

CINÉMA

Il s'agit de relier l'ensemble des réseaux cinéma de la Ligue pour mettre en œuvre une politique commune quant à la diffusion culturelle du cinéma et l'éducation aux images.

Notre but est de soutenir et d'accompagner des films de qualité, défendant des valeurs citoyennes (lutte contre les discriminations...) et une compréhension du monde, et ayant besoin d'un soutien pour trouver leur public. Par ailleurs, la mission Cinéma accompagne les bénévoles et les membres des réseaux vers des festivals de cinéma et des rencontres avec des auteurs, pour œuvrer ensemble vers une politique de programmation engagée.

LE GROUPE NATIONAL CINÉMA

Le groupe national Cinéma a tenu deux réunions, qui ont regroupé une douzaine de participants. Les ordres du jour ont porté sur le travail pédagogique (projet de livret du jeune spectateur), les stages de formation (Fameck, Angers, Cannes), les conditions nouvelles de la diffusion (bilan sur le passage au numérique, perspectives de dématérialisation du transport des contenus) et sur les films soutenus

(notamment *Les Jours heureux*, qui a fait l'objet d'un dossier pédagogique). Depuis 2010, le passage au numérique fait l'objet d'une grande partie de ses travaux qui ont débouché sur la création de deux associations : Cinemascope (association d'établissements cinématographiques) et l'Anci (Association nationale des cinémas itinérants).

CINEMASCOPE

Cinemascope, cofondée par la Ligue de l'enseignement et le Groupement national des cinémas de recherche (GNCR) est une association d'établissements cinématographiques qui se donne pour vocation d'intervenir dans les rapports entre exploitants et distributeurs concernant l'équipement numérique des salles de cinéma. Au-delà de son but premier qui est de construire une véritable solidarité entre les salles de cinéma indépendantes par la mutualisation des contributions des distributeurs, Cinemascope vise à développer une réflexion sur les évolutions dans les modes d'organisation et de fonctionnement liée à cette mutation. Ce groupement sans but lucratif relevant de l'intérêt général et s'inscrivant dans l'économie sociale et solidaire respecte ces trois principes :

- **subventionnement public** : appel au fonds de soutien (dispositif spécifique « Aide à la numérisation » et soutien automatique) comme pivot des plans de financement ;
- **indépendance** : dissociation complète de la négociation des contributions numériques de la négociation de l'accès aux films ;
- **mutualisation totale** : partage du produit de la collecte en parts égales entre les écrans des établissements membres.

L'ANCI (ASSOCIATION NATIONALE DES CINÉMAS ITINÉRANTS)

La Ligue est membre du bureau de l'association des ciné-

mas itinérants de France. Les objectifs de l'Anci sont :

- regrouper les exploitants, les gestionnaires, les animateurs, les bénévoles du cinéma itinérant afin de promouvoir la spécificité et le développement de cette action culturelle cinématographique dans sa diversité territoriale ;
- valoriser et faire reconnaître par les ministères de tutelle, les pouvoirs publics, les collectivités territoriales et les instances professionnelles l'utilité culturelle, économique et sociale des cinémas itinérants (une enquête sera menée sur ce sujet en 2014).

LE STAGE DU FESTIVAL DE CANNES - mai

Un séjour au **Festival international du film** est réservé aux bénévoles des associations impliquées dans l'action des réseaux Cinéligue. Organisé par la Ligue de l'enseignement avec l'union régionale Rhône-Alpes, il réunit 45 participants chaque année et permet aux bénévoles de nos réseaux de visionner des films, d'en débattre en groupe avec les cadres formateurs, de contribuer à la programmation à venir, d'animer un débat et d'accompagner un film.

LE STAGE DU FESTIVAL DU DOCUMENTAIRE DE LUSSAS - août

Le visionnage des œuvres, les rencontres avec les réalisateurs, les équipes techniques et les programmeurs ont permis de nourrir le travail du groupe national Cinéma et, plus largement, les fédérations en charge de diffusion cinématographique.



LE STAGE DU FESTIVAL DU FILM ARABE DE FAMECK - octobre

Ce stage a pour but de faire découvrir des œuvres récentes réalisées dans les pays arabophones. 2013 a mis en valeur le cinéma libanais. L'intérêt du stage est de contextualiser les films travaillés. Ainsi, les participants ont visité l'exposition « Beyrouth, forum des arts 1965-1975 », assisté à la

rencontre organisée à la Ligue de l'enseignement de Moselle, en présence du journaliste et critique du cinéma arabe Michel Amarger, de RFI.

DOSSIER D'ACCOMPAGNEMENT PÉDAGOGIQUE LES JOURS HEUREUX

La Ligue de l'enseignement a accompagné la sortie, en novembre, du film de Gilles Perret, *Les Jours heureux*. Entre mai 1943 et mars 1944, sur le territoire français encore



occupé, 16 hommes appartenant à tous les partis politiques, tous les syndicats et tous les mouvements de Résistance vont changer durablement le visage de la France. Ils vont rédiger le programme du Conseil national de la Résistance intitulé, magnifiquement, *Les Jours heureux*. Ce programme est encore au cœur du système social français puisqu'il a donné naissance

à la sécurité sociale, aux retraites par répartition, aux comités d'entreprise, etc.

La Ligue a coordonné la conception d'un dossier d'accompagnement, qui sert d'outil pédagogique aux enseignants et aux animateurs qui souhaitent conduire un travail approfondi sur ce film, sous les angles du débat de société et de l'éducation à l'image. Conçu pour favoriser la pédagogie du débat, il aide à travailler les capacités d'argumentation, d'écoute, de prise de parole et de régulation des éventuels débordements.

COLLECTIFS ET PARTENARIATS

Centre national du cinéma et de l'image animée, Groupe national des cinémas de recherche (GNRC), Association française des cinémas d'art et d'essai (Afcæ), Association française du cinéma d'animation (Afcæ), Agence française du court métrage, Quinzaine des réalisateurs, Cité sociale de Fameck, États généraux du film documentaire de Lussas.

➤ 500 POINTS DE DIFFUSION, 75 SALLES FIXES, 1 800 000 ENTRÉES PAR AN

Les réseaux **Cinéligue** travaillent en partenariat avec 357 associations locales. Ils participent aux dispositifs nationaux d'éducation à l'image (École et cinéma, Collège au cinéma, Lycéens et apprentis au cinéma et Passeurs d'images) et coordonnent 24 d'entre eux dans les territoires. Ils proposent des ateliers d'éducation à l'image (425 ateliers), la plupart en territoire rural et dans les quartiers dits « prioritaires ». Les réseaux **Cinéligue** et les fédérations de la Ligue de l'enseignement participent aux festivals mis en

place dans leurs régions respectives et sont à l'initiative de 16 festivals. Les réseaux **Cinéligue** et les fédérations départementales reçoivent une partie de leurs financements des Drac (Directions régionales des affaires culturelles), des conseils généraux, des conseils régionaux, du ministère de la Santé, de la Jeunesse et des Sports, des communautés de communes, des Cucs (Contrats urbains de cohésion sociale), du FDVA (Fonds pour le développement de la vie associative) et CNC (Centre national de la cinématographie).

SPECTACLE VIVANT

Le spectacle vivant ou les pratiques d'éducation artistique permettent la rencontre du public avec les œuvres et l'instauration d'un dialogue privilégié avec l'artiste.

Notre but : que le public n'assiste pas passivement à une représentation mais la « fabrique ».

Toute l'année, les délégués culturels de nos fédérations rencontrent les artistes et sillonnent leur département, leur région et les grands festivals européens pour assister aux représentations.

Leur rôle : favoriser la création, repérer des talents et jouer les médiateurs avec une même exigence : qu'un spectacle organisé dans un foyer rural de village recèle les mêmes qualités que celui présenté dans un théâtre de grande ville.



LE GROUPE NATIONAL SPECTACLE VIVANT

Le groupe national s'est réuni à plusieurs reprises pour élaborer la programmation de l'édition 2014 de **Spectacles en recommandé**. Un site collaboratif (www.laligue-ser.fr) dédié au spectacle vivant a par ailleurs été créé. C'est à la fois une base de données pour nos partenaires

extérieurs (programmation de la semaine nationale, prises de positions, publications, annuaire, etc.), et un espace de ressources pour nos fédérations et leurs réseaux de diffusion (outils administratifs, contenus des interventions et des formations, documents pédagogiques).



SPECTACLES EN RECOMMANDÉ À MENDE - du 16 au 20 janvier

Spectacles en recommandé est le grand rendez-vous annuel du spectacle vivant. Ce n'est ni un festival ni un marché de spectacles, mais un événement national, qui réunit programmateurs et compagnies pour une semaine d'échanges artistiques et de débats. À cette occasion, nous présentons une sélection de spectacles, un moyen de repérer et de valoriser un certain nombre de productions artistiques et de mettre en place, avec des compagnies, des projets de diffusion et d'éducation artistiques.

115 acteurs de la diffusion du spectacle vivant pour le jeune public ou de l'éducation artistique se sont rassemblés pour participer à cette 16^e édition itinérante (dont 52 cadres de la Ligue, issus de 33 fédérations départementales), du 16 au 20 janvier. S'il fallait ne retenir qu'un seul des 18 spectacles, parmi lesquels figurent 7 productions étrangères de 4 nationalités différentes, ce serait celui de la compagnie Caótica, présentant pour la première fois *Soupe Nuage noir* en dehors du Portugal.



STAGE « CONNAISSANCE DU THÉÂTRE » EN AVIGNON

Du 15 au 20 juillet, ce sont 15 stagiaires dont sept cadres de fédérations départementales, qui se sont retrouvés en compagnie de leurs partenaires en région. À noter pour la première fois, l'intégration, très réussie, d'une délégation de cinq représentants du Théâtre en amateurs du Nord - Pas-de-Calais, et le partenariat renforcé avec la Ligue de l'enseignement du Vaucluse, qui a accueilli le stage à l'école Pouzaraque, et qui a pu intégrer dans son programme l'accueil de la master classe proposée par Robin Renucci.

COLLECTIFS ET PARTENARIATS

Ministère de la Culture : financement des **Spectacles en recommandé** et du stage « Connaissance du théâtre » d'Avignon.

Partenaires locaux : tous les cofinanceurs de l'édition 2013 de **Spectacles en recommandé** (ville de Mende, département de la Lozère, région Languedoc-Roussillon...) et les partenaires culturels de l'événement (Scènes croisées de Lozère, théâtre de la Mauvaise Tête).

CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Les progrès technologiques et scientifiques dessinent aujourd'hui une société où les questions scientifiques s'immiscent dans une large majorité de débats. On pense bien sûr aux questions énergétiques, aux questions climatiques ou encore alimentaires, notamment relatives aux OGM, mais on s'aperçoit également que des questions éthiques et scientifiques surgissent aux détours de dossiers qui ne leur sont pas liés de manière immédiate, en témoigne le débat sur la procréation médicalement assistée, qui a fortement infléchi celui sur le mariage pour tous.

La mise en place d'une mission nationale déléguée culture scientifique et technique (CST) répond à une volonté de la Ligue de l'enseignement de participer à ces débats, dans la ligne du manifeste *Faire société !* qui défend l'idée d'inscrire dans la société le principe de progrès de manière aussi essentielle que le principe de précaution.

Il s'agira pour la Ligue de l'enseignement de renforcer sa présence territoriale sur les questions de CST et d'intégrer l'innovation dans nos pratiques. Par ailleurs, la Ligue de l'enseignement a procédé à une enquête dans la confédération pour faire

un état des lieux des actions menées et dégager des perspectives pour une politique cohérente au niveau national. Bilan : les actions de CST concernent deux fédérations sur trois et sont essentiellement mises en place dans les champs de l'éducation, de la culture et des vacances. La majorité des actions visent, sous forme d'ateliers ou de visites de sites, à sensibiliser le public, en particulier les jeunes. Enfin, les cercles Condorcet sont identifiés comme susceptibles d'être les espaces porteurs de questionnement sur les rapports entre la science et la société.

➤ 63 FÉDÉRATIONS DÉPARTEMENTALES ONT DES ACTIONS CST

● COLLECTIFS ET PARTENARIATS

La Ligue de l'enseignement a été invitée à rejoindre, dès sa création, l'**Alliance Sciences Société** (AlliSS), dont elle est désormais membre fondateur et administratrice (ou membre du CA).

L'objectif de l'AlliSS est de valoriser et de promouvoir les interactions sciences/recherche/société et d'étudier les nouvelles formes d'intermédiation.

Organisés par la Ligue de l'enseignement en partenariat avec l'Association Science Technologie Société (ASTS), les festivals **Sciences métisses**, qui réunissent les acteurs de la CST autour du livre de vulgarisation, sont appelés à se développer au-delà de leurs trois premières éditions (Finistère, Haute-Garonne, Nord).

L'ACTION CULTURELLE EN MILIEU PÉNITENTIAIRE

Depuis qu'interviennent des acteurs de la société civile en milieu pénitentiaire, les volontés affichées diffèrent quant aux objectifs de ces interventions. S'agit-il de « réparer », par la culture, des chemins de vie qui ont pu être chaotiques et mener ceux qui les ont empruntés dans des centres de détention ou des maisons d'arrêt ? Ou s'agit-il d'une action visant à assurer à des détenus, seulement privés de leur droit d'aller et venir, leur droit d'accès à la culture, tel qu'il est décrit dans la Constitution ? De nombreuses fédérations interviennent pour mettre en œuvre une action culturelle en milieu pénitentiaire. L'objectif de la mission nationale déléguée mise en place cette année est de fédérer ces actions, pour mieux les connaître, et pour dégager une politique commune et être un interlocuteur pertinent des pouvoirs publics au niveau national.

La Ligue de l'enseignement a procédé à une enquête dans la confédération pour faire un état des lieux des actions menées, et dégager des perspectives pour une politique cohérente au niveau national. Cette enquête révèle que près de 35 départements sont impliqués dans un travail auprès des majeurs ou des mineurs placés sous main de justice. Les partenariats entre le

ministère de la Justice et les fédérations départementales sont en constante augmentation depuis une dizaine d'années. Les principaux champs culturels investis sont le livre, la lecture et l'écriture, le cinéma et l'audiovisuel, le spectacle vivant, la musique et les ensembles vocaux, les arts plastiques et le patrimoine.

COLLECTIFS ET PARTENARIATS

La mise en place de la mission a été l'occasion de nouer un partenariat au niveau national avec la Direction de l'action pénitentiaire (DAP) du ministère de la Justice. Un premier rendez-vous, sollicité par la Ligue, a été l'occasion de présenter nos objectifs. Lors de la communication des résultats de l'enquête à la DAP, celle-ci a confirmé l'intérêt qu'elle portait à l'action de la Ligue, avec laquelle elle souhaite renforcer les liens de manière plus formelle, à travers une convention.

- **36 DÉPARTEMENTS MÈNENT UNE ACTION SOIT AVEC LES SERVICES PÉNITENTIAIRES D'INSERTION ET DE PROBATION (SPIP) SOIT AVEC LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE (PJJ).**
- 56 % MÈNENT DES ACTIONS DANS LE DOMAINE DE LA CULTURE, 17 % DANS LE DOMAINE DE LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET 15 % DANS LE DOMAINE DE L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ.**



SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

Savoir, connaissance, information et communication sont devenus des ingrédients moteurs de notre société. Les conditions de leur production, de leur diffusion et de leur appropriation sont déterminantes quant à la nature des relations sociales, culturelles, politiques et économiques qu'elles induisent. Pour ce faire, un mouvement d'éducation populaire comme le nôtre, doit pouvoir jouer un rôle pour permettre à tout un chacun d'être acteur de la société de l'information, plutôt que de la subir. Cette préoccupation est au cœur de la mission Images-information-Société numérique. Il s'agit d'intégrer cette question dans toutes les dimensions de notre programme (citoyenneté et pratiques démocratiques, culture, éducation, lutte contre les discriminations, vie sportive...). Quatre axes sont explorés : l'éducation aux médias et aux images, les jeunes et la culture médiatique, l'alliance avec les médias et les usages sociaux des technologies de l'information. Parmi les défis à venir, la Ligue de l'enseignement doit à la fois s'adapter à l'Internet 2.0 et contribuer à faire valoir une conception du web qui, plus que de fournir des moyens supplémentaires à la lame de fond de la marchandisation, favorise l'émancipation.

LES USAGES SOCIAUX DU NUMÉRIQUE

Un accent particulier a été mis sur le numérique cette année : formations, réflexions, ressources, interventions, animations ont été mises au service du réseau Ligue. Pour la deuxième année consécutive, une mission déléguée a été confiée à François Meynier, chargé de mission à la Ligue de l'enseignement de Dordogne.

Ce dernier a notamment poursuivi la conception et la mise à disposition d'outils-supports pour l'animation d'ateliers ou de conférences-débats autour des usages du web social : panorama, historique, éléments de vocabulaire, identité numérique, cyber-réputation, droit à l'image.

Par ailleurs, de nouvelles fiches ressources ont été réalisées sur les différents outils numériques au service de la dynamisation de la vie fédérative et mises en ligne sur le blog de la société de l'information. Des outils libres « sandbox » (Wiki, Agora, Wordpress, Joomla...), un panorama des logiciels libres et gratuits, des offres d'hébergement au service de l'action fédérative ainsi qu'un glossaire des termes TIC et web 2.0 sont proposés au réseau.

societedelinfo.laligue.org



LE GROUPE SOCIÉTÉ NUMÉRIQUE ET CITOYENNETÉ

Composé de bénévoles (Françoise Blime, Robert Jammes, Jean-Yves Dupuy), de représentants des fédérations, du secteur Éducation... ce groupe conduit le même objectif depuis quelques années : permettre à la Ligue de l'enseignement de jouer pleinement son rôle dans la société numérique. Pour ce faire, un texte d'orientation a été élaboré. Il a notamment contribué au rapport de la question de congrès.

Lors du panorama des outils numériques au service d'une fédération, des formations ont été délivrées autour d'Internet et des réseaux sociaux. La mission est, entre autres, intervenue dans le cadre des Rencontres nationales sur la refondation de l'École en mars, des Journées consacrées à l'éducation, à l'environnement et au développement durable à Saint-Pierre-d'Oléron...

Enfin, le groupe « Société numérique et citoyenneté » a mis au point un projet dans lequel des lycéens et des étudiants animeront auprès d'élèves du primaire des activités d'initiation au numérique.

Ce dernier, qui a été présenté au ministre de l'Éducation nationale et à son équipe, fera l'objet d'une expérimentation dans plusieurs lieux, au premier trimestre 2014.

L'ÉDUCATION AUX MÉDIAS ET AUX IMAGES

L'association **Enjeux e-médias**, créée à l'initiative de quatre mouvements laïques d'éducation populaire (les Cémea, les Francas, la Ligue de l'enseignement et la Fédération des parents d'élèves), vient de fêter sa première année d'existence. L'association a pris toute sa place dans les débats initiés, notamment dans le cadre de la refondation de l'École, de la mise en place d'une plateforme d'échanges par la ministre de la Famille et des groupes de travail du CSA. La Ligue en assure le secrétariat général et, à ce titre, est intervenue lors des Assises internationales du journalisme et des trente ans du Clemi. **Enjeux e-médias** a intégré la plateforme de la Cnil pour faire du numérique la prochaine Grande cause nationale.

LE SITE DECRYPTIMAGES

Le site www.decryptimages.net, lancé par l'Institut des images en partenariat avec la Ligue, est désormais bien installé dans le paysage de l'éducation culturelle. Sa nouveauté : une plus grande réactivité à l'actualité et la création d'un réseau collaboratif, le réseau **[Decryptimages]**. Il s'est progressivement articulé autour de rubriques proposant des repérages (expositions, recensions, festivals...), des analyses d'images classées par tranches d'âge, des décryptages (kit premier âge, histoire générale du visuel, grille d'analyse des images), des ressources (banques d'images, bibliographie, ressources pédagogiques). Depuis la rentrée, un magazine en ligne est enregistré chaque mois avec le regard d'artistes et d'éducateurs sur l'éducation culturelle.

PREMIER RAPPORT DE L'OBSERVATOIRE DE LA DÉONTOLOGIE DE L'INFORMATION

La Ligue de l'enseignement a activement participé à l'animation de l'Observatoire de la déontologie de l'information (ODI) et occupe au-

jourd'hui une vice-présidence. L'Observatoire effectue une « veille permanente » en matière de déontologie journalistique, interroge les pratiques professionnelles, dégage des tendances sur la durée, et rend publiques ses observations, et ce, afin d'améliorer les relations entre les producteurs de médias et les citoyens.

L'Observatoire de la déontologie de l'information a présenté son premier rapport le mardi 5 novembre aux 7^{es} Assises internationales du journalisme et de l'information à Metz. Plus de 150 « faits déontologiques », matière première de ce « rapport annuel », ont été recensés et se sont articulés autour de thématiques comme l'exactitude de l'information, la fabrication de l'information, un mouvement positif en faveur de la déontologie... De manière unanime, la presse a salué cette initiative.

LES ENTRETIENS DE L'INFORMATION

La Ligue a poursuivi son implication dans les **Entretiens de l'information**. Plusieurs rendez-vous ont été organisés, notamment dans le cadre des Assises internationales du journalisme, sur le thème « Emballage médiatique et complexité, le cas des pilules de 3^e et 4^e génération ».

LES ASSISES INTERNATIONALES DU JOURNALISME ET DE L'INFORMATION

Elles rassemblent journalistes, patrons de presse, chercheurs, enseignants, étudiants, acteurs de l'éducation aux médias et grand public autour de la notion de « qualité de l'information », avec, pour ambition, d'inscrire dans les lois et dans les faits, « le droit de chaque citoyen à une information de qualité ». Lors de la dernière édition, qui s'est déroulée en novembre à Metz, la Ligue de l'enseignement s'est impliquée dans plusieurs rencontres et a été jury du deuxième « Labo des projets » organisé par l'Upic (Université populaire pour une information citoyenne), dont elle est membre.



COLLECTIFS ET PARTENARIATS

Outre le **Clemi**, le **Scérén-CNDP** et l'**APCP** (Agence pour la préfiguration des conseils de presse où nous siégeons au conseil d'administration), des partenariats ont été noués avec : **FranceTVéducation**. Cette année encore, l'espace proposé au Salon européen de l'éducation par France Télévisions, la Ligue de l'enseignement et les **Ceméa** sur le thème de l'éducation aux images a rencontré un vif succès. Les participants ont notamment pu découvrir la nouvelle plateforme éducative **FranceTVéducation** (education.francetv.fr) et ses contenus multimédia gratuits à destination des élèves, parents et enseignants (la Ligue est partenaire de la rubrique éducation à la citoyenneté). Pendant quatre jours, animations et master classes se sont succédés autour du fil rouge « l'égalité filles-garçons ».

Tralalere : Le partenariat noué avec la société **Tralalere**, conceptrice du logiciel 2025 et productrice de jeux pédagogiques, s'est poursuivi. Conçu dans le cadre du programme « Internet sans crainte », le *serious game* 2025 sensibilise de manière aussi ludique que pédagogique les jeunes aux usages du web. Le jeu et ses fiches d'animation sont mis gracieusement à disposition de notre réseau. Des formations de formateurs, elles aussi gratuites, peuvent être proposées aux fédérations. Avec **Tralalere**, les **Ceméa**, les **Francas** et la **FCPE**, la Ligue de l'enseignement a réactualisé le guide pratique « Découvrir Internet ensemble, c'est plus sûr », à destination des parents sur les usages d'Internet et prépare un guide destiné aux éducateurs.



COM- MUNICATION

La multitude de nos activités et la richesse de nos actions sont une indéniable force sur le terrain, mais elles constituent souvent une difficulté pour rendre compte de manière cohérente de notre action au grand public.

Aussi le secteur communication confédéral a-t-il une double mission. Une, primordiale, qui est de mieux communiquer avec notre réseau (fédérations, associations locales et adhérents) sur les caps politiques à venir et sur les priorités stratégiques de la confédération. Mieux communiquer, mais pas à sens unique. Il est impératif que nous puissions nous nourrir des informations et des réalités de notre réseau. La deuxième mission est d'avoir une meilleure visibilité auprès d'un grand public sensibilisé sur des sujets précis.

La priorité stratégique, tant interne qu'externe, est donc de communiquer sur « l'ensemble » Ligue de l'enseignement, afin de faire de notre diversité une force de frappe.

INFORMER ET ACCOMPAGNER LES FÉDÉRATIONS DANS LA CRÉATION DE LEURS OUTILS

Le service communication propose un soutien logistique aux fédérations. Tout d'abord en les accompagnant sur l'application de la charte graphique, puis en réalisant certains documents : cartes de visite, lettres à en-tête, panneaux signalétiques, bâches et roll up, qui sont le support de communication événementielle le plus sollicité. Les fédérations reçoivent également les actualités du centre confédéral via la newsletter *Infosligue*. En 2013, des supports de communication nationale sur des objets précis (emplois d'avenir, municipales, refondation de l'école) ont été réalisés pour l'ensemble des fédérations.

LE BLOGCOM

Le blog du secteur communication est devenu un véritable site-ressources pour les services communication des fédérations départementales. Pas moins de 96 fédérations y sont à ce jour inscrites. Dans notre optique de mieux communiquer à notre réseau mais aussi de communiquer de manière unifiée, **blogcom.laligue.org** permet de consulter l'agenda des événements de l'année (assemblée générale, rassemblements et événements nationaux...). Il met également à disposition de l'ensemble du réseau la charte graphique, les gabarits des nouveaux supports de communication, des articles sur le web, une photothèque, nos dossiers de réflexion sur l'actualité, nos communiqués de presse... Une large majorité de fédérations départementales ont adopté la charte ainsi que certains codes graphiques de cette dernière, pour leur communication papier et numérique. Les photos professionnelles et gratuites de nos événements sont bien reprises dans les différents supports de communication (print, web, roll up, bannières événementielles...). Le blogcom compte en moyenne 3000 visiteurs par mois. **blogcom.laligue.org**

UNE BIBLIOTHÈQUE D'IMAGES



Pour donner un peu de chair à notre mouvement et constituer une photothèque, nous avons fait appel à un photographe, Benoît Debuissier, qui a sillonné les quatre coins de la France à la ren-

contre de nos militants (classes de découvertes, montage d'une salle de cinéma en plein air, colonies de vacances, étapes sportives). Les photographies libres de droit sont disponibles gratuitement pour l'ensemble de notre réseau. En 2013, la photothèque s'est enrichie de deux nouveaux reportages : le festival **Chapitre nature**, événement culturel et littéraire autour du livre « Nature et Environnement », organisé par la Ligue de l'enseignement de l'Indre et notre congrès de Nantes. À consulter sur le **blogcom**.

LA NEWSLETTER INFOSLIGUE

Infosligue est la newsletter interne, envoyée à notre réseau toutes les semaines. On y trouve toute l'actualité du centre confédéral (outils pédagogiques, calendrier statutaire, informations stratégiques et politiques), mais aussi des informations sur des rencontres, des séminaires, des formations et autres colloques susceptibles d'intéresser les fédérations départementales. Ces informations sont classées par thématiques (vie associative, culture et communication, rendez-vous citoyens, vie de la Ligue, environnement et développement durable...). La newsletter *Infosligue* est envoyée à 3500 personnes.

OUTILS INTERNES

Le service communication accompagne les différents services de la Ligue dans la réalisation de leurs outils : plaquettes d'information, programmes, dépliants, brochures, dossiers pédagogiques, comptes-rendus... La charte graphique qui associe une photo, une couleur et une trame, est déclinée sur différents formats et permet de facilement identifier ces documents comme émanant de la Ligue. Parmi ces documents, des campagnes ou événements que l'on retrouve tous les ans : « Jouons la carte de la fraternité », « Pas d'Éducation, pas d'Avenir ! », « Spectacles en recommandé »... ou des productions plus « ponctuelles », en prise avec l'actualité : *50 propositions pour les élections municipales et les intercos*, *Refonder l'école*, *la Ligue de l'enseignement s'engage*, *Activités lecture et écriture : approche créative d'une littérature vivante*, *La laïcité dans les séjours de vacances*, *Les emplois d'avenir, un avenir pour l'éducation populaire*... Deux productions ont particulièrement été diffusées :



50 propositions pour les élections municipales et les intercos

Nous avons distribué à l'ensemble du réseau 50 000 exemplaires de ce texte, avec pour ambition que dans chacune des fédérations soit organisé un débat et que des relations presse soient initiées. Un kit de communication ainsi que la liste des élus des villes de plus 15 000 habitants de leur département ont été distribués.



Pour refonder l'École, la Ligue de l'enseignement s'engage

Dans le cadre du fonds académique mis en place par le centre confédéral depuis avril 2013, nous avons créé un document sur le thème de la Ligue et la refondation de l'École. Ce document d'une vingtaine de pages présente les grandes actions que la Ligue propose dans le cadre de la refondation, avec une double page réser-

vée à la présentation des académies (thématique générale et focus sur certaines actions emblématiques). Le but de cette plaquette académique était de favoriser le dialogue avec les rectorats et les conseils régionaux. Elle a été distribuée à 30 000 exemplaires.

LE WEB

Le service web de la communication est chargé de la mise à jour système pour la sécurité, la recherche et le blocage de virus et l'installation de plugin pour de nouvelles fonctionnalités : le site de la Ligue (www.laligue.org), le blogcom (blogcom.laligue.org), le site du congrès (www.education-populaire-congres.org), le site de la campagne « Pas d'Éducation, pas d'Avenir ! » (www.pasdeducationpasdavenir.org), le blog « Familles, vivre ensemble » dédié aux politiques familiales et laïques (www.familles-vivre-ensemble.org) et le site www.europschool.net

En 2013, le site du Salon européen de l'éducation a été entièrement refait (www.salon-education.com). Deux blogs internes ont été créés : un blog dédié au projet éducatif des séjours et des loisirs éducatifs (projeteducatif-sle.laligue.org) ainsi qu'un blog evenements.laligue.org pour faciliter l'inscription à tous nos événements nationaux.

NOS PUBLICATIONS

Les Idées en mouvement



Les Idées en mouvement est le journal réseau de la Ligue de l'enseignement, tiré à environ 30 000 exemplaires par mois. Il s'adresse aux associations de notre mouvement, aux adhérents individuels, aux abonnés ainsi qu'aux partenaires. Ses contenus rendent compte de l'actualité qui touche nos différents secteurs, de l'actualité de nos associations et fédérations et des campagnes initiées ou soutenues par notre mouvement. Son contenu reste inchangé. Tous les mois, un dossier central aborde un sujet de société et suscite le débat à partir de questions d'actualité. Il donne la parole à différents acteurs et experts. Des témoignages et des expériences de notre réseau viennent enrichir ces dossiers centraux. En 2013, nous avons traité, entre autres, des thèmes en prise directe avec l'actualité : la famille « La famille en débat », la pauvreté « Les différents visages de la pauvreté », l'habitat « Habiter autrement », l'emploi des jeunes « Insertion des jeunes : mode d'emploi(s) », les données numériques « Les révolutions de l'open data » ; ainsi que des dossiers dont les sujets touchaient plus directement l'activité de notre réseau : « L'économie sociale et solidaire est-elle une alternative ? », « Refondation de l'école : quelle place pour l'éducation non formelle ? », « Égalité femmes-hommes : l'école se donne-t-elle un genre ? », « Vivre ensemble : le sport joue-t-il fair-play ? », « Les

nouveaux défis du développement ».

Chaque mois également, *Les Idées en mouvement* brosse le portrait d'un de ses membres, qu'il soit salarié, bénévole ou militant de longue date, comme Anne-Marie Houillon, vice-présidente de la Ligue de l'enseignement en charge des questions européennes et des relations internationales (mars), Gilles Cavé, ancien secrétaire général de la Ligue de l'enseignement de Loire-Atlantique (juin-juillet), ou encore comme Thomas Gachet, benjamin des présidents de nos fédérations départementales (décembre). Tous ces dossiers sont téléchargeables sur le site laligue.org et le blogcom.

En Jeu, une autre idée du sport

En sa qualité de revue de l'Ufolep et de l'Usep, *En Jeu*, une autre idée du sport (9 000 exemplaires, 10 numéros par an) se consacre à l'actualité des deux fédérations qui composent le secteur sportif de la Ligue de l'enseignement. *En Jeu* participe également à la réflexion autour du sport en tant que fait culturel et fait social. Historiens, sociologues, philosophes, pédagogues, dirigeants sportifs, mais aussi écrivains ou artistes s'expriment ainsi chaque mois dans ses colonnes. Depuis 2013, le mensuel est consultable en format numérique (liseuse) pour les associations et les licenciés Ufolep. Parmi les dossiers traités en 2013 : « Les ambitions du tennis de table », « Sport et résilience », « Champions sportifs : la lourde charge de l'exemplarité », « Le vélo, grande cause nationale ? », « Sport féminin : la télé ouvre la porte », « Les sports de nature », « L'Usep et les nouveaux rythmes scolaires », « L'emploi sportif à l'Ufolep », « Apprendre à partir du sport » et « Les sports collectifs le sont-ils encore ? ».



**BLOGCOM : 3 100 VISITEURS
UNIQUES PAR MOIS**

**EDUCATION-POPULAIRE-CONGRES.ORG :
8 500 VISITEURS UNIQUES
PAR MOIS**

**PASDEDUCATIONPASDAVENIR.ORG :
8 850 VISITEURS UNIQUES
PAR MOIS**

**LALIGUE.ORG : 145 000 VISITEURS
UNIQUES PAR MOIS**



SPORT AVEC L'UFOLEP

L'Ufolep, secteur sportif de la Ligue de l'enseignement et première fédération sportive multisport affinitaire du pays confirme son identité de fédération sportive, organisatrice de pratique de loisirs ou à finalité compétitive. Une pratique de proximité est offerte quotidiennement dans des milliers d'associations (environ 9 000), l'Ufolep étant la deuxième fédération sportive en nombre d'associations sur le territoire national (après le football). Par ailleurs, nous développons un programme d'actions qui veut réduire les inégalités d'accès à la pratique sportive dans notre pays. Pour cela, une modification des statuts a été apportée de façon à pouvoir fédérer des personnes morales autres que des associations dont l'objet principal est la pratique sportive. Notre volonté est de permettre le développement de la pratique au sein d'établissements spécialisés, de maisons de retraite, de centres sociaux, de relais d'assistantes maternelles. Nous nous positionnons ainsi comme un mouvement d'éducation populaire et un acteur de l'économie sociale et solidaire.

www.ufolep.org

LA FORMATION

L'Ufolep, c'est plus de 15 000 journées formation par an, des formations fédérales d'animateurs et d'officiels intervenant bénévolement dans l'animation des associations et dans l'organisation des manifestations, mais aussi de la formation certificative avec le CQP (certificat de qualification professionnelle). À cela, il faut ajouter un programme conséquent de formation continue de nos cadres professionnels et dirigeants.

LES ACTIONS DE PRÉVENTION ET DE SECOURISME

L'Ufolep est la seule fédération sportive qui dispose de l'agrément du ministère de l'Intérieur, lui permettant la mise en œuvre d'actions de sensibilisation, de formation et de certification dans le domaine de la prévention et du secourisme. À ce titre, une quarantaine de comités départementaux a formé plus de 10 000 personnes au premier niveau de qualification, PSC1 (Premiers secours civiques de niveau 1) et une quarantaine de nouveaux moniteurs. Notre ambition, à l'échéance de 2020, sera d'être présents sur l'ensemble du territoire. Pour 2014, nous souhaitons proposer des programmes d'actions dans le cadre de la refondation de l'École.

L'EMPLOI

L'emploi s'est fortement développé au cours des vingt dernières années. En 1995 avec la reconnaissance de notre diplôme fédéral par le ministère des Sports qui a permis à ses titulaires de pouvoir prétendre à rémunération, puis à la fin des années 1990 avec le dispositif « nouveaux services-nouveaux emplois ». À ce jour, on estime

que nos instances déconcentrées, comités régionaux et départementaux représentent plus de 500 équivalents temps-plein auxquels il faut ajouter 1 276 associations employeuses. Un nouvel élan a été pris avec le nouveau dispositif gouvernemental des « emplois d'avenir ». Pour cette saison, plus de 40 comités ont créé de nouveaux emplois. En 2014, nous souhaitons promouvoir ce dispositif en direction de nos associations locales, ce qui nécessitera un programme conséquent de formations permettant à ce public peu qualifié d'obtenir certifications et diplômes.

PLAN DE FÉMINISATION

Il y a une volonté forte de parité de genre au sein de l'Ufolep. Du côté des effectifs, nous comptons 49% de licenciées féminines. Du côté de l'emploi, de gros progrès ont été accomplis au niveau national. Aujourd'hui, la direction technique compte cinq femmes et quatre hommes. Il en va de même au sein de comités où le métier de cadre s'est très fortement féminisé. Du point de vue de l'accès aux responsabilités de dirigeants, des progrès restent à accomplir (23 femmes présidentes de comités départementaux et seulement 2 à la tête d'un comité régional).

Nous souhaitons également réduire les inégalités d'accès à la pratique sportive. Une collaboration est engagée avec l'université de Paris V Descartes sur une recherche-action concernant l'accès à la pratique sportive dans les zones urbaines sensibles. Les résultats de cette étude seront diffusés en juin 2014 et devront impacter notre stratégie en direction de ce public pour les années à venir. Par ailleurs, un cycle de conférences est engagé sur l'accès des femmes à la pratique sportive. La première conférence s'est déroulée dans le cadre du Salon européen de l'éducation,

COLLECTIFS ET PARTENARIATS

Le partenaire principal reste le **ministère des Sports** qui, dans un contexte économique difficile, maintient et renforce son aide, pour 2014 : notre convention d'objectifs connaîtra une augmentation de 2,4% et il nous sera également accordé un douzième poste de cadre technique, agent de l'État placé auprès de l'Ufolep. Le ministère conventionne sur 10 objectifs partagés, avec pour ambition la réduction de l'inégalité d'accès

à la pratique et la conquête de nouveaux publics. Des liens forts sont également établis avec les établissements déconcentrés Creps et Pôles ressources nationaux. Nous avons également des partenariats avec des universités, notamment celle d'**Orsay** et de **Paris V Descartes** (interventions dans les masters et accueil régulier d'étudiants).

➤ **L'UFOLEP, C'EST 101 COMITÉS DÉPARTEMENTAUX (CRÉATION D'UN COMITÉ À MAYOTTE AU COURS DE LA DERNIÈRE SAISON), 22 COMITÉS RÉGIONAUX, 9 000 ASSOCIATIONS LOCALES, PLUS DE 360 000 LICENCIÉS, DONT 49 % DE FEMMES. UN CHIFFRE D'ADHÉRENTS QUE NOUS POUVONS MULTIPLIER PAR 2,5 POUR AVOIR UNE ESTIMATION DU NOMBRE DE PERSONNES QUE NOUS SENSIBILISONS AU COURS DE L'ANNÉE, À TRAVERS NOS MILLIERS DE MANIFESTATIONS.**

en présence de la ministre des Droits des femmes, Najat Vallaud-Belkacem.

SENIORS

À ce jour, une quarantaine de comités départementaux élabore des actions afin de conquérir et de fidéliser de nouveaux adhérents dans cette catégorie de la population. Notre stratégie vise quatre types de public : les plus de 50 ans actifs, les plus de 60 ans en situation d'autonomie et en établissement, et le public dépendant en établissement. Un comité de pilotage national assiste les comités pour des projets personnalisés et adaptés. Pour mener à bien ce projet, des partenariats sont établis avec des universitaires et des professionnels de la santé.



PLAYA TOUR 2013 – 7^E ÉDITION

Cet événement estival compte une vingtaine d'étapes et concerne plus de 20 000 personnes.

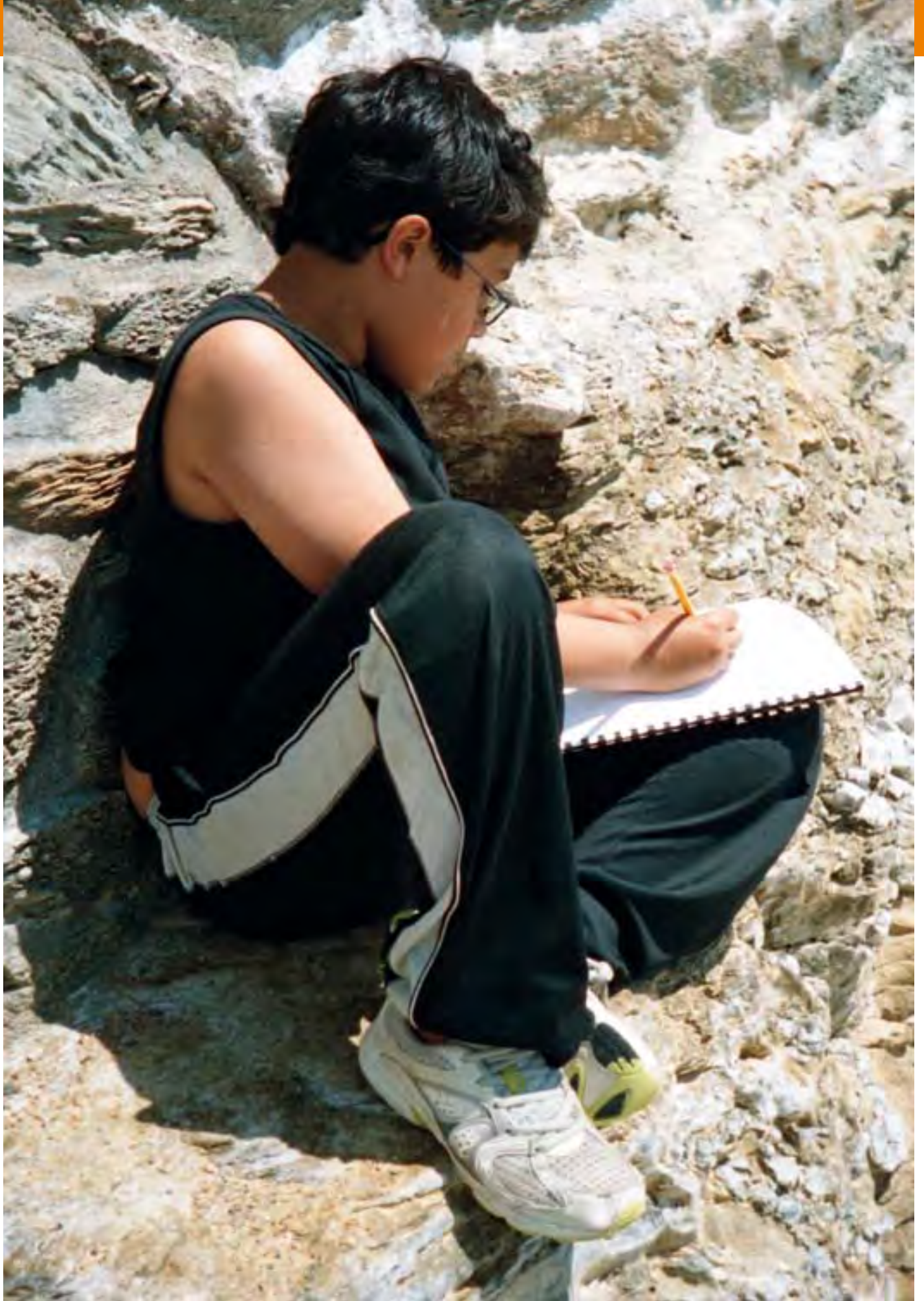
Il connaît une évolution importante. À l'origine, la vocation première était la pratique de sports collectifs de plage. Mais depuis plusieurs éditions, nous y intégrons une dimension éducative et citoyenne avec des ateliers sur la prise en compte du développement durable, une sensibilisation aux dangers des pratiques addictives (alcool, drogue), des ateliers de secourisme, et aussi en intégrant des étapes en dehors des zones littorales, sur des plans d'eau intérieur, comme dans la Creuse, ou encore au pied des tours d'immeubles comme à Évry, dans l'Essonne. Cette manifestation est significative de l'évolution du projet politique fédéral.

MOVE WEEK

Organisée du 7 au 13 octobre 2013 dans 33 pays européens, la **Move Week** a fédéré 1 300 événements sportifs et touché plus de 250 000 personnes dans le but de promouvoir l'activité physique sous toutes ses formes. L'objectif affiché par l'International *Sport and Culture Association* (Isca) dans sa campagne « Now we move » de lutte contre la sédentarité est d'amener 100 millions de citoyens européens vers une pratique régulière d'ici 2020. Un objectif que l'Ufolep, l'Usep, la FSGT et la FFEPMM Sports pour tous ont relayé sur le territoire français, à travers 111 manifestations officiellement recensées et la participation « active » d'au moins 16 000 personnes.

www.nowwemove.com





VACANCES ET LOISIRS ÉDUCATIFS

La France de 2013 aura été marquée par la progression des inégalités, dont le recul de l'accès au droit au départ en vacances. C'est l'un des nombreux impacts de la crise. C'est d'abord cette réalité que notre réseau a combattue tout au long de l'année. Un combat à armes inégales tant nos moyens sont faibles, mais un combat bien réel, car mobilisateur de l'énergie de nos militants qui défendent avec ardeur l'importance d'offrir à tous l'accès à des lieux d'éducation par la vie collective et à des espaces de découvertes, de rencontres et d'enrichissement mutuel.

C'est aussi le cas des structures de proximité, comme les accueils de loisirs que nous animons et où nous avons accueilli plusieurs dizaines de milliers d'enfants et d'adolescents.

Nous avons défendu ces actions toute l'année auprès des partenaires institutionnels : l'État, les collectivités locales, les caisses d'allocations familiales, mais aussi les comités d'entreprise et, au-delà, le monde syndical. Avec lui, nous avons créé le Pôle affinitaire, qui rassemble aujourd'hui la Caisse centrale des activités sociales des électriciens et gaziers (CCAS), l'Ancav-TT, principale coordination de comités d'entreprise organisateurs de vacances, Léo Lagrange Vacances et la Ligue de l'enseignement. Notre volonté : développer un nouveau modèle de coopération et ancrer encore un peu plus le tourisme social et associatif dans l'économie sociale et solidaire, dans la lignée de ce que nous menons déjà au sein de regroupement d'acteurs, comme l'Unat ou la JPA.

Enfin, 2013 aura aussi été celle de l'optimisation du fonctionnement interne de notre réseau. Adapter notre structuration est une nécessité permanente qui garantit que tous nos moyens et tous nos efforts sont totalement mobilisés pour répondre aux besoins de la société.

LE COMITÉ NATIONAL VACANCES (CNV)

Le Comité national vacances (CNV) est composé d'une quarantaine de membres: 30 représentants de fédérations départementales, six représentants du conseil d'administration de la Ligue, des représentants du Service vacances confédéral (SVC) et du Service de promotion des vacances à la Ligue comprenant la centrale de réservation (SPVL). La mission de ce comité est de définir les grandes orientations de la politique du secteur afin qu'elles puissent se décliner sur tous les territoires, de contrôler le budget de l'outil fédératif commun qu'est le SPVL en général et la centrale de réservation en particulier, et de définir les contenus et l'articulation des Rencontres nationales. En 2013, le CNV a validé l'évolution de la gamme « Séjours adultes/familles dans les villages vacances VPT ». Il a notamment décidé, au regard de la baisse d'activité de nos villages et d'un environnement concurrentiel très fort, de la mise en place d'opérations de fidélisation de nos anciens adhérents et de conquête de nouveaux partenaires type comités d'entreprise. Le CNV a également conduit le travail de révision de la charte.

COLLECTIFS ET PARTENARIATS

• La JPA (Jeunesse au plein air)

La JPA est une confédération regroupant, entre autres, les grandes fédérations d'éducation populaire laïques organisatrices de centres de vacances et de loisirs (aujourd'hui ACM).

La Ligue de l'enseignement participe activement à l'ensemble des travaux de la confédération, aussi bien à l'échelle nationale que dans les comités départementaux. La JPA a animé une plateforme d'échanges avec des associations d'éducation populaire, mais aussi de grands comités d'entreprise sur la revendication d'un statut du volontariat dans l'animation pour nos accueils collectifs de mineurs.

• L'Unat (Union nationale des associations de tourisme)

L'Unat regroupe l'ensemble des opérateurs de vacances du secteur du tourisme social.

Elle a pour mission de les représenter auprès des institutions, d'assurer la promotion du droit aux vacances et de mettre en place des actions ou des services qui servent la démarche collective. La Ligue de l'enseignement est un des membres actifs de l'Unat.

Elle siège au conseil d'administration et au bureau national, mais aussi dans de nombreux conseils d'administration des entités régionales.

GROUPE DE PROMOTION PATRIMOINE

Le patrimoine « Villages et centres de vacances » du réseau doit continuer à être inventorié. Le groupe a constaté, une fois de plus, une érosion du nombre de villages et de centres gérés par le réseau (151 équipements répertoriés au 31 décembre).

Le groupe Patrimoine a contribué à la mise en place du programme de formation (PNF Ligue 2013) pour le réseau. Le PNF a accueilli, courant décembre 2013, une quinzaine de stagiaires autour de deux thèmes: les indicateurs de gestion d'un centre de vacances et la mise en place d'un projet d'investissement et son financement. Un autre chantier, en cours, permettra de modéliser un document pour les différentes visites de centres (adultes/familles, enfants/juniors et classes de découvertes), particulièrement sur le bâti.

GROUPE DE PROMOTION ADULTES/FAMILLES

Le groupe, avec l'appui du Service de promotion des vacances à la Ligue (SPVL), a travaillé autour de:

- l'évolution de notre gamme de produits en villages vacances adultes et familles, afin de mieux répondre aux aspirations de nos adhérents et tenter d'endiguer la baisse de fréquentation sur nos villages depuis plusieurs années;
- d'une stratégie de fidélisation de nos adhérents (mise en place d'un « chèque fidélité ») et de conquête en direction de nouveaux comités d'entreprises partenaires;
- d'une nouvelle maquette pour les pages brochures et Internet de nos villages vacances VPT, qui donnera ainsi à nos adhérents une meilleure lisibilité de nos spécificités par rapport à nos concurrents.

Le groupe a participé activement aux Journées producteurs et diffuseurs 2013 en présentant son travail sur les évolutions envisagées.

GROUPE DE PROMOTION ENFANTS/JUNIORS

Le groupe a conduit l'organisation de visites de centres en été comme aux autres périodes de vacances, validé les dossiers de production des séjours pour les brochures nationales et les brochures nationales en région dans les comités régionaux vacances (CRV). Le groupe a été consulté sur les différentes phases de la construction et du déploiement du logiciel Hermès (besoins pour les producteurs – éléments de suivi et d'évaluation de la production, des ventes et des remplissages...). Lors des différents regroupements producteurs/diffuseurs, le groupe a animé plusieurs ateliers autour du transport, de la qualité, de l'évolution de la régulation et du développement d'Hermès.

GRUPE DE PROMOTION CLASSES DE DÉCOUVERTES

Outre les chantiers annuels, comme la vérification et la validation des dossiers producteurs pour la brochure 2013/2014, l'évolution de la brochure « Classes de découvertes », l'accompagnement du réseau et les visites de centres ou la préparation et l'animation d'ateliers lors des journées producteurs, le groupe a travaillé plus spécifiquement en 2013 sur la révision du cahier des labels « Classes de découvertes » et a commencé un état des lieux de l'activité dans le réseau. Le groupe a également proposé et animé un stage de formation sur les spécificités de la diffusion des classes de découvertes dans le réseau en décembre 2013, dans le cadre du plan national de formation de la Ligue.

GRUPE DE PROMOTION LOISIRS ÉDUCATIFS

Le groupe a participé au travail sur le label Citoyenneté-Environnement-Développement durable (CED) en ALSH

(Accueil de loisirs sans hébergement). Il a relancé une enquête « Accueils de loisirs » au sein du réseau : le budget global de cette activité a doublé entre 2008 et 2012, atteignant près de 55 millions d'euros. Le contexte particulier et incontournable de la loi sur la refondation de l'École et la réforme des rythmes scolaires a motivé un travail collectif et transversal du groupe et du secteur Éducation : les Journées interrégionales (*voir page suivante*).

GRUPE DE PROMOTION BAF/BAFD

Le groupe de travail Bafa/BAFD a été lancé fin 2012. Il est attaché à la fois au secteur Séjours et loisirs éducatifs (SLE), tout en étant lié à la formation tout au long de la vie. Trois chantiers prioritaires ont été définis : la formation des formateurs, les outils de formation et le projet éducatif « Séjours et loisirs éducatifs ». La première animation, aux Rencontres nationales SLE, a porté sur trois thèmes : suivi du stagiaire, innovations pédagogiques et formation des formateurs. Les travaux réalisés contribueront aux travaux du groupe.

JOURNÉES NATIONALES DIFFUSEURS

Ces journées se sont déroulées exceptionnellement en région, à Buis-les-Baronnies (Drôme), dans le nouveau village vacances « La Fontaine d'Annibal ». Elles ont rassemblé, du 30 au 31 janvier, une centaine de participants. Plusieurs ateliers ont été proposés : actualiser les attentes et les besoins du client, rappel de certaines procédures de la centrale de réservation, présentation du nouveau logiciel de réservation. En complément, une visite du village vacances, de son camping et de ses alentours a été programmée.

JOURNÉES NATIONALES PRODUCTEURS ET DIRECTEURS

Ces journées se sont déroulées à Paris du 2 au 3 avril 2013 et ont rassemblé plus de 80 participants, directeurs de structures, responsables d'activités ou délégués départementaux. Pour les adultes/familles, il a été question de l'évolution de la gamme de produits et de l'organisation de la production sur nos villages vacances pour l'été 2014, de la conquête de nouveaux adhérents ou encore de la fidélisation des anciens. Le groupe enfants/juniors s'est intéressé à l'innovation pédagogique et marketing. Le groupe Classes de découvertes a, quant à lui, travaillé sur les appels d'offres et sur la cotation d'un séjour. Le Bafa/BAFD, dernier groupe de travail à avoir rejoint notre périmètre, a conduit un atelier de débat sur la création d'un volontariat de l'animation.

LES RENCONTRES NATIONALES SÉJOURS ET LOISIRS ÉDUCATIFS



Ces deuxièmes rencontres nationales se sont déroulées à Paris du 12 au 15 novembre 2013. Plusieurs tables rondes ont été organisées sur le patrimoine du tourisme social et associatif et les activités socioculturelles proposées aux vacanciers. Le point d'orgue de ces rencontres a été la signature officielle de la chartre constitutive d'un Pôle affinitaire par les quatre partenaires, Léo Lagrange Vacances, l'AncaV-TT, la CCAS et la Ligue de l'enseignement. Les différents thèmes ont été abordés selon une double approche :

- transversale. La table ronde sur le patrimoine a été organisée en présence de l'ANCV et de l'Unat, des forums de débat suivis d'ateliers de production ont porté sur les appels d'offres, les projets éducatifs de territoire (PEDT), les Écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ÉSPÉ), le volontariat de l'animation et la formation professionnelle ;
- par secteurs ou métiers. Plus d'une dizaine de thématiques ont été abordées : handicap, séjours solidaires, accessibilité de nos établissements, critères d'habilitation nationale du Bafa/BAFD, petite enfance, méthode de régulation des séjours enfants/juniors, stratégie marketing pour les séjours adultes/familles dans nos villages vacances, révision du cahier des labels Classes de découvertes...

JOURNÉES INTERRÉGIONALES « L'ENFANCE ET SES TEMPS ! LA RÉFORME DES RYTHMES »

Le groupe Loisirs éducatifs, en association avec le secteur Éducation, a proposé cinq journées au plus près des territoires sur le thème de la réforme des rythmes. Objectif : faciliter l'accompagnement des acteurs locaux. Les différents temps d'échanges et de travail ont porté sur les enjeux de la loi et de la réforme, sur des expériences du réseau (la Ligue et ses associations affiliées) et sur des ateliers thématiques (PEDT,

formation et conceptions éducatives). Les 130 participants ont été accueillis à Nancy, Angers, Lyon, Toulouse et Nîmes par les fédérations organisatrices et par les animateurs membres du groupe Loisirs et du secteur Éducation. Suite à l'évaluation de ces journées par les participants et les organisateurs, des perspectives d'accompagnement ont été ciblées, dont la volonté de poursuivre la réflexion et les échanges et un besoin d'outillage (méthode, ingénierie).

PLUS DE 500 000 ENFANTS ET ADOLESCENTS (4-17 ANS) PARTENT CHAQUE ANNÉE AVEC LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT (VACANCES, SÉJOURS LINGUISTIQUES ET ACCUEILS DE LOISIRS).

151 CENTRES DE VACANCES SONT GÉRÉS PAR LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT, PRÉSENTS SUR TOUT LE TERRITOIRE.

170 000 ENFANTS PARTENT CHAQUE ANNÉE EN CLASSES DE DÉCOUVERTES ET VOYAGES SCOLAIRES ÉDUCATIFS.

37 CENTRES D'ACCUEIL ET 6 ACCUEILS DE LOISIRS LABELLISÉS CED ET 1 MILLION DE JOURNÉES D'ACCUEIL ENFANTS DANS LES ACCUEILS DE LOISIRS DU RÉSEAU LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT.

900 000 BROCHURES VACANCES POUR TOUS (SÉJOURS ÉDUCATIFS, GROUPES, ADULTES, ENFANTS/JUNIORS, SÉJOURS LINGUISTIQUES) ONT ÉTÉ DIFFUSÉES EN 2013.

LE PROJET ÉDUCATIF SÉJOURS ET LOISIRS ÉDUCATIFS

Réaffirmer notre identité de mouvement d'éducation populaire, redéfinir le sens-même de notre action d'opérateur du tourisme social, revisiter nos pratiques éducatives sont quelques objectifs que nous attribuons à la refonte de notre projet éducatif. La démarche méthodologique, notre feuille de route collective et participative, a été présentée au réseau fin septembre via les outils de communication, les groupes de travail, les Rencontres nationales séjours et loisirs éducatifs ou les réunions des secrétaires, délégués et directeurs généraux. Une démarche transversale qui invite et mobilise tous les acteurs volontaires à s'impliquer. La première étape de cette démarche a débuté cet été

pour nous amener à faire un bilan de la situation éducative de la Ligue (visites pédagogiques organisées avec différentes fédérations et organisations confédérales en août 2013).

Pour améliorer la communication au sein de notre réseau et pour doter la démarche d'un outil facilitateur, une plateforme **web** a été créée. Lancé le 19 décembre 2013 ; le site Internet participatif et évolutif a été conçu pour s'informer, construire, échanger, s'outiller ou encore évaluer.

www.projeteducatif-sle.laligue.org

VACANCES POUR TOUS



Vacances pour tous, le secteur vacances de la Ligue de l'enseignement, propose une alternative à la commercialisation des vacances et des séjours pour les enfants et les adolescents qui constitue une première expérience vers l'autonomie.

Acteur dynamique du tourisme social et associatif en France depuis cinquante ans, il permet à tous (enfants, adolescents, adultes, familles), de trouver des formules de séjours authentiques, riches en activités éducatives et en découvertes. Mer, montagne, campagne. Nous gérons 160 centres de vacances sur tout le territoire.

DES COLOS SUR MESURE

Loin des logiques marchandes, la Ligue de l'enseignement propose de véritables colonies sur mesure : pour les maternelles (4-6 ans), les enfants (6-12 ans), les 12-14 ans et les 15-17 ans. Tous les séjours sont strictement encadrés et sécurisés (un centre de vacances peut compter un animateur pour 4 enfants de moins de 6 ans) et privilégiant le rythme de vie et l'apprentissage de l'autonomie.



DES VILLAGES VACANCES LABELLISÉS

Pour garantir des prestations de qualité, les villages vacances répondent à un système de labellisation : de une à quatre étoiles selon un classement officiel d'Atout France. Le niveau d'étoiles est défini par de nombreux critères : surface et confort des logements, équipements communs et infrastructures, niveau d'animation pour les enfants, les adolescents et les parents.



DES SÉJOURS LINGUISTIQUES DE QUALITÉ

Plus de 50 ans d'expérience font de la Ligue de l'enseignement une des principales organisatrices de séjours linguistiques en France. Membres de l'Office national de garantie des séjours et stages linguistiques, nous travaillons en relation avec des organisateurs locaux, chargés de recruter les enseignants qui dispensent les cours de langue, de choisir les familles d'accueil et d'élaborer les activités et les excursions.



DES SÉJOURS MUSICAUX ET ARTISTIQUES

Ces séjours sont accessibles à tous, néophytes ou musiciens, de 4 à 17 ans. La pratique de la musique est au cœur de nos réalisations sous forme de musique d'ensemble, vocale et instrumentale. Cette pratique quotidienne est enrichie d'activités diversifiées : artistiques (théâtre, danse, arts plastiques, cirque), techniques (radio, vidéo, régie son et lumières), sportives ou de découvertes. Les équipes sont « mixtes » et allient des professionnels de la musique et des arts, des animateurs et des directeurs.

www.vacances-pour-tous.org



ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ligue de l'enseignement est engagée depuis plus de vingt ans dans la mise en œuvre concrète d'actions citoyennes d'éducation à l'environnement et pour un développement durable (EEDD). Plus que jamais, elle continue à privilégier une démarche d'éducation populaire pour agir avec les habitants sur ces questions complexes, dont le traitement remet en cause nombre de pratiques sociales et de comportements individualistes. Le secteur Environnement et développement durable du centre confédéral a deux objectifs prioritaires :

- développer l'éducation à l'environnement et au développement durable tout au long de la vie (à l'école, dans les accueils de loisirs, dans les clubs sportifs, classes de découvertes...). Notre implication dans l'Espace national de concertation (ENC), qui regroupe les représentants des ministères, des collectivités territoriales, des entreprises et des associations, contribue au développement d'une culture commune pour l'éducation à l'environnement et au développement durable. En 2013, l'ENC s'est fortement impliqué dans les contenus de la table ronde EEDD de la Conférence environnementale. Dans le cadre scolaire, nos actions répondent aux orientations du ministère de l'Éducation nationale en matière d'EEDD, notamment en direction des établissements scolaires en démarche de développement durable (E3D).*
- développer des démarches de développement durable dans notre entreprise associative de l'économie sociale (label CED, Agenda 21 associatif). En 2013, le centre confédéral a fait le bilan de son second plan d'actions et poursuit l'accompagnement des fédérations départementales, référencées dans la base de données du Comité 21.*

LE COMITÉ NATIONAL ENVIRONNEMENT DÉVELOPPEMENT DURABLE (CNEDD)

Lieu d'échanges et de construction entre les acteurs de la Ligue dans le domaine du développement durable, le CNEDD, présidé par Christian Comélieu, permet de croiser les campagnes et les chantiers impulsés par le centre confédéral avec les actions de terrain menées par le réseau. En 2013, le Comité s'est consacré à la préparation des Assises nationales de l'EEDD, qui se sont tenues à Lyon en mars 2013, et a contribué à la question de Congrès.



LE PROGRAMME CED (CITOYENNETÉ, ENVIRONNEMENT, DÉVELOPPEMENT DURABLE)

Créé après le Sommet de la Terre de Rio en 1992, le **programme CED** permet d'initier les enfants aux enjeux du développement durable et à la citoyenneté lors de classes de découvertes. Décliné en label, CED est décerné aux centres dont les projets éducatifs sont pensés en cohérence : éducation à la nature et au vivant, participation citoyenne des enfants à la vie du centre (tri des déchets, économies d'eau et d'énergie), circuit court d'approvisionnement pour les repas, sensibilisation à l'équilibre alimentaire, etc.

L'animation du réseau CED est assurée par un comité de pilotage composé de directeurs et d'animateurs de centres labellisés, ainsi que de responsables vacances. En 2013, les commissions d'évaluation du label ont renouvelé le label triennal de huit centres. S'il n'y a aucun nouveau centre labellisé en 2013, la formation des nouveaux garants a réuni 12 futurs porteurs de projet CED dans le Vercors, au centre « La Matrassière », affilié à la Ligue de l'enseignement de l'Isère, afin d'acquérir les fondamentaux du programme et label CED, d'aborder la pédagogie d'un projet d'éducation à l'environnement ou encore la gestion écologique d'un centre. Initiée en 2012, la démarche pédagogique CED a permis de labelliser cinq accueils de loisirs. En 2013, l'expérimentation s'est poursuivie avec deux stages de porteurs de projet.

LES GROUPES DE TRAVAIL ALIMENTATION ET GESTION DURABLE DES ÉQUIPEMENTS

Le groupe Alimentation a programmé un stage sur l'alimentation végétarienne et biologique pour les cuisiniers des centres CED. Ce temps de formation, organisé lors des 4^e Rencontres nationales de l'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD), du 5 au 7 novembre sur l'île d'Oléron, a regroupé neuf cuisiniers. Un nouveau groupe de travail en lien avec CED s'est créé en 2013 sur la gestion durable des équipements. Le groupe a élaboré de nouveaux outils de diagnostic environnemental des bâtiments, afin d'aider les porteurs de projet dans leurs choix d'axes de travail.

AGENDA 21 ASSOCIATIF



Premier **Agenda 21** d'un mouvement d'éducation populaire, le plan d'actions du centre confédéral de la Ligue de l'enseignement a marqué le lancement d'une démarche de développement durable construite collectivement et d'une évolution des comportements des salariés par la sensibilisation. Lettres d'informations, rencontres d'acteurs du commerce équitable, sorties de terrain lors de la Fête de la nature ont contribué à cette sensibilisation. Mais l'Agenda 21, c'est aussi le passage à l'acte. Il est élaboré autour de quatre grandes finalités : réduire les

émissions de gaz à effet de serre, améliorer qualitativement et quantitativement notre consommation, favoriser et mettre en œuvre la diversité au sein de la Ligue, et adapter et/ou développer de nouvelles activités. En 2013, le bilan de ce second plan d'actions a permis d'identifier des avancées, notamment sur la gestion des flux des bâtiments. Le chauffage, qui avait été un point noir du premier plan d'actions, a diminué de 15%. De la même manière, dans le cadre de sa politique de gestion des déchets, la Ligue a produit neuf tonnes de déchets papier en moins en six ans. Au-delà des simples considérations quantitatives, un Agenda 21 est avant tout une démarche participative. Elle repose sur la volonté de chaque salarié de faire vivre au quotidien la démarche. Après six ans d'application du plan d'actions, la grande majorité des salariés sont attachés à l'Agenda 21 et considèrent que le développement durable constitue une réponse crédible aux enjeux de notre société. Le second plan d'actions a également pris en compte les questions d'accès à l'emploi des personnes handicapées et des seniors. Sur l'emploi des seniors, la Ligue est exemplaire : en 2012, 18% de son effectif a plus de 55 ans. En revanche, sur les questions d'accès à l'emploi des personnes handicapées ou d'égalité femme/homme, des efforts restent à faire. Le site agenda21france.org est une base de données consacrée aux démarches de développement durable des collectivités locales, des établissements scolaires et des associations. Il regroupe des outils méthodologiques pratiques et concrets, une cartographie des démarches, un calendrier des événements ainsi que des actualités.

ESPACE COLLABORATIF

La communauté numérique de la Ligue s'est progressivement ouverte à d'autres participants notamment à ceux en charge des Agenda 21, pour atteindre aujourd'hui plus de 200 membres. Pages d'actualités consacrées au développement durable à l'échelle locale, nationale et internationale, forums de discussion, gestionnaire de fichiers... cet espace de travail EEDD répond aux besoins des centres d'accueil et des fédérations en termes d'échange d'informations et de pratiques, mais aussi à la demande de mutualisation d'outils pédagogiques, tant internes que ceux développés par nos partenaires.

LES 4^{ES} RENCONTRES EEDD – CED

Les Rencontres nationales de l'EEDD 2013 se sont déroulées du 5 au 7 novembre au centre CED « La Martière », géré par l'Œuvre départementale des centres de vacances et situé à Saint-Pierre-d'Oléron. Plus de 100 participants et acteurs de l'EEDD intervenant dans les différents secteurs de la Ligue, dont l'Ufolep et l'Usep se sont rassemblés. Notre partenaire invité était la LPO (Ligue de protection des oiseaux), qui a présenté des outils et animé des sorties découvertes et des ateliers. Lors de cet événement, une journée de formation a été proposée aux participants autour de quatre thématiques : les PEDT, les activités physiques de pleine nature, l'intégration du développement durable dans nos pratiques professionnelles et le numérique. Chaque atelier a été ponctué d'interventions extérieures et d'expériences du réseau afin, d'approfondir le sujet et de mutualiser les démarches pédagogiques.





L'ESPACE EDD AU SALON EUROPÉEN DE L'ÉDUCATION

L'espace Environnement et développement durable de la Ligue a proposé au public et aux professionnels plus de 10 animations pédagogiques. Les membres du réseau CED, notamment le centre « la Côte Bleue » de la Ligue de l'enseignement de l'Ain, et notre partenaire le Graine Île de France et les associations e-graine et Pik-Pik ont ainsi pu répondre pendant quatre jours à la soif d'apprendre, de comprendre et d'agir du public en matière d'écocitoyenneté. Enfin, le bar du commerce équitable, animé par la Ligue de l'enseignement et des membres de la Plateforme pour le commerce équitable (PFCE), a permis aux jeunes de rencontrer et d'échanger avec les acteurs de ce secteur, autour de 3500 dégustations solidaires.

LES ASSISES RÉGIONALES ET NATIONALES DE L'EEDD

Organisées tous les quatre ans, elles permettent de réunir de nombreux acteurs mobilisés pour le renforcement de l'EEDD à l'échelle nationale, dont la Ligue. En 2013, cet événement a rassemblé plus de 1200 personnes à Lyon, autour d'un sujet commun : agir pour sensibiliser efficacement notre société à l'environnement et au développement durable. La Ligue de l'enseignement était présente, avec une délégation d'une cinquantaine de participants de fédérations, d'associations affiliées, de centres CED, de l'Usep et de l'Ufolep. Ces assises ont abouti à 47 propositions dont 11 d'entre elles ont été jugées prioritaires par vote de l'ensemble des participants.

COLLECTIFS ET PARTENARIATS

Le CFEEDD (Collectif français pour l'éducation à l'environnement vers un développement durable) : plateforme regroupant plus de 30 organisations de la société civile (associations de protection de la nature, mouvements d'éducation populaire et de jeunesse, syndicats d'enseignants etc.). Elle œuvre en faveur du développement de l'éducation à l'environnement et à sa reconnaissance en tant que véritable projet pédagogique pour l'ensemble de la société.

La Fête de la nature : organisé, chaque année en mai, cet événement permet au public de (re)découvrir la nature et sa biodiversité à travers des manifestations festives gratuites dans toute la France, en compagnie de professionnels et de bénévoles. La Ligue fait partie depuis 2011 des 50 partenaires de cette initiative désormais internationale, créée à l'initiative du Comité français de l'UICN et de Terre Sauvage. « Les petites bêtes » était la thématique 2013.

La PFCE (Plateforme pour le commerce équitable) : en tant que membre de ce collectif français de concertation et de représentation des acteurs de commerce équitable en France, la Ligue partage non seulement les valeurs de solidarité et d'équité pour un commerce international responsable, mais promeut aussi l'achat et la consommation durable (bio, local, équitable), notamment à l'occasion de la Quinzaine du commerce équitable.

Le Comité 21 (Comité français pour l'environnement et le développement durable) : né en 1995 pour faire vivre en France les Agenda 21, le Comité 21 mobilise des décideurs publics, privés, associatifs, au sein des différentes composantes de la société française. Fort de son expérience d'accompagnement des Agenda 21 de territoires depuis 1994, le Comité 21 conduit aujourd'hui un programme d'éducation au développement durable axé sur les Agenda 21 scolaires, ou E3D.

GoodPlanet – 7 milliards d'Autres : après avoir assuré la rédaction de fiches techniques pour le programme 7 milliards d'Autres, la Ligue a de nouveau été sollicitée pour rédiger les fiches techniques portant sur les Objectifs du millénaire pour le développement (17 documentaires et 150 programmes courts).

F3E (Fondation pour l'éducation à l'environnement en Europe) : la Ligue est partenaire, pour la troisième année, du programme Jeunes Reporters pour l'environnement, qui permet aux jeunes de 12 à 20 ans de réaliser un reportage sur une problématique locale de développement durable et de proposer des solutions concrètes pour y répondre.

Agir pour l'environnement : association de mobilisation citoyenne en faveur de l'environnement, elle organise chaque année le « Jour de la Nuit », événement dont la Ligue est partenaire. Ce dernier a pour objectif de faire redécouvrir le plaisir du ciel étoilé et de sensibiliser à la protection de la biodiversité nocturne en luttant symboliquement contre la pollution lumineuse.

WWF – Planète en jeux : en 2013, la Ligue et le WWF ont lancé une grande campagne de déstockage de ce kit pédagogique sur l'empreinte écologique. Plus de 2000 exemplaires ont été diffusés dans les fédérations départementales et les centres, et une formation d'une journée à Paris a regroupé 15 animateurs, délégués fédéraux, etc.

➤ **37 CENTRES LABELLISÉS CED (35 FÉDÉRATIONS CONCERNÉES)**
10 CENTRES CANDIDATS
6 ACCUEILS DE LOISIRS LABELLISÉS CED, 15 CANDIDATS
8 FÉDÉRATIONS DÉPARTEMENTALES ONT ADOPTÉ UN AGENDA 21
6 COMITÉS DÉPARTEMENTAUX OU RÉGIONAUX DE L'UFOLEP ONT CONDUIT UN OU PLUSIEURS BILANS CARBONE



LAÏCITÉ

L'année 2013 a été marquée par un approfondissement du travail de la Ligue sur les relations entre laïcité et diversité. La laïcité, principe juridique et politique, est ce qui permet le déploiement légitime de la diversité culturelle et sociale dans un cadre commun, la République. Elle permet ainsi d'harmoniser la liberté de conscience de chacune et chacun d'entre nous, tout en lui permettant de se réaliser dans des expressions culturelles ouvertes. Tel est l'objectif à la fois éducatif et opérationnel des travaux de notre comité national Laïcité, de nos diverses publications et de nos initiatives publiques.

LE COMITÉ NATIONAL LAÏCITÉ

Ce comité consultatif composé d'experts, présidé par Pierre Tournemire et suivi par Nicolas Sadoul en tant que secrétaire national, a été notablement renouvelé. Il a notamment intégré des doctorants et des membres du groupe Sociologie religions laïcité (GSRL). Ses membres sont au nombre de 65. Toutes les sensibilités internes au mouvement laïque sont représentées. Parmi les thèmes traités figurent la question du financement public des établissements d'enseignement privés, la restauration collective et les interdits religieux, le suivi des positions

des partis politiques, les notions de liberté de conscience et de liberté religieuse... Le CNL a étudié la situation en Alsace et en Moselle, le régime des cultes et le statut scolaire distingués du droit local général. Le CNL a fait sienne la proposition d'évolution de l'heure obligatoire de religion faite par le cercle Jean Macé de Strasbourg. Il s'agit de la rendre optionnelle et de l'extraire du cursus hebdomadaire. La Ligue est intervenue en ce sens lors des débats sur la loi de refondation de l'École, et continue à l'appuyer.



La mise en œuvre concrète de la laïcité dans les accueils collectifs de mineurs et les centres de vacances a fait l'objet d'un important travail de fond en relation avec le secteur vacances, et a donné naissance à un document étoffé et précis, intitulé « La laïcité dans les séjours de vacances ». Tous les cas de figures et situations, usagers, salariés face ou non au public, ont reçu des réponses concrètes. Largement diffusé à l'extérieur du réseau Ligue, il a été unanimement reconnu comme un outil précieux et fiable. En interne, il a permis d'anticiper avec succès les éventuels problèmes estivaux.



LA CHARTE DE LA LAÏCITÉ À L'ÉCOLE

Présente dans les établissements scolaires depuis septembre, cette Charte a reçu l'appui de la Ligue. Notre principal outil pédagogique est une affiche *La Charte de la Laïcité à l'école expliquée aux enfants*. Réalisée avec les Editions Milan, elle a été présentée au Salon européen de l'éducation. Elle a rencontré un succès immédiat. Plus de 20 000 affiches ont été commandées dans le réseau.

GRUPE ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

Un groupe de travail national a été créé, animé par Françoise Laurant, membre du conseil d'administration de la Ligue, et Nicolas Sadoul, secrétaire national, tous deux membres du Haut conseil à l'égalité. Composé d'une dizaine de chargés de mission et de membres de fédérations départementales, ce groupe a entrepris de rédiger un plan d'action. Ses premiers objectifs ont été de mobiliser sur le programme du Salon européen de l'éducation 2013 dédié à cette thématique, et de suivre l'élaboration de la loi sur l'égalité femmes/hommes. Les objectifs suivants, à moyen terme, s'intègrent dans le programme stratégique national 2014-2016 : repérer les initiatives prises par les fédérations et les associations affiliées sur ce thème, constituer un espace de ressources, créer des formations, renforcer l'intégration de ce thème dans tous nos secteurs et notre gouvernance interne et activités, engager des partenariats extérieurs...

MORALE LAÏQUE

Nous utilisons l'expression « enseignement laïque de la morale », moins susceptible d'être compris comme un enseignement dogmatique. Inscrit dans une longue tradition interne de réflexion sur ce sujet, un colloque sur l'éthique à l'école avait été organisé avec l'association d'intellectuels chrétiens Confrontations. Un blog événementiel ethique-ecole.hautetfort.com a été créé pour l'occasion. Ce travail commun se poursuit et aboutira à la publication d'un ouvrage collectif. Nous sommes intervenus lors de deux importants colloques : le premier, intitulé « Morale, laïcité, éthique. À l'école, ici et ailleurs » et organisé avec Éducation & Devenir s'est tenu le 24 mai ; le second « Enseignement laïque de la morale et enseignement des faits religieux » a été organisé par l'Institut européen en sciences des religions (IESR) les 18 et 19 octobre. Les actes de ces colloques sont en cours de rédaction.

DIVERSITÉ

La Ligue de l'enseignement a signé une convention avec la section française du Conseil international des organisateurs de festivals de folklore (CIOFF). Le festival de Montignac (*voir page suivante*) est membre du CIOFF France, tout comme une nouvelle association affiliée à la Ligue, Cultures croisées (www.culturescroisees-idf.sitew.fr). Nous suivons également les réalisations du Musée de l'immigration (par exemple : la Cité nationale d'histoire de l'immigration) ainsi que celles de plusieurs associations (Génériques, association Islam et Laïcité, Africultures, Adric...) et publications (*Diversité Ville École-Intégration, Hommes et migrations, Écarts d'identité, Migrance...*). Enfin, dans le cadre de la reconnaissance de la diversité linguistique, nous avons participé à un colloque sur les langues de France, à Strasbourg les 31 mai et 1^{er} juin dont les actes sont parus. www.ica2010.fr

COLLECTIFS ET PARTENARIATS

Après avoir participé aux travaux du Haut conseil à l'intégration, nous avons développé un travail régulier de concertation avec l'Observatoire de la laïcité, présidé par Jean-Louis Bianco. La Ligue entretient des relations avec la plupart des associations laïques. Elle participe aux réunions du Comité national d'action laïque (Cnal), tout en maintenant sa proposition de refondation par l'intégration d'autres grandes organisations, en particulier la FSU (Fédération syndicale unitaire). Le partenariat avec le Planning familial a été régulièrement illustré (articles, reprises de communiqués, réunions communes...). Un partenariat avec la Cnaf (Caisse nationale d'allocations familiales) a débouché sur la reprise des textes et interventions de la Ligue sur l'action laïque et l'action familiale sur un site Internet.

www.familles-vivre-ensemble.org

CERCLES CONDORCET

Créés en 1986 à l'initiative de Claude Julien, alors président de la Ligue, les **cercles Condorcet** se sont réunis lors du congrès de Nantes, avec une cinquantaine de participants. Guillaume Agullo, historien de la Résistance et président du cercle de Haute-Garonne, a été réélu président. Le comité de liaison, composé de neuf membres, a été renouvelé lors de la conférence des présidents des cercles, le 16 novembre. Philippe Joutard a donné une conférence sur le thème « Histoire et mémoires ». Une vingtaine de cercles étaient représentés. Enfin, une présentation générale (historique et objectifs) et un annuaire des cercles ont été mis en ligne sur le blog www.education-populaire-congres.org. Un suivi des conférences est donné chaque semaine dans *Infosligue*.

TROIS SITES DÉDIÉS À LA LAÏCITÉ

- www.laicite-laligue.org est un site ressources qui propose 600 documents présentés dans le cadre d'une vingtaine de thématiques (loi de 1905, question scolaire, faits religieux, question des sectes, laïcité en Europe, liberté d'expression et droit au blasphème...). Ce site s'est imposé dès 2005 comme une référence.

- www.laicite-educateurs.org a été créé en 2007 par les Francas, les Ceméa et la Ligue de l'enseignement. Sa ligne éditoriale consiste à traiter des questions concrètes qui se posent dans la vie quotidienne, en apportant des réponses précises du point de vue légal et du point de vue des bonnes pratiques.

- blogs.mediapart.fr/edition/laicite est un blog créé sur Mediapart en 2009, dont l'objectif est le suivi de l'actualité laïque (plus de 100 billets publiés), tout en participant à la communauté politico-numérique générée par Mediapart.

La création d'un portail laïcité regroupant les deux premiers sites est envisagée. Un groupe sur la laïcité a également été créé sur Facebook.

JOURNÉE DE LA LAÏCITÉ – 9 décembre

Depuis trois ans, un moment fort d'affirmation des principes et valeurs laïques est organisé le 9 décembre, jour anniversaire du vote de la loi de séparation de décembre 1905. Des fédérations départementales de la Ligue organisent des événements (expositions, conférences-débats, projections de films, concours laïcité, plantation d'arbres de la laïcité...) ce jour-là, et tout au long de la semaine. Des collectifs d'associations laïques sont sollicités dans chaque département pour participer à ces activités. La presse quotidienne régionale couvre largement ces initiatives devenues rapidement populaires, comme le prouve l'affluence croissante.

LE JOUR DE DARWIN – 12 février

Cette journée, qui célèbre l'anniversaire de la naissance de Charles Darwin, a été lancée en Amérique du Nord pour lutter contre l'obscurantisme créationniste. Elle se développe en Amérique latine et en Europe. Depuis cinq ans, la Ligue organise en France le **Jour de Darwin** autour d'initiatives diverses, notamment une exposition et des conférences de Patrick Tort, directeur de l'Institut Charles Darwin International. Cet institut est affilié à notre fédération du Tarn.

FESTIVAL DE DANSES ET DE MUSIQUES DU MONDE

Le centre confédéral organise avec la Ligue de l'enseignement de Dordogne et l'Amicale laïque du Montignacois un parcours d'éducation populaire, lors du festival de danses et de musiques du monde. L'objectif est de valoriser la diversité culturelle. 10 pays sont représentés par des troupes amateurs. Ce parcours se déroule depuis six ans. En 2013, 300 personnes ont assisté aux diverses initiatives de ce parcours (conférences, rencontres avec les groupes, ciné-débats...), qui avait pour thème la culture et l'éducation à la paix. Un blog lui est consacré.

festivaldemontignac.hautetfort.com

DIASPORIQUES, CULTURES EN MOUVEMENT



Cette revue est consacrée au dialogue interculturel, à la rencontre entre les cultures territoriales et les cultures diasporiques, qui représentent respectivement 90% et 10% de l'humanité. Créée en 2008, elle a pour lectorat le grand public cultivé. Revue trimestrielle, elle a traité cette année de l'Union européenne, du droit de mourir dans la

dignité, des sources de l'humanisme laïque, des écrivains japonais, de la diversité linguistique, des notions de peuple et de nation, des grands mythes des Pays-Bas, de la Bulgarie, de Malte, de la Lituanie... Proposant des articles de fond, de nombreux débats, des poèmes, des recensions de livres et de revues, une rubrique culinaire, des chroniques et même des mots croisés thématiques, la revue tire à 1 200 exemplaires. Elle compte plus de 500 abonnés, un bon chiffre pour une revue d'idées. www.diasporiques.org



DÉBAT ET OPINION

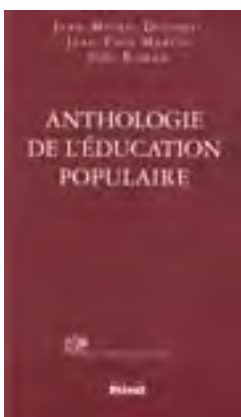
Active sur le terrain, la Ligue de l'enseignement n'en est pas moins un mouvement d'idées. Les actions de plaidoyer, en France comme en Europe, mobilisent tous les secteurs du centre confédéral. Notre autre mission, c'est aussi de susciter le débat, la réflexion à l'extérieur mais aussi au sein même de notre réseau. Nous essayons ainsi d'être à la hauteur des fondateurs de la Ligue, dont l'ambition était de former le citoyen à un esprit critique pour mieux appréhender la société dans laquelle il évolue. Aussi, les cercles Condorcet constituent un véritable outil de réflexion, où les points de vue se confrontent tout comme les dossiers des Idées en mouvement, qui font se rencontrer plusieurs spécialistes autour d'un débat de société.

2013 a été une année particulièrement riche pour notre mouvement, car nous avons participé à de nombreuses concertations engagées par les différents ministères. Plus que jamais, nous nous sommes investis pour que la loi sur la refondation de l'École de la République soit comprise et appliquée, mais nous avons également contribué à la concertation autour de la future loi-cadre sur l'économie sociale et solidaire. Nous avons, enfin, formulé plusieurs propositions à destination des élus, dans le cadre des municipales 2014. Nous le savons, notre place est singulière, mais notre réseau d'associations de terrain nous apporte toute la légitimité nécessaire pour accompagner les politiques publiques, sans pour autant occulter notre capacité d'innovation, d'indignation et notre attachement au combat d'idées.



50 PROPOSITIONS POUR LES MUNICIPALES

Dans la lignée de la présidentielle, nous nous sommes impliqués dans le débat démocratique en élaborant *50 propositions pour les élections municipales*. Nous avons distribué à l'ensemble du réseau 50 000 exemplaires de ce texte, avec pour ambition que dans chacune des fédérations soit organisé un débat et que des relations presse y soient initiées. Un kit de communication ainsi que la liste des élus des villes de plus 15 000 habitants de leur département ont été distribués. Développer à partir des projets éducatifs de territoire (PEDT) des collaborations éducatives entre les communes, mettre en place un plan de rénovation de l'habitat, préférer la gestion désintéressée publique ou déléguée plutôt que la gestion privée lucrative dans des domaines essentiels tels que l'eau, la restauration collective sont quelques-unes des propositions que nous avons défendues devant les élus. Avec ce texte, nous avons aussi montré notre volonté de développer des relations plus régulières avec la sphère des élus, tout en étant force de propositions.



LA COLLECTION AVEC LES ÉDITIONS PRIVAT

Dans la perspective du 150^e anniversaire de la Ligue de l'enseignement et en coopération avec les éditions Privat, nous avons créé une collection, *Le comptoir des idées*. En 2013, ce partenariat, qui a pour but de contribuer à mettre en lumière les enjeux et les débats de notre temps avec une réelle volonté d'éducation populaire, s'est poursuivi. Sont parus *Anthologie de l'éducation populaire*, de Jean-Michel Ducomte, Jean-Paul Martin et Joël Roman ; *La liberté de s'associer*, de Jean-Michel Ducomte et Jean-Marc Roirant ; *Laïcité, laïcité(s) ?*, de Jean-Michel Ducomte, et *Développement durable et responsabilité citoyenne*, sous la direction de Christian Comelieu.



LES DOSSIERS DES IDÉES EN MOUVEMENT

Depuis 2012, les dossiers de **laligue.org** ont été intégrés dans notre mensuel *Les Idées en mouvement*, tiré à 30 000 exemplaires. Ils respectent toujours la même ligne éditoriale : traiter

d'un sujet de société et susciter le débat à partir de questions d'actualité, dans l'air du temps et donner la parole à différents acteurs et experts. Des témoignages et des expériences de notre réseau viennent enrichir ces dossiers centraux. Ont été traités en 2013 : « Insertion des jeunes : mode(s) d'emploi », « La famille en débat », « Habiter autrement », « Les révolutions de l'Open data », « L'économie sociale et solidaire est-elle une alternative ? », « Refondation de l'école : quelle place pour l'éducation non formelle ? », « Les nouveaux défis du développement », « Vivre-ensemble : le sport joue-t-il fairplay ? », « Égalité femmes-hommes : l'école se donne-t-elle un genre ? », « Les différents visages de la pauvreté ». Tous sont téléchargeables sur le site **laligue.org** et le **blogcom**.

150 ANS

La Ligue fêtera ses 150 ans en 2016 lors de son congrès, à Strasbourg. De nombreuses initiatives accompagnent ce travail commémoratif, qui souhaite proposer une réflexion sur notre identité de mouvement d'éducation populaire. Deux journées d'études ont été mises sur pied : la première s'est tenue le 3 avril, en partenariat avec l'université Lumière Lyon II et le Laboratoire éducation, cultures et politiques, sur le thème « La Ligue de l'enseignement et les autres mouvements laïques d'éducation populaire et de défense des libertés » a notamment porté sur les relations avec les Éclaireurs, les Ceméa, la Ligue des droits de l'Homme (LDH), les Francas, les MJC... ; la deuxième, qui s'est déroulée le 9 octobre à Paris, sur le thème « Monographies et portraits de militants », s'est intéressée aux autobiographies, au Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, aux doubles appartenances (ligueur et socialiste, militant de la LDH et franc-maçon...), aux militantes, à la Ligue d'Alsace, à la biographie de Jean Macé...

Un site spécifique, dédié à l'histoire et à l'actualité de la Ligue, est en cours de création. Il recueillera tous types de documents numérisés : écrits, audios, vidéos... Jean-Michel Djian a entamé la réalisation d'un livre, qui sera publié aux éditions Flammarion, et d'un documentaire provisoirement intitulé *La fabrique du citoyen*. Dans le cadre d'une convention avec le ministère de la Culture et de la Communication, le Service interministériel des archives de France et les



Archives nationales, les archives de la Ligue seront déposées et conservées sur le site de Pierrefitte, où les Archives nationales entretiennent les fonds privés. Notre fonds, classé, reste notre propriété.

QUESTION DE CONGRÈS « UN AVENIR PAR L'ÉDUCATION POPULAIRE »

Animée par Nicolas Sadoul, secrétaire national, le travail collectif sur la question de congrès impulsée lors du congrès de Toulouse en 2010 s'est conclu en 2013. La dernière des six rencontres thématiques interrégionales, s'est déroulée à Strasbourg le 16 janvier, et a porté sur les thèmes : « L'éducation populaire en Europe » et « L'éducation populaire en Alsace ». Les journées d'études des responsables fédéraux (Jerf) se sont tenues à Grenoble du 19 au 22 février 2013, sur le thème de l'éducation populaire à l'épreuve de la mondialisation. Elles ont intégré un colloque traitant de trois thématiques sociales : la société de création, en particulier les nouvelles cultures numériques ; la société multiculturelle, un état de fait social, économique et politique ; et la société participative, solidaire, notre objectif revendiqué. Ce colloque fut organisé par la Ligue, l'Injep et l'Institut d'études politiques de Grenoble. Guy Saez, directeur de recherche au CNRS, directeur de l'UMR Pacte

et de l'Institut d'études politiques de Grenoble, en a assumé la direction scientifique. L'ensemble de ces manifestations ont rassemblé un millier de personnes, issues d'une soixantaine de fédérations départementales.

Un important travail éditorial a accompagné la réflexion du réseau. Une *Anthologie de l'éducation populaire* élaborée par Jean-Paul Martin, historien de la Ligue, Joël Roman, philosophe, et Jean-Michel Ducomte, président de la Ligue, a été publiée dans la collection *Le comptoir des idées*, aux éditions Privat. La période couverte par cette anthologie va de Condorcet aux années 1970. Notre mensuel *Les Idées en mouvement* a consacré une page mensuelle à la question.

Outil essentiel de notre travail collectif et manifestation de notre volonté d'intégrer les apports du numérique, un site dédié à la question de congrès a été créé (www.education-populaire-congres.org). On y trouve de nombreuses informations sur les associations d'éducation populaire, l'histoire, les nouvelles formes de militantisme, les notions fondamentales, des présentations de sites et de livres... Des contributions personnelles sont également en ligne. Ce blog est bien référencé : il apparaît dès la première page de consultation des principaux moteurs de recherche.

Par ailleurs, la Ligue participe aux travaux du groupe de réflexion du Cnajep sur l'éducation populaire. Elle entretient des relations avec de nombreuses structures, telles que Éducation populaire et transformation sociale. Une journée sur le thème « Éducation populaire et travail social » s'est déroulée le 18 septembre à Paris. Nous avons organisé, avec le Syndicat de l'éducation populaire (SEP-Unsa) et Unsa-Éducation, une journée dédiée au Salon européen de l'éducation le 23 novembre, avec une centaine de participants.

Du 26 au 30 juin, notre congrès national s'est déroulé à Nantes. Le thème était celui de la question de congrès : « Un avenir par l'éducation populaire ». Résolument positif, le congrès s'est ouvert par une conférence intitulée « Il n'y a aucune raison que nous n'ayons pas d'avenir commun ! » à deux voix, avec Cynthia Fleury, philosophe, chercheur au Muséum national d'histoire naturelle et Marc-Olivier Padis, directeur de la rédaction de la revue *Esprit*. Une série de tables rondes d'une demi-journée, assorties d'ateliers, ont été consacrées aux défis posés par la société actuelle aux mouvements d'éducation populaire. « Les défis de la société créative

et de la société interculturelle » avec Marc Le Glatin, professeur associé à l'Institut d'études européennes de l'Université de Paris 8 ; Paolo Beni, président d'ARCI, association partenaire italienne ; Jean-Jacob Bicep, député européen ; Abdennour Bidar, philosophe. « Les défis de la société participative et la solidarité », avec Isabelle Autissier, présidente du WWF France ; Conny Reuter, secrétaire général de Solidar ; Miguel Benasayag, philosophe. « L'éducation populaire : quatre clés pour la transformation » avec Claire Héber-Suffrin, cofondatrice des réseaux d'échanges réciproques de savoirs ; Carine Favier, coprésidente du Planning Familial ; Maryse Dumas, du Conseil économique et social et environnemental ; Hugo Stoeffler, volontaire en service civique à la Ligue de l'enseignement de la Marne.

Vincent Peillon, ministre de l'Éducation nationale, Valérie Fourneyron, ministre des Sports, de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative, et Benoît Hamon, ministre de l'Économie sociale et solidaire et à la Consommation sont intervenus lors du congrès. Les tables rondes et les interventions ministérielles ont été filmées et mises en ligne sur le site.

www.education-populaire-congres.org

CIDEM : ASSOCIATION CIVISME ET DÉMOCRATIE

Depuis 25 ans, l'association Civisme et démocratie (Cidem), dont la Ligue de l'enseignement est partie prenante, est un acteur civique engagé. Elle a su évoluer et s'adapter pour répondre aux besoins des sociétés modernes tout en affirmant son identité propre et sa vocation originale. Le Cidem s'adresse à tous ceux qui souhaitent s'engager pour faire vivre le civisme dans leur vie quotidienne. Il est le centre de ressources de tous les citoyens qui veulent s'informer, agir ou faire émerger leur conscience citoyenne.

- **La place de l'Europe – Salon européen de l'éducation 2013**

Présents sur la **place de l'Europe du Salon européen de l'éducation 2013**, le Cidem et ses partenaires ont pu bénéficier de contacts directs et

priviliégiés avec le grand public, la communauté éducative, diverses structures associatives, etc. À cette occasion, de nouveaux outils pédagogiques ont été présentés et diffusés, notamment l'exposition « L'Europe de A à Z » réalisée en partenariat avec Arte.

• Europe 2.0

Europe 2.0 est un projet mis en œuvre par le Cidem en partenariat avec le Parlement européen en vue d'éveiller, via des outils multimédias innovants, l'intérêt des jeunes pour les enjeux démocratiques européens, et d'encourager leur participation aux élections parlementaires européennes. Celui-ci, destiné aux lycéens, se décline en deux actions pédagogiques majeures :

› un concours vidéo sur le thème « Si j'étais euro-député... », qui aboutira à la réalisation d'une campagne web-médias d'incitation au vote réalisée par et pour les jeunes générations en vue des élections parlementaires européennes de mai 2014 ;

› un concours-quiz, intitulé « L'Europe en ligne ».

europe20.org

• Eurolycées

En vue des élections du Parlement européen de 2014 et de l'année 2013 - Année européenne des citoyens, le Cidem, en partenariat avec le Parlement européen et la Ligue de l'enseignement, a conduit le projet « Les Eurolycées ». Cette initiative en trois phases, entend, grâce à des méthodes de simulation originales et participatives, stimuler l'intérêt des jeunes générations pour les questions européennes, tout en encourageant leur participation à la vie démocratique. Les activités proposées permettront aux élèves de développer leurs propres idées pour l'Europe de demain. La restitution finale des travaux a eu lieu à l'occasion de la Fête de l'Europe, le 9 mai 2013, en présence du ministre délégué aux Affaires européennes, Thierry Repentin.

eurolycees.cidem.org

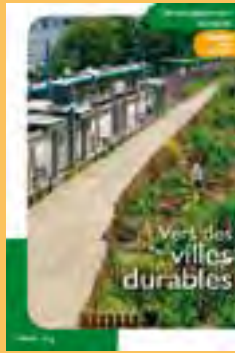
• NeurOdyssée –

À la découverte de l'Europe

Conçu comme un voyage d'extraterrestres arrivés sur la planète Terre, le jeu *NeurOdyssée* permet aux jeunes âgés de 12 ans et plus, de tester leurs connaissances sur l'Union européenne de façon ludique et didactique, en répondant à des questions à choix multiples sur divers thèmes, tels que la géographie, l'histoire, la culture, la politique, les institutions européennes, le sport, le cinéma, les sciences, la gastronomie, les traditions, l'architecture ou encore les langues européennes. Cet outil interactif, réalisé en partenariat avec le ministère des Affaires étrangères et européennes, a été diffusé à l'ensemble des fédérations de la Ligue de l'enseignement.

www.neurodysee.eu

• Les collections *Repères pour éduquer*



Destinés aux plus jeunes, les *Repères pour éduquer* sont des outils pédagogiques de référence pour traiter les grandes questions de citoyenneté. Simples, efficaces, précis et richement illustrés, ces ouvrages permettent d'aborder un thème dans une perspective d'éducation

à la citoyenneté. En 2013, la collection s'est agrandie avec la publication de *Léo Folio, l'expert des papiers* et *Le Conseil National de la Résistance*.

reperespoureduquer.cidem.org

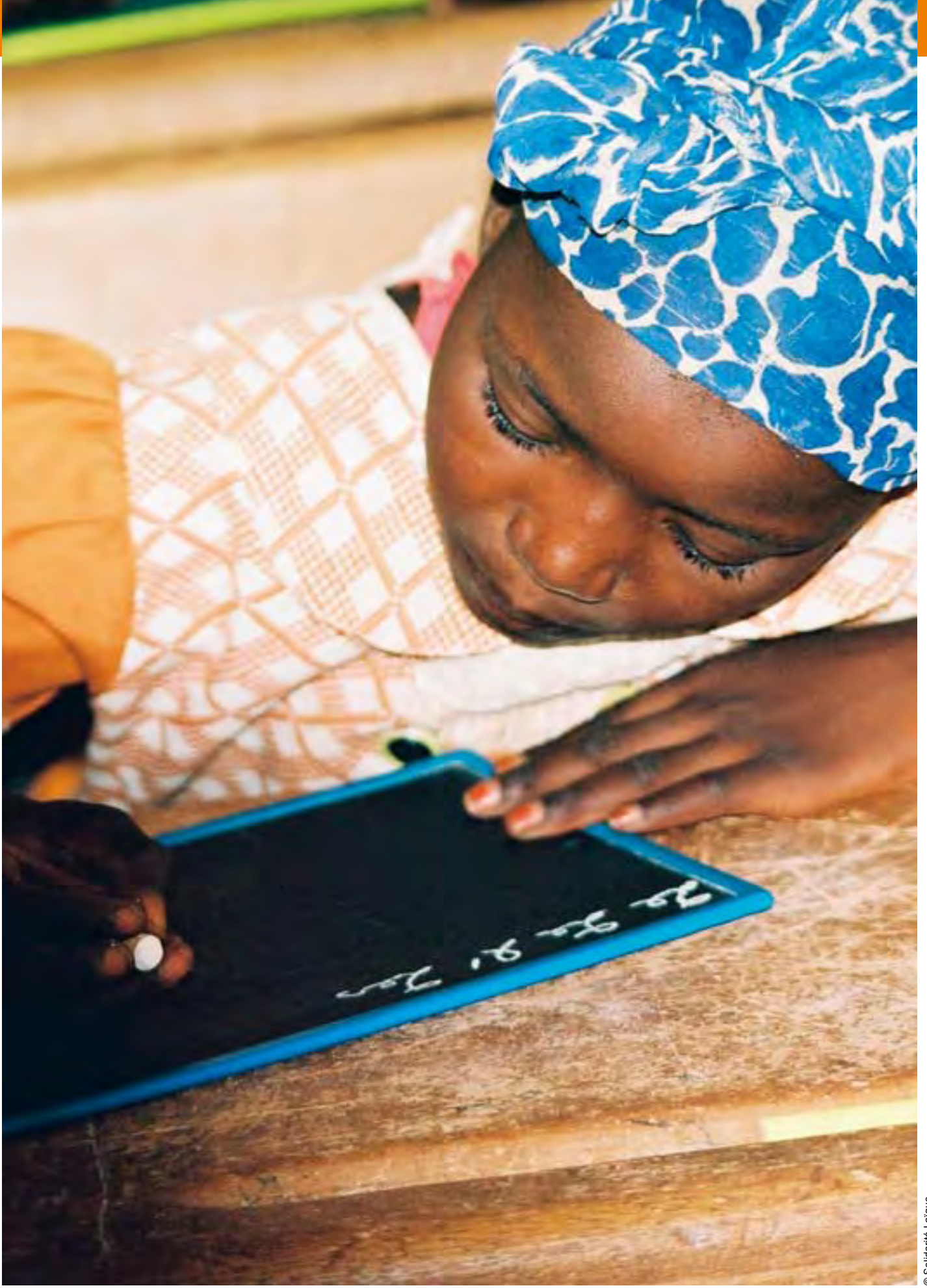
• Collection de posters sur l'Union européenne

Conscient que l'apprentissage d'une citoyenneté européenne active et des mécanismes démocratiques européens ne peut se faire sans, en amont, un effort de pédagogie, le Cidem, à l'occasion de l'entrée de la Croatie dans l'Union européenne et de 2013 - Année européenne des citoyens, a lancé un kit de posters sur l'Europe. Adaptés aux jeunes générations, ces posters apportent les repères essentiels sur les valeurs européennes, les symboles, le système institutionnel, etc. Cette collection est composée de trois posters : « L'Union européenne et ses symboles », « Les pays membres de l'UE » et « Les institutions européennes ».

• Des expositions itinérantes

Favorisant la diversité des outils et des supports proposés, le Cidem propose un large panel d'expositions itinérantes sur diverses thématiques, mis à la disposition de la communauté éducative. Sont ainsi proposées « Non à Hitler ! », « Les combattants de l'ombre », « L'Europe de A à Z », « Traites, esclavage, abolitions » et « Les experts des papiers ». Les expositions sont accompagnées de ressources pédagogiques complémentaires.

www.cidem.org



EUROPE ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Le secteur Europe et solidarité internationale est un centre de ressources pour les fédérations départementales qui informent et accompagnent celles-ci dans la conduite de projets européens et/ou internationaux (connaissance des dispositifs et des financements, montage des dossiers, recherche de partenaires).

Sa deuxième mission est de représenter la Ligue de l'enseignement dans les collectifs européens et internationaux pour peser sur les décisions et les politiques nationales, européennes et internationales, en matière de solidarité internationale, de citoyenneté et de construction européenne.

Reconnaissance du statut de l'association européenne, défense de la laïcité comme outil du vivre-ensemble, défense d'une construction européenne respectueuse de toutes et de tous dans les organes de décision et d'élaboration des politiques publiques... C'est ce que nous portons dans les différents collectifs à l'échelle européenne. Au niveau international, nous défendons une éducation pour tous dans le monde, dans le cadre des objectifs du millénaire de Dakar. En 2013, année européenne des citoyens, nous avons été particulièrement actifs au sein de l'Alliance, association qui regroupe les plus grands réseaux et organisations de la société civile européennes. Nous nous sommes impliqués dans l'action de la société civile pour faire du nouveau programme Erasmus+ un outil au service des jeunes et des adultes, ouvert à toutes et tous et favorisant les échanges éducatifs et interculturels.

2013, ANNÉE EUROPÉENNE DES CITOYENS



La Ligue de l'enseignement a activement participé aux événements organisés dans le cadre de **2013, année européenne des citoyens**, notamment via les activités et groupes de travail mis en place par l'Alliance-France. L'Alliance-France s'est attachée à promouvoir la contribution des associations à la vie démocratique. La Ligue a ainsi pu continuer à défendre,

aux côtés de 4 500 organisations de 50 pays européens, une citoyenneté européenne active incluse de manière transversale et permanente dans les politiques publiques européennes. « Pour une Europe de l'égalité, de la solidarité et de la démocratie », un document bilingue français/anglais de positionnement politique cosigné avec le Forum civique européen a été créé.

ey2013-alliance.eu

LES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES

La Ligue de l'enseignement est partenaire de l'Office franco-allemand pour la jeunesse (Ofaj) qui, depuis sa création en 1963, promeut les échanges de jeunes et d'acteurs de la jeunesse. Ainsi le secteur international gère l'ensemble des demandes de financement des projets franco-allemands du réseau de la Ligue et peut être sollicité pour apporter un soutien pédagogique à l'organisation des rencontres. En 2013, 32 rencontres franco-allemandes, sportives, culturelles et socioprofessionnelles, ont été soutenues, ainsi que deux formations Tandem (apprentissage linguistique mutuel et réciproque). En 2013, l'Ofaj a célébré ses 50 ans et, dans ce cadre, une grande fête populaire a eu lieu, place de la République le 6 juillet.

Depuis 2012, la Ligue de l'enseignement, l'Ufolep et l'Usep, en partenariat avec la *Deutsche Sportjugend* (fédération allemande des associations sportives de jeunesse) et l'association sportive *ASC Göttingen*, ont mis en place le volontariat franco-allemand, avec le soutien de l'Ofaj. En 2013, une fédération départementale et deux comités Ufolep ont accueilli des volontaires allemands. Selon le principe de réciprocité voulu par l'Ofaj, trois jeunes Français ont pu partir effectuer une mission au sein de structures sportives partenaires outre-Rhin.

En 2013, la Ligue a également mis en place le volontariat franco-allemand dans le domaine social, en collaboration avec l'*Arbeiterwohlfahrt* (AWO) Berlin. Pour cette première année de coopération, un jeune Allemand passe un an au centre de vacances les Jonquilles, en coopération avec la Ligue de l'enseignement de la Moselle. De même, un jeune Français

effectue son service civique dans un centre pour réfugiés à Berlin.

Le secteur international de la Ligue de l'enseignement souhaite poursuivre son partenariat avec les structures allemandes, et étendre le dispositif à un plus grand nombre de jeunes pour l'année 2014/2015.

EUROPEMOBILITY

Depuis octobre 2011, le centre confédéral est engagé avec neuf partenaires européens pour la mobilité en Europe au sein du projet **Europemobility**. Ce projet s'intéresse à la mobilité européenne dans les secteurs de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de l'éducation non-formelle et informelle. Les objectifs sont de promouvoir les séjours à l'étranger dans le cadre d'un stage professionnel, d'une mission de volontariat/bénévolat ou des études et de faire de la mobilité européenne une réalité de l'éducation et de la formation tout au long de la vie. Un réseau international de coordonnateurs de mobilité a été créé afin de faciliter la recherche de partenaires et les échanges entre organismes. Un concours vidéo pour les participants aux programmes de mobilité a lieu chaque année. Le projet vise à toucher les acteurs politiques concernés par le thème de la mobilité, les organisations et associations de l'éducation et de la formation ainsi que les participants potentiels aux programmes de mobilité. La conférence annuelle du réseau a eu lieu en novembre 2013 à Bruxelles et a réuni une centaine de participants.

Europemobility (EUM) est un projet Leonardo financé par la Commission européenne. 10 organisations de différents secteurs de l'éducation et de la formation de sept pays européens agissent au sein du réseau.

www.europemobility.eu

OUTREACH, EMPOWERMENT, DIVERSITY

Le projet européen « **OED - Outreach empowerment diversity** » réunit pour une période de trois ans 16 organisations de 14 pays européens sur la question de l'éducation des adultes avec moins d'opportunités, en particulier des personnes issues de l'immigration ou des Roms. L'association EAEA, Association européenne de l'éducation des adultes, est la coordinatrice du projet. En 2013, les membres du réseau ont identifié des exemples de « bonnes pratiques ». Un guide à destination des formateurs et des personnes engagées dans l'éducation des adultes a été rédigé. La lutte contre l'exclusion est le premier objectif de ce projet, qui place les apprenants au centre du processus éducatif.

IT'S OUR COMMUNITY

It's our community est un projet européen de recherche sur les pratiques innovantes de l'économie sociale et solidaire, en particulier de l'action sociale et de l'appropriation des services d'intérêt général, géré par les organismes britanniques *the Big Society* et *NCVO (National council for voluntary organisations)*, et soutenu par la fondation Calouste Gulbenkian et *NESTA (National endowment for science, technology and the arts)*. Le projet a identifié et analysé les pratiques innovantes, en Allemagne, en France, au Portugal et au Royaume-Uni, de ce que nous appelons en France, économie sociale et solidaire ou *third sector*, ou *voluntary services* en Europe. L'objectif final de cette étude était de développer un guide pratique et une gamme de ressources pour les décideurs politiques, les autorités locales et les groupes et individus des communautés afin de soutenir leur développement grâce à des approches innovantes. Les ressources sont traduites dans quatre langues et sont diffusées dans les réseaux européens. La conférence de restitution du projet a eu lieu le 5 novembre 2013 à Paris. L'ensemble des travaux ainsi que les conclusions sont disponibles sur le site Internet du projet.

www.itsourcommunity.eu/fr

GUIDE DES ÉCHANGES INTERCULTURELS ET INTERNATIONAUX



Il regroupe des ressources pédagogiques et adresses utiles pour les animateurs et organisateurs d'échanges de jeunes. Il a pour but de les accompagner, autant sur l'aspect pédagogique qu'administratif des rencontres, et vise à simplifier l'approche bureaucratique des projets européens.

LA PLACE DE L'EUROPE, AU SALON EUROPÉEN DE L'ÉDUCATION

Le secteur des relations internationales et européennes de la Ligue de l'enseignement a tenu un stand sur la « Place de l'Europe » au Salon européen de l'éducation et a diffusé des informations à propos des différentes actions en cours et des coopérations et partenariats en place. Une conférence de présentation du nouveau programme européen pour l'éducation, la formation et la jeunesse, Erasmus +, a été organisée au forum Condorcet, en présence des représentants de l'Agence Europe éducation formation France et de l'Agence française « jeunesse en action ».

COLLECTIFS ET PARTENARIATS

- **Solidar** : plateforme regroupant 60 membres de 27 pays européens. Nous sommes membres du conseil d'administration, nous participons aux commissions de travail dans les champs de l'action sociale, de la solidarité internationale et de l'éducation et la formation tout au long de la vie. www.solidar.org
- **Eucis-LLL** : réseau de plateformes européennes sur l'éducation et la formation tout au long de la vie. Nous en assurons la présidence. 33 réseaux européens composent la plate-forme : formation professionnelle, universités, étudiants, éducation non formelle, éducation des adultes, associations de jeunesse. www.eucis-lll.eu
- **Forum civique européen** : réseau de plus de 100 associations de tous les pays européens (les 27) et au-delà (l'Europe des 47 : Conseil de l'Europe). Le Forum œuvre pour la création de journées civiques européennes dans les pays de la présidence européenne, pour la mise en place de campagnes notamment de reconnaissance du statut de l'association européenne.

Nous en assurons la présidence. En 2013, le Forum civique européen a assuré la présidence de l'alliance pour l'année 2013, année européenne des citoyens. Cette alliance regroupe plus de 70 réseaux européens, représentant la société civile organisée. www.civic-forum.eu

- **France Volontaires** : plateforme des volontariats internationaux d'échange et de solidarité. Nous sommes membres du comité directeur de la plateforme française. www.france-volontaires.org
- **Solidarité Laïque** : ONG de solidarité nationale et internationale du secteur laïque en France. Nous en assurons la vice-présidence et participons à plusieurs programmes (voir la page suivante). www.solidarite-laique.org

Enfin, nous assurons le secrétariat de la Ligue internationale de l'enseignement, de l'éducation et de la culture populaire. Nous sommes membres du bureau de l'Association européenne de l'éducation des adultes www.eaea.org.



LA LIGUE INTERNATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT, DE L'ÉDUCATION ET DE LA CULTURE POPULAIRE

La Ligue internationale est composée de 20 associations au sein de 16 pays essentiellement en Europe et en Afrique. En 2013, la Ligue Internationale a travaillé sur une analyse des systèmes d'éducation dans les différents pays membres. Un document a été présenté et discuté lors du congrès de Nantes. Il fera l'objet d'un travail suivi pour faire des propositions concrètes en 2015 (date anniversaire des objectifs du Millénaire de Dakar). Une page Facebook a été réactivée pour développer des projets et des partenariats ainsi que la création d'un blog. Christian Vandenberghe de la Ligue belge de l'enseignement, de l'éducation et de la culture populaire est le nouveau président de la Ligue internationale.

SEMAINE DE L'ÉDUCATION, FORMATION TOUT AU LONG DE LA VIE

Du 2 au 6 décembre 2013, la plateforme Eucis-LLL a organisé la *Lifelong Learning Week* (semaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie) au Parlement européen à Bruxelles. À cette occasion, Eucis-LLL a lancé son manifeste « Construire ensemble l'avenir de l'éducation », en présence de plusieurs députés européens, afin d'attirer l'attention, à l'approche des élections européennes de 2014, sur l'enjeu que représente l'éducation pour tous en Europe. D'autres débats, séminaires et tables rondes ont également été organisés, entre autres sur la validation des compétences acquises dans le cadre d'une mobilité, l'éducation civique européenne, et le rapport Piacac (évaluation des compétences des adultes).

LA CAMPAGNE « PAS D'ÉDUCATION, PAS D'AVENIR ! »

« **Pas d'Éducation, pas d'Avenir !** » est une campagne nationale organisée en partenariat avec Solidarité Laïque et le soutien de Milan Presse. En 2013, elle a été soutenue également par l'Agence française de développement (AFD). D'avril à août, c'est l'occasion de sensibiliser les plus jeunes et le grand public aux réalités de l'éducation dans le monde et les difficul-



tés d'accès à l'école. Une collecte sur la voie publique est mise en place à cette occasion. L'affiche de 2013 a été réalisée par Fabrice Gibrand, graphiste. Chaque année, des projets éducatifs d'associations sont sélectionnés et reçoivent des fonds collectifs pour des constructions de classes, de bibliothèques, pour la formation de mères éducatrices, ou bien la mise en place d'activités extrascolaires

et éducatives. En 2013, 20 projets dans 12 pays (Burkina Faso, Madagascar, Myanmar, Bangladesh, Rwanda...) ont été soutenus. Un travail de création et de diffusion d'outils pédagogiques dans le champ de l'éducation au développement a commencé et ce, pendant deux ans, grâce à l'Agence française de développement (AFD).

www.pasdeducationpasdavenir.org

CONFÉRENCE « ÉDUCATION POUR TOUS : UN ENJEU MONDIAL PARTAGÉ »

Dans le cadre de la campagne « Pas d'Éducation, pas d'Avenir ! », **une conférence sur « l'Éducation pour tous : un enjeu mondial partagé »** a été organisée le 22 novembre 2013, lors du Salon européen de l'éducation, avec l'Agence française de développement (AFD) et Solidarité Laïque. Cette conférence avait pour objectif de présenter les enjeux de l'EAD-SI et de l'Éducation pour tous (deux ans avant l'échéance des Objectifs du millénaire, notamment sur l'éducation de base pour toutes et tous) et de voir en quoi la campagne « Pas d'Éducation, pas d'Avenir ! » permet de répondre aux enjeux évoqués. La conférence, organisée dans le cadre de la Semaine de la solidarité internationale, a réuni des intervenants de l'AFD, de Solidarité Laïque, d'Educasol (plateforme française de l'EAD-SI) et de l'ONG béninoise « Conseil des activités éducatives du Bénin » (CAEB, reconnue d'utilité publique au Bénin).



SOLIDARITÉ LAÏQUE

Solidarité Laïque est une union associative réunissant 53 organisations françaises (associations, syndicats, mutuelles, coopératives et fondations), qui agit en France et à l'international. Elle nourrit son principe de solidarité et de coopération par une approche spécifique qui consiste au rapprochement de corps de métiers éducatifs et sociaux au Nord comme au Sud, à travers le développement de partenariats d'échanges de savoirs et de compétences, de formations, et de plaidoyers communs. L'objet central de ces échanges est la création de tissus de solidarité internationale non étatique, le renforcement des capacités des acteurs agissant sur les terrains éducatifs et sociaux, l'influence des politiques publiques des mêmes secteurs. Ainsi Solidarité Laïque et ses membres déploient-ils leurs actions en partenariat avec les sociétés civiles d'Afrique de l'Ouest, d'Asie du Sud, des Caraïbes et d'Amérique latine, d'Europe orientale et du monde arabe et méditerranéen. Cela au bénéfice des populations les plus fragiles : enfants abandonnés ou maltraités, enfants des rues, jeunes chômeurs ou exclus,

femmes et mères célibataires, handicapés ; ou de catégories socioprofessionnelles essentielles pour le développement humain : puéricultrices et animateurs sociaux, enseignants, éducateurs spécialisés, formateurs, jeunes entrepreneurs, cadres associatifs et syndicaux...

La Ligue est investie dans deux programmes de Solidarité Laïque :

- **Le Prodere-AO** (programme d'appui aux réseaux d'éducation en Afrique de l'Ouest) (Bénin, au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal). Cinq réseaux nationaux, réunissant plus de 111 organisations, sont nés de cet appui avec pour objectif d'être des interlocuteurs légitimes des pouvoirs publics.
- **Le PCM** (programme concerté Maroc), programme d'appui aux organisations de jeunesse et d'éducation populaire au Maroc. Il a permis de renforcer les capacités de la société civile locale (70 organisations) à agir et à dialoguer avec l'État.

www.solidarite-laique.asso.fr

► **5 PROGRAMMES COLLECTIFS ET PLURIANNUELS D'AMPLEUR, SUR 5 ZONES GÉOGRAPHIQUES. PLUS DE 500 ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE CONCERNÉES DIRECTEMENT PAR LA COOPÉRATION DE SOLIDARITÉ LAÏQUE.**

PLUS DE 30 000 JEUNES ET ENFANTS DANS LE MONDE CONCERNÉS DIRECTEMENT ET INDIRECTEMENT PAR LES PROGRAMMES DE SOLIDARITÉ LAÏQUE.

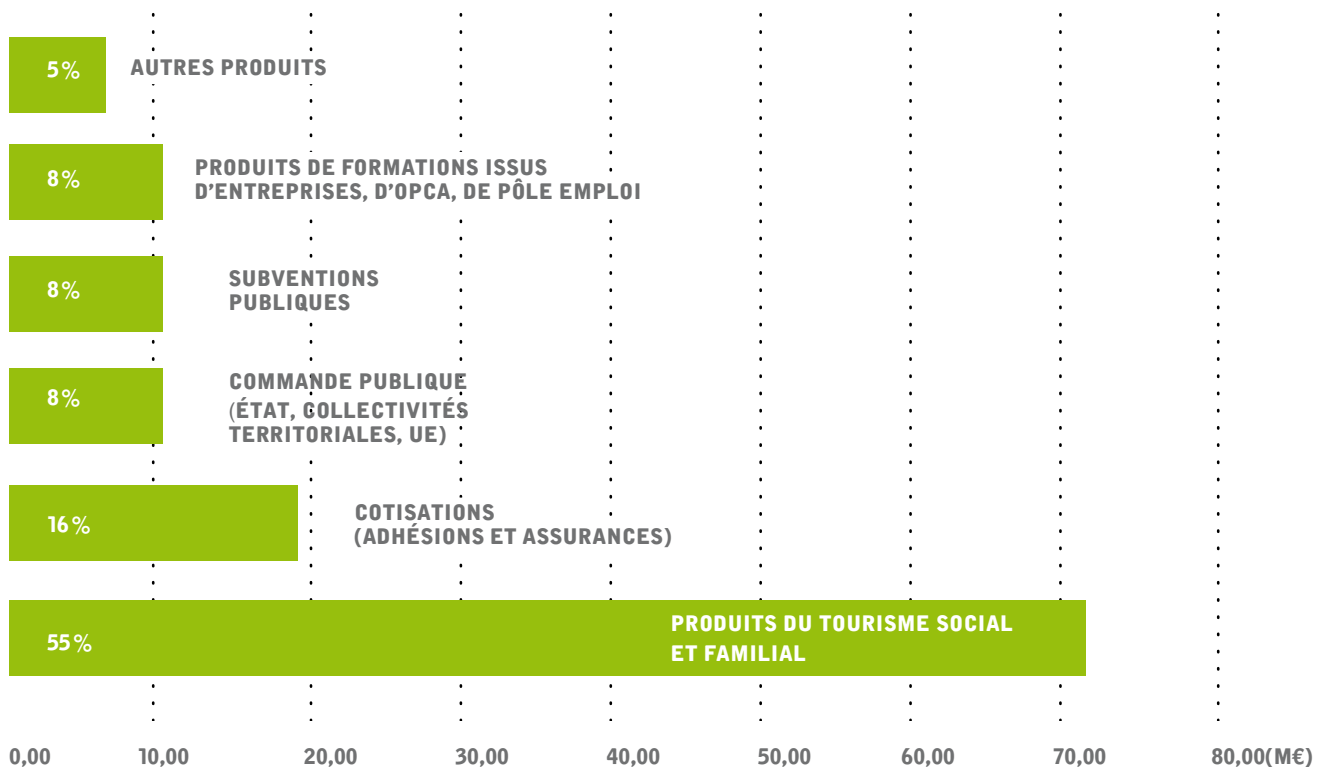


3

**UNE ENTREPRISE
DE L'ÉCONOMIE
SOCIALE
ET SOLIDAIRE**

UNE ENTREPRISE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

RESSOURCES DU CENTRE CONFÉDÉRAL DE LA LIGUE
DE L'ENSEIGNEMENT ET DE SES OUTILS NATIONAUX*



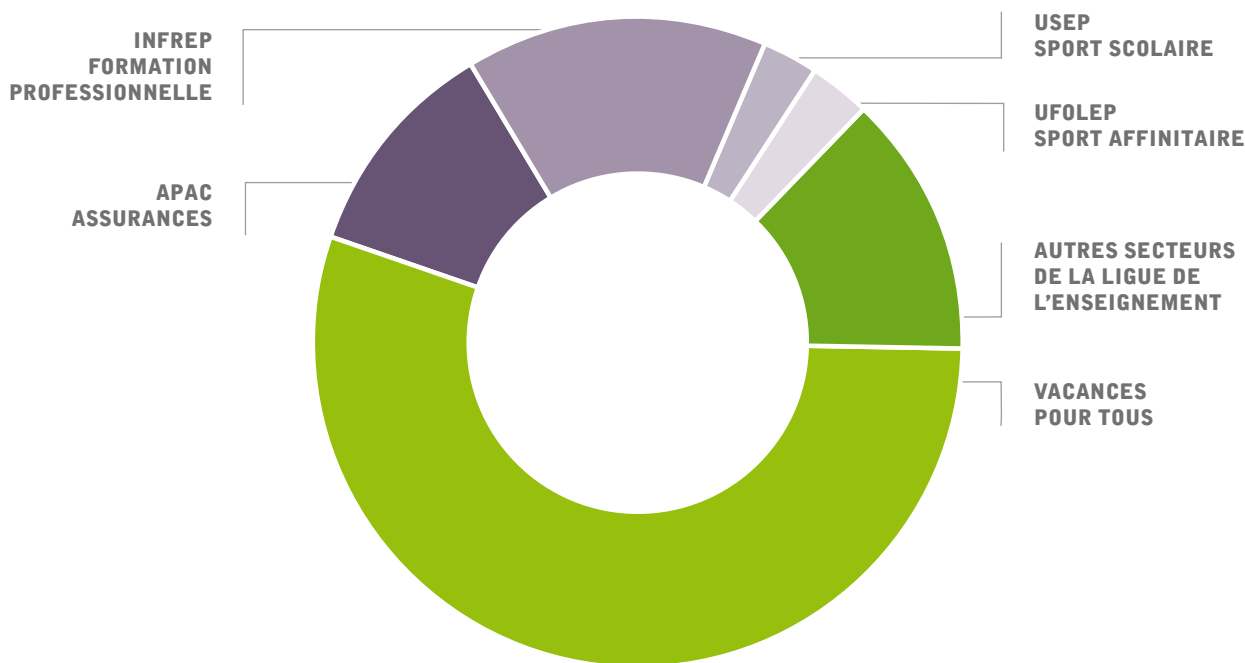
La plus grande diversité des ressources est activement recherchée par la Ligue de l'enseignement car elle est un gage de durabilité et d'indépendance.

Le présent rapport rend compte de l'activité de la Ligue de l'enseignement, en tant que personne morale, mais aussi des outils nationaux spécialisés, dont elle s'est dotée, en près de 150 ans, pour remplir des missions telles que l'assurance confédérale (l'Apac) ou la formation professionnelle (l'Infrep).

L'activité de notre mouvement ne peut s'appréhender, non plus, sans rendre compte de l'action de nos deux fédérations sportives (l'Ufolep et l'Usep), autonomes juridiquement mais inscrites démocratiquement et fonctionnellement dans la Ligue de l'enseignement.

Les données financières ci-dessous présentent donc la surface budgétaire du centre confédéral de la Ligue de l'enseignement dans toutes ses composantes, chacune des structures concernées disposant de rapports financiers complets, validés par leurs instances et par leurs commissaires aux comptes.

BUDGETS DU CENTRE CONFÉDÉRAL DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE SES PRINCIPAUX OUTILS NATIONAUX*



TOTAL 130 M€

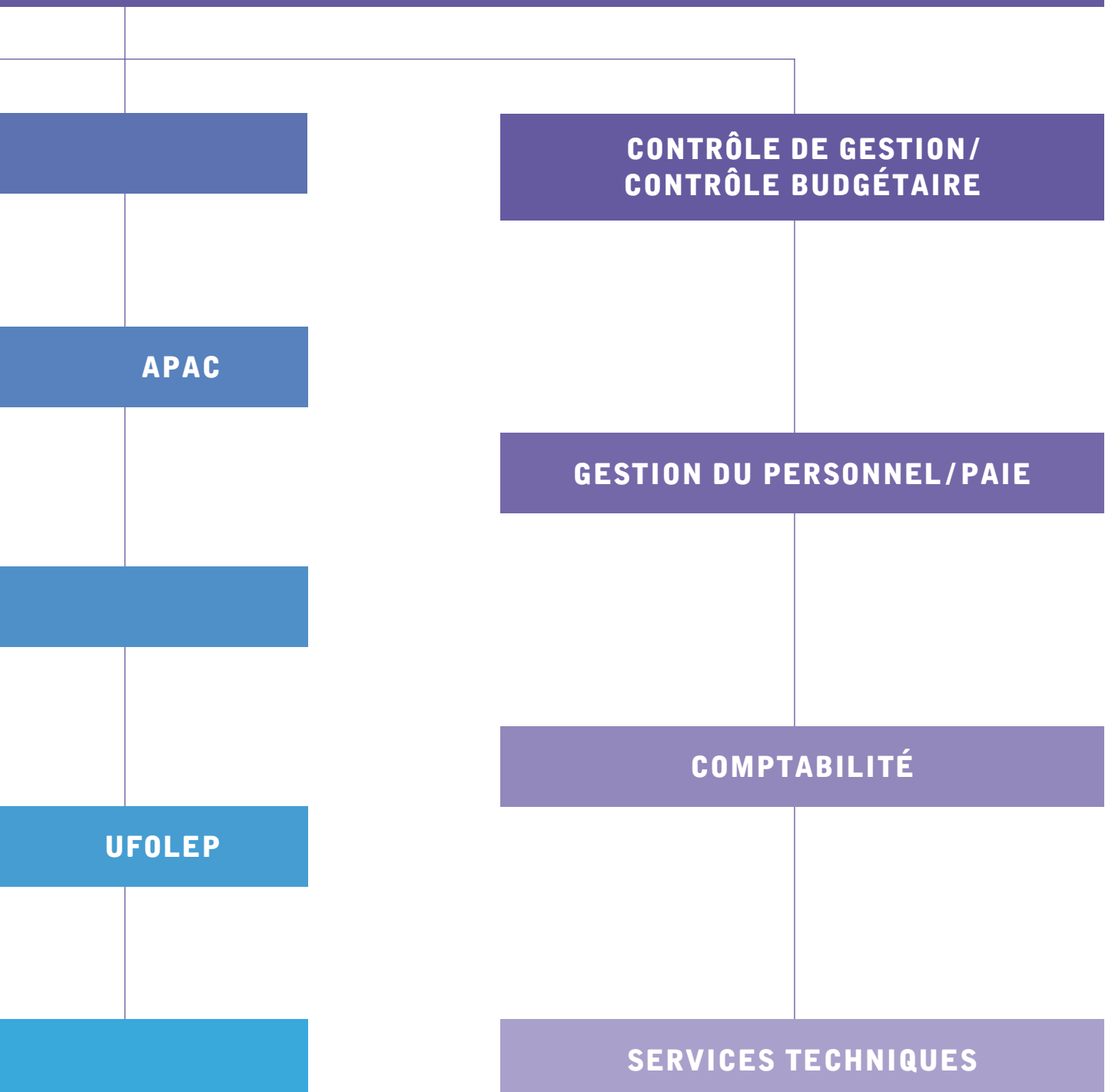
Tous les secteurs de la Ligue de l'enseignement concourent à son projet associatif d'éducation populaire.

* (Budgets 2013 hors subventions nationales affectées dans les territoires)

4

ORGANIGRAMME

CONSEIL**SECRETARIAT****DIRECTION GÉNÉRALE****VIE ASSOCIATIVE ET ACCOMPAGNEMENT
DU RÉSEAU****VACANCES
POUR TOUS****ÉDUCATION****JEUNESSE****COMMUNICATION****SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION****INFREP****EUROPE ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALE****LAÏCITÉ****CULTURE****ENVIRONNEMENT
ET DÉVELOPPEMENT DURABLE****FORMATION****ACTION SOCIALE****USEP**

D'ADMINISTRATION**NATIONAL****DES SERVICES**

CONSEIL D'ADMINISTRATION

- JEAN-MICHEL DUCOMTE** président
- ANNE-MARIE HOUILLO** vice-présidente déléguée en charge des Questions européennes et des Relations internationales
- JEAN-MARC ROIRANT** secrétaire général
- ÉRIC FAVEY** secrétaire général adjoint
- NADIA BELLAOUI** secrétaire nationale à la Jeunesse, à la Communication et à la Vie associative
- JEAN-KARL DESCHAMPS** secrétaire national aux Vacances et aux Loisirs éducatifs et aux Classes de découvertes
- NICOLAS SADOUL** secrétaire national aux Politiques territoriales, à la Formation et au Développement durable
- ROGER ÉVRARD** trésorier général
- GILLES CAVÉ** trésorier général adjoint
- ALAIN CORDESSE** vice-président en charge de l'Économie sociale
- BERNARD CRINER** vice-président en charge du Développement et de l'Accompagnement du réseau
- PHILIPPE MACHU** vice-président en charge de « Sport et société »
- CLAIRE PESSIN-GARRIC** vice-présidente en charge de la Culture
- PIERRE TOURNEMIRE** vice-président en charge de la Laïcité et de la Mémoire de la Ligue
- HÉLÈNE BRUS** membre du bureau déléguée à la Culture
- DAVID CLUZEAU** membre du bureau délégué à l'Action sociale et à l'Éducation à la citoyenneté
- FRANÇOISE LAURANT** membre du bureau déléguée à l'Égalité femmes-hommes, aux Droits des femmes et aux Droits sexuels

JEAN-PAUL ALBERT	administrateur
RÉGINE BALTZ	administratrice
GÉRARD BARC	administrateur
MARTINE BESSON-MANIGLIER	administratrice
PAULINE DELCROIX	administratrice
ÉRIC FORTI	administrateur
PIERRE FRACKOWIAK	administrateur
HÉLÈNE GRIMBELLE	administratrice
SUZANNE GUILHEM	administratrice
DANIEL ICHÉ	administrateur
DADOU KEHL	administrateur
ANTOINE QUADRINI	administrateur
SYLVIE RIVOL	administratrice
NATHALIE ROCAILLEUX	administratrice
FRÉDÉRIC SALVAN	administrateur
MUSTAPHA SBAY	administrateur
RENÉE SIMON	administratrice
JACQUELINE TEPAZ	administratrice
COLINE VANNEROY	administratrice

Rapport d'activité 2013, du centre confédéral de la Ligue de l'enseignement

Responsable éditoriale | Nadia Bellaoui

Coordination | Ariane Ioannides

Conception graphique et réalisation | Anne Vanwynsberghe

Photographies (sauf mention contraire) | Benoît Debuisser

Impression | Rose Tramé



.....

**RAPPORT D'ACTIVITÉ 2013
DU CENTRE CONFÉDÉRAL
DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT**

.....

Laique et indépendante, la Ligue de l'enseignement réunit des hommes et des femmes qui agissent au quotidien pour faire vivre la citoyenneté en favorisant l'accès de tous à l'éducation, la culture, les loisirs ou le sport.

Des centaines de milliers de bénévoles et plusieurs milliers de professionnels se mobilisent, partout en France, au sein de près de 30 000 associations locales et d'un important réseau d'entreprises de l'économie sociale.

Tous y trouvent les ressources, l'accompagnement et la formation nécessaires pour concrétiser leurs initiatives et leurs projets.

Tous refusent la résignation et proposent une alternative au chacun pour soi.

Rejoignez-nous...

Contactez la fédération de votre département ou le centre confédéral.

www.laligue.org